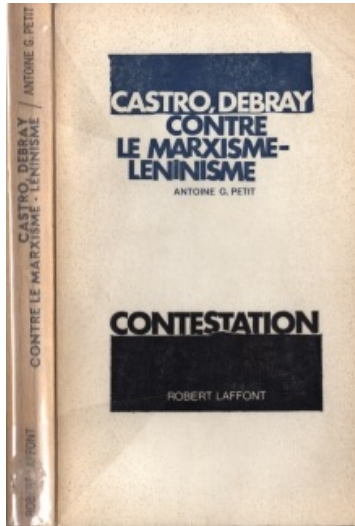


**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!
Vive la guerre populaire!**



**Castro, Debray
contre le marxisme-léninisme**

Antoine G. Petit

Août 1967

Cher ami,

Je suis content que tu aies écrit à nouveau à ton vieux camarade révolutionnaire haïtien.

Non seulement parce que j'ai ainsi des nouvelles fraîches de toi après en avoir été longtemps privé, mais surtout parce que tu m'apportes des informations de première main sur ce qui se passe dans ton pays, le Venezuela.

Plus chanceux que moi, qui suis resté à La Havane de 1959 à fin 1963, tu as pu quitter Cuba en 62 pour regagner ta patrie dès que nous parvint la nouvelle de l'ouverture là-bas d'un foyer de guérilla par l'ingénieur Vincente Cibeas.

Tout ce qui se passait alors me revient à la mémoire : nos longues discussions sur la nécessité et la possibilité d'un second Cuba, au moins, en Amérique latine, nos spéculations sur les divergences idéologiques sino-soviétiques dont nous ignorions alors la profondeur et les véritables éléments...

Te souviens-tu de ce fameux pari que nous avons fait, toi et moi, absurde au fond : qui, d'Haïti ou du Venezuela, serait le premier à se libérer ? Comme si la révolution était une loterie ! Et comme si cela dépendait de nos seuls désirs !

Il est vrai que nous nous demandions aussi quel serait le «second territoire libre d'Amérique» sans nous laisser alors aveugler par nos intérêts nationaux respectifs. Mais, l'essentiel n'était pas là. Nous savions bien qu'il s'agissait, avant tout, pour chacun de nous, de faire son devoir de révolutionnaire là où il le

pouvait, au poste où il aurait à donner le meilleur de soi-même.

C'est d'ailleurs pourquoi je ne t'ai pas rejoint au Venezuela. Ceux qui, à Cuba, auraient pu m'aider estimaient que je servais mieux dans leur pays qu'ailleurs. Peu leur importait que ce ne fût pas là mon opinion personnelle. Je n'appartenais à aucun parti soi-disant communiste (tu sais qu'il y en a deux en Haïti) ni à aucune organisation révolutionnaire qui pût, soit appuyer mes démarches, soit demander mon transfert sur un autre front de lutte.

Je craignais pourtant de me trouver dans une position fort incommode à La Havane si d'aventure des événements imprévus venaient à bouleverser la situation dans mon pays. Mes craintes se fondaient sur le rappel de l'expérience vécue par nos camarades dominicains à La Havane.

Dès que Trujillo fut assassiné le 31 mai 1961 par des agents de la C.I.A., toutes sortes de pressions morales s'exercèrent sur eux par les camarades cubains pour qu'ils retournent dans leur pays.

Ils savaient pourtant que le moment n'était pas encore venu et qu'ils allaient se jeter, désarmés, dans la gueule du loup. On les prit pour des embusqués et ils durent finalement partir quand d'autres en décidèrent ainsi. Bien sûr, nous savions qu'il n'y avait pas eu intervention des dirigeants cubains dans ce sens, mais nous savions aussi qu'il n'y avait pas eu intervention dans le sens contraire.

Malgré la singularité d'un tel comportement, nous n'avions pas l'impression que nous servions en Amérique latine la cause du « socialisme dans un seul pays. » Autrement dit, nous ne pensions pas qu'on demandait à l'ensemble du mouvement

révolutionnaire latino-américain de tout subordonner à la consolidation de la révolution et au triomphe définitif du socialisme à Cuba aux dépens des tâches les plus urgentes à accomplir dans chacun de nos pays.

Au contraire, nous nous réjouissions de ce que les camarades cubains accordaient une aide matérielle et morale sans réserve à notre cause et y attachaient une importance primordiale. Cette aide était tellement évidente que les soviétiques ne manquèrent pas d'en tirer un argument politique.

Un an après ton départ, c'est-à-dire en 1963, un agent des services de renseignements soviétiques me déclara un jour : « On dit que l'Union soviétique est hostile aux luttes de libération nationale et ne les aide pas. Pourtant, si la lutte armée se développe au Venezuela, n'est-ce pas grâce à l'aide de Cuba qui est, elle-même, aidée par l'Union soviétique ? »

L'orientation générale de l'Agence de Presse cubaine «Prensa Latina» ne laissait pas cependant de nous paraître étrange. Rappelle-toi ces ménagements pour les gouvernements latino-américains qui entretenaient encore des relations avec Cuba et ces imprécations contre eux dès l'instant où ils rompaient ces relations ou prenaient quelque position contraire à La Havane !

C'était comme si l'aide que l'un de nos peuples était en droit d'attendre dépendait moins de la conjonction des conditions objectives et des conditions subjectives dans le pays, que de la plus ou moins bonne volonté de son gouvernement réactionnaire vis-à-vis de Cuba.

Je ne sais pas ce que tu en penses, mais ce qui n'était à l'époque que l'objet d'une impression de ma part me paraît être devenu

une ligne politique. La déclaration de Santiago de Cuba de juillet 1964, déclaration que je n'ai pas oubliée, bien qu'elle ait été mise sous le boisseau, n'a-t-elle pas promis la tranquillité aux gouvernements réactionnaires latino-américains du moment qu'ils maintenaient leurs relations avec Cuba ?

Je te remémore toutes ces choses que tu sembles oublier ou minimiser parce qu'elles ont eu leur suite logique au point de frustrer de leurs espoirs la plupart d'entre nous.

Pourquoi veux-tu que je «rentre au bercail, dans la voie du «fidélisme» alors que les derniers événements ont confirmé la déviation naissante que nous avions pressentie?

Les résolutions de l'OLAS proclamées à La Havane ce mois-ci et que tu as eu la gentillesse de m'envoyer ne m'ont point convaincu.

Je les rapproche d'autres faits, d'autres événements ; je les place dans leur contexte latino-américains et mondial pour leur donner leur vrai sens.

Quand tu me dis que les révolutionnaires vénézuéliens n'ont rien à reprocher aux dirigeants cubains et que tous les guérilleros, avec Douglas Bravo en tête, approuvent sans réserve l'attitude de Fidel Castro à l'égard du Parti Communiste Vénézuélien, je te crois. Mais, quand tu me dis que cette condamnation du réformisme vénézuélien rejoint objectivement les thèses chinoises que je fais miennes, je te répondrai que Fidel ne va pas au fond du problème et qu'il ne frappe surtout pas les responsables de cet état de choses : le Parti Communiste de l'Union soviétique. Et pour cause !

Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que je fais revivre le passé, que je rafraîchis ta mémoire sur des petits incidents, des détails, des riens dont, peut-être, tu ne te souvenais même pas. Je ne peux pas répondre à toutes tes questions en une seule fois. Je suis heureux que nous ayons repris contact et dans mes prochaines lettres je continuerai à développer avec toi l'analyse de la «problématique» latino-américaine, tout en m'efforçant de te donner, comme tu me le demandes, un aperçu de l'expérience que j'ai vécue en Chine en 64-65.

Septembre 1967.

Je suis donc parti de Cuba en décembre 1963 pour Pékin, engagé par l'Agence «Chine Nouvelle» comme traducteur. J'avais, comme je te l'avais confié, un vif désir d'assimiler l'expérience de la révolution chinoise.

Ce départ me permettait aussi de mettre fin à ma collaboration au programme en langue créole diffusé par «Radio Havane Cuba» à destination d'Haïti. En effet, à mon avis, on ne pouvait indéfiniment substituer la propagande à la lutte armée ou aux préparatifs qu'elle implique. Je me sentais, en quelque sorte, complice d'une certaine mystification.

Je te ferai grâce des petites péripéties qui ont précédé mon départ. Mais je m'en voudrais de ne pas te signaler deux petits incidents. Pour m'autoriser à faire une escale de quatre heures à Moscou, sans sortir de l'aéroport, le consulat soviétique à La Havane m'a obligé à solliciter un visa de transit qui s'étale sur toute une page de mon passeport : pratique contraire à toute notion d'entraide internationaliste.

Heureusement que désormais le fait d'être allé en Union

soviétique ne représente plus un «stigmate» infamant aux yeux du monde capitaliste ! Ensuite, le consulat tchécoslovaque a mis pour condition du visa de transit à Prague, mon passage sur la ligne aérienne CHESA dont le seul concurrent pour ce trajet est la «Cubana de Aviacion». Cela pour te donner une idée de la largeur d'esprit des uns et des autres...

Donc, tu m'as demandé de te parler de la Chine. On peut très bien le faire sans mentionner l'hôtel de l'Amitié où résident les étrangers. Et pourtant, c'est par là que je commencerai pour t'expliquer en quoi consistent les rapports des Chinois avec leurs hôtes.

Qu'est-ce donc que l'hôtel de l'Amitié ? Un ensemble de bâtiments pourvu d'un confort parfaitement bourgeois, à l'occidentale. On y trouve tout : restaurants servant des mets chinois et européens, piscine, terrains de jeux, salles de jeux, salle de bal, théâtre, station de taxis, blanchisserie, clinique, etc.

Presque tous les étrangers engagés comme experts par les Chinois y vivent. Les couples sans enfants, ou avec un enfant en bas âge, disposent d'un appartement de deux pièces. Les couples ayant plusieurs enfants bénéficient de plus d'espace. Certains appartements sont pourvus d'installations pour la cuisine. On ne paie ni loyer, ni électricité, ni chauffage ; on jouit gratuitement du téléphone, de l'eau chaude et froide toute l'année, des soins médicaux et des médicaments, des voyages aller et retour en voiture de l'hôtel au centre de travail. Les «écolages» pour les enfants sont pratiquement gratuits, le cinéma aussi, dont le prix est dérisoire.

Ce que tu pourrais considérer comme une véritable enclave étrangère dans Pékin a été imaginé par les techniciens

soviétiques.

C'est sur leur demande et sur leurs indications précises que l'hôtel de l'Amitié a été construit, et tous ceux qui y vivaient à l'époque sont unanimes à déclarer que la vie quotidienne était loin d'être régie par les normes de la moralité socialistes.

Soûleries et orgies étaient, dit-on, de rigueur. Les scandales succédaient aux scandales, et les experts soviétiques traitaient leurs serviteurs chinois avec le plus profond mépris. Dévorées par l'oisiveté et l'ennui, leurs épouses n'abandonnaient les magasins, d'antiquités particulièrement, que pour se livrer aux potins.

Il n'est que de regarder vivre les soviétiques à l'étranger pour deviner où en est le socialisme dans leur pays. Tu te rappelles sans doute que rien n'irritait tant la population à Cuba comme de voir les experts soviétiques s'installer dans les meilleurs logements abandonnés par la bourgeoisie émigrée et s'approvisionner dans les magasins spéciaux pour étrangers où rien ne manquait, aussi bien la plupart des produits de première nécessité que le superflu. Cela, à un moment où un rationnement des plus sévères imposait de durs sacrifices aux masses cubaines.

Cela aussi à un moment où d'autres étrangers, la plupart non communistes, avaient spontanément pris la décision de se solidariser avec les travailleurs cubains en partageant toutes leurs difficultés. Cependant, à Cuba, cet état de choses n'était pas tellement visible. Un petit bourgeois, ou un bourgeois étranger, peut toujours passer inaperçu dans la couche relativement dense de la petite bourgeoisie cubaine qui a conservé presque intacts ses privilèges.

Nous commentions, toi et moi, avec indignation, le fait que l'Etat cubain importait du pétrole d'Union soviétique pour le vendre, après raffinage et sans restriction, à tous les particuliers qui possédaient une voiture. La longue file des voitures particulières encombrant, durant le week-end, les routes en direction des stations balnéaires, était significative de ce gâchis.

Par contre, en Chine, où les anciennes classes possédantes sont réduites à leur plus simple expression, tant par le nombre que par les moyens laissés à leur disposition, la moindre différence de niveau de vie est choquante, voire gênante. Comment les «grands frères» soviétiques, désireux de se donner en exemple et d'imposer partout et en tout leurs conceptions, pouvaient-ils entretenir une telle disparité entre leur standing et celui de la population chinoise ?

Le salaire de base d'un expert étranger en Chine représente environ dix fois la moyenne du salaire de base d'un travailleur chinois. Il a droit à trente pour cent de ce salaire en devises s'il est accompagné de sa famille, et à cinquante pour cent s'il est seul.

A certains étrangers qui, en 1964-1965, protestaient contre cette inégalité entre chinois et étrangers, les responsables chinois déclaraient : «Si vous estimez votre traitement trop élevé, versez-en une partie à un mouvement révolutionnaire de votre choix, mais ne mettez pas en difficulté vos collègues qui ne peuvent pas renoncer à leurs émoluments.»

D'ailleurs, un salaire confortable permet à l'expert de retourner dans son pays avec un petit pécule et de faire face aux difficultés économiques durant sa période de réadaptation, ce qui est

parfaitement vrai pour les pays capitalistes. Mais quelle raison avaient les Soviétiques pour accepter, exiger même, de tels avantages. Une chose est certaine : le magasin spécial pour étrangers des grandes villes chinoises se vidait systématiquement chaque fois que repartait pour l'U.R.S.S. un groupe d'experts soviétiques.

En parlant de l'hôtel de l'Amitié, tu vois que j'en viens tout naturellement à parler de la vie des étrangers à Pékin. Tu t'imagines peut-être que tous ceux que l'on y rencontre actuellement sont de véritables communistes, venus pour partager la lutte du peuple chinois, et prêts à se dévouer pour «la cause».

Alors, tu te trompes sérieusement. Lorsque les Chinois engagent un expert, ils lui demandent seulement de n'être pas révisionniste et d'avoir de la sympathie pour la révolution. Alors que l'on parle en Occident de la méfiance proverbiale du Chinois, une simple déclaration du postulant dans ce sens suffit.

A l'hôtel de l'Amitié, par exemple, on rencontre très peu de marxistes-léninistes, mais une foule de nationalistes de tous poils, catholiques pratiquants, musulmans, bourgeois et même révisionnistes. Dans cette ambiance, c'est un jeu pour l'ambassade soviétique de recruter des agents qui attisent les querelles entre étrangers et les poussent à exiger toujours davantage. Il est ainsi arrivé que le peuple chinois paie largement des experts qui font un travail de sape et incitent leurs collègues à calomnier la Chine à leur retour dans leur pays d'origine.

Malgré cela, les Chinois les traitent avec courtoisie et bienveillance et n'interrompent pas leurs contrats. Je peux même

te citer le cas d'un révisionniste chilien notoire qui ne faisait pas mystère de ses opinions et activités antichinoises, et passa pourtant quatre ans en Chine au lieu des deux fixés généralement par les contrats.

Me croiras-tu si je te dis qu'à un certain moment un groupe de Latino-Américains antichinois tenta de mettre sur pied une association de résidents pour créer des difficultés aux Chinois : ce projet échoua à cause de dissensions internes à l'organisation, car, à aucun moment, les Chinois n'intervinrent, directement ou indirectement, pour les contrer.

Tout se passe comme si le territoire de l'hôtel jouissait du droit d'extraterritorialité et les experts de l'immunité diplomatique. Plus que cela, à vrai dire, puisque tout gouvernement peut déclarer un diplomate persona non grata alors qu'aucun expert n'a jamais été expulsé.

Ne crois pas d'ailleurs que tous les étrangers qui cherchent noise aux autorités chinoises soient des agents ennemis, au des complices d'agents ennemis. Tu sais, comme moi, combien la vie sociale des gens détermine leur idéologie, leur conscience de classe et leur conscience politique. Il est terriblement difficile de mener une vie bourgeoise, de côtoyer sans cesse des bourgeois et des révisionnistes, et de conserver intactes sa foi et son idéologie révolutionnaires.

Il faut être, pour cela, politiquement bien trempé, avoir des convictions profondes et solidement enracinées. Il faut mener une lutte permanente pour résister et, à travers cette épreuve, on fait des découvertes étonnantes, pas toujours réconfortantes, sur soi-même et sur les autres. Ceux qui ont fait un séjour plus ou moins prolongé à l'hôtel de l'Amitié et qui ont surmonté cette

épreuve avec succès en sortent idéologiquement majeurs.

Il est étonnant de constater combien la vie factice dans ce fameux hôtel modifie la conception des choses chez beaucoup. Des experts de bonne volonté, venus d'un pays socialiste au rationnement sévère, ou d'un pays du Tiers Monde au très bas niveau de vie, tout heureux, les premiers temps de leur séjour, de trouver des biens en abondance et sans restriction, en viennent, au bout de quelque temps, à se plaindre de ce qu'ils ne parviennent pas à trouver. On voit les femmes entrer dans la danse des mondanités, rivalisant d'élégance entre elles. Les jours de fête, tu croirais assister à un véritable défilé de modes dans un asile d'aliénés !

C'est ainsi qu'oubliant leur point de départ, ou leur origine sociale, la plupart perdent toute vision de la réalité sociale, et même tout sens du réel. C'est le phénomène classique de l'aliénation de l'homme. Ceux qui en sont atteints devraient quitter la Chine au plus vite pour se mesurer de nouveau, ailleurs à la lutte pour la vie dans des conditions normales, afin de recouvrer la lucidité. On les verra ensuite revenir en Chine plus humbles et plus compréhensifs.

Mais, vois-tu, tous ne sont pas ainsi. Il y a le cas des «purs» qui ne cessent de protester contre la vie dorée qu'ils mènent auprès d'un peuple dont la conscience politique, prodigieusement développée, lui permet de mépriser privilèges et stimulants matériels. Ils voudraient s'intégrer totalement au pays et vivre comme le Chinois moyen. Pour généreuses qu'elles soient, leurs prétentions sont bien irréalistes. D'abord, pour s'intégrer à un peuple, il faut parler sa langue.

Or, peu d'étrangers en Chine apprennent le chinois. Plus rares

encore sont ceux qui poursuivent leur étude jusqu'au bout. Ceux qui parlent assez bien le chinois l'ont généralement appris en Europe et, à une exception près, je n'ai pas remarqué qu'ils réclamaient leur «intégration» au peuple chinois.

D'autre part, l'intégration supposerait aussi, et en tout premier lieu, la renonciation aux prérogatives particulières accordées à l'étranger. Peut-être même faudrait-il, comme certains le souhaitaient, refuser l'expression de «camarades étrangers», rappel fâcheux de celle de «diables étrangers» décernés aux Occidentaux avant la libération. Mais n'est-ce pas là une prétention absurde ?

Comment un non-Jaune, ne parlant pas chinois, et vivant comme dans une tour d'ivoire, ne pourrait-il pas être désigné partout comme étranger en Chine ? Entre nous, demander aux Chinois d'aimer les étrangers spontanément, de leur ouvrir leur cœur tout de suite, c'est un peu leur demander d'être des saints. Ne crois-tu pas qu'ils en ont un peu trop vu depuis la guerre de l'opium ?

Et puis, comment désigner ceux qui, non seulement sont étrangers, mais se comportent comme tels ? Je te donnerai un simple exemple. Les voitures et les camions roulent très lentement dans les rues de Pékin : entre trente-cinq et quarante-cinq kilomètres à l'heure. C'est une règle. Or, il arrivait à certains experts étrangers d'exiger de leur chauffeur chinois une accélération de vitesse, histoire de gagner quelques minutes sur l'heure du repas.

Pour leur faire plaisir, ces chauffeurs, qui sont tous d'anciens combattants de guerre de Corée, se seraient exposés à de lourdes peines de prison en cas d'accident, peines qui sont encore plus sévères si l'accident met en péril la vie d'un étranger !

Tandis que nous jouissions de ces privilèges nos camarades de travail chinois rentrait chez eux à bicyclette, en autobus, parfois même à pied. Aucun d'eux n'acceptait d'être porté par nous, même si la voiture passait devant leurs portes et roulait presque à vide. Je crois que c'est une question de principe : il ne faut pas que celui qui travaille avec des étrangers considère cela comme une «chance» et s'arrange pour en tirer des avantages que les autres travailleurs n'ont pas.

Je voudrais te parler encore de la vie à l'hôtel de l'Amitié. Ceux qui voulaient y échapper créaient beaucoup de problèmes aux Chinois. Car c'est là que l'on trouve en permanence les interprètes dont l'étranger peut avoir besoin à tout moment. Imagine que tu tombes malade au milieu de la nuit. Tu n'as qu'à utiliser le téléphone intérieur pour appeler à la clinique le médecin de garde qui se trouvera la minute d'après sur les lieux.

La plupart du temps, ce médecin parle une langue étrangère. Sinon, nouveau coup de fil et un interprète arrive immédiatement. Si le cas est grave, le téléphone intérieur permet encore d'avoir sur le champ un taxi qui t'emmène gratuitement, toujours accompagné d'un interprète, au grand hôpital de l'Amitié, en ville, également conçu à l'origine pour la colonie soviétique de Pékin. Or, si tu vis comme un Chinois ordinaire, tu n'auras rien de tout cela à ta portée.

Et puis, si l'on manifeste le désir de vivre hors de l'hôtel de l'Amitié, les Chinois ont un tel sens de l'hospitalité qu'ils veulent offrir ce qu'ils ont de mieux, dans un pays où le confort, et même le logement tout court, sont rares. Quelques étrangers vivent dans leur centre de travail, mais toujours dans des conditions privilégiées et, surtout, à proximité des interprètes. Tous les autres doivent se résigner à cohabiter dans l'hôtel. Pour les

distraire, on organise presque chaque dimanche promenades et visites collectives. Les centres respectifs de travail en font autant périodiquement.

A part cela, chacun de nous exprimait souvent le désir de visiter individuellement tel site, telle région, telle fabrique ou commune populaire. Il fallait alors mobiliser une voiture, un chauffeur et un interprète, quand ce n'était pas, de surcroît, un responsable. Lorsque nous disions : «Laissez-nous aller tout seuls, nous nous débrouillerons bien par nos propres moyens», le souci des camarades de nous plaire et de nous entourer était le plus fort.

Pour ceux d'entre nous qui ne renforçaient pas constamment leur vigilance intérieure, toutes ces commodités devenaient bien vite des droits sans limite. Ainsi, on insistait pour que la gouvernante mise à la disposition des enfants en bas âge restât le soir et les jours fériés pour permettre aux épouses de se livrer à loisir à la vie mondaine.

Pourquoi ? Parce qu'on lui versait un salaire dérisoire fixé par les autorités chinoises elles-mêmes. Heureusement qu'il n'existe pas en Chine ce petit moyen frauduleux que l'on a en Occident pour s'attacher les gens ou obtenir d'eux des faveurs : les cadeaux. Les seuls cadeaux que nos camarades chinois acceptent de nous quand nous revenons de voyage sont symboliques : quelques graines de pistache ou de cacahuète, des bonbons, un fruit...

J'avais l'intention d'aborder au plus vite les sujets qui te passionnent : Cuba, le fidélisme, l'Amérique latine ; mais, tout compte fait, il est préférable que je continue à te parler de la Chine, car la «question chinoise» est au cœur même du fidélisme et nous aurons ainsi déblayé pas mal de terrain.

Il y a déjà près de deux ans que j'ai quitté Pékin, Au moment de mon départ, la révolution culturelle (j'emploie cette expression avec réticence, car je sais qu'elle n'est pas correcte, j'y reviendrai tout à l'heure) n'avait pas encore pris son essor. Les choses changent dans ce pays avec une rapidité prodigieuse. A plus forte raison dans des périodes, comme celle-ci, où la lutte des classes devient plus aiguë. Je sais fort bien maintenant que tout ce que j'avais remarqué a été, en grande partie, bouleversé depuis.

Pendant mon séjour là-bas, l'idée d'écrire sur ce pays ne m'avait jamais effleuré l'esprit. C'eût été de la présomption de ma part, car, pour écrire un livre complet sur la Chine, il faudrait réunir une équipe de spécialistes triés sur le volet et embrassant toutes les branches du savoir, aucun homme n'ayant une culture assez profonde et ne disposant de temps suffisant pour s'acquitter à bien de cette tâche tout seul.

L'équipe du «Guide Nagel» a bien réalisé ce projet, mais ses rédacteurs n'avaient pas l'authentique formation marxiste-léniniste nécessaire pour comprendre de façon correcte les événements qui se déroulent depuis 1921, date de la formation du Parti Communiste Chinois. Je ne m'étais préoccupé, ni de prendre des notes, ni d'accumuler des chiffres, ni de procéder à aucune recherche particulière, et je me sens bien incapable de répondre sérieusement à ton attente.

Bien sûr, à mon retour en Occident, j'ai continué à m'intéresser à tout ce qui se publie sur la Chine, et j'aurais aimé te recommander la lecture d'ouvrages ou d'articles, mais je me suis aperçu qu'à tous ces écrits il manque quelque chose d'essentiel : des impressions simples, honnêtes, ressenties au jour le jour, au fil des mois, en travaillant cote à cote avec les Chinois. Je vais donc essayer, malgré tout, de te parler avec les seules ressources

de ma mémoire et de mon cœur.

Avant d'aller plus loin, revenons sur les déceptions que m'ont données les publications occidentales sur ce qui se fait en Chine. Les opinions et les interprétations que l'on y trouve sont si diverses et si contradictoires que souvent cette diversité se reflète inconsciemment dans le même journal. Il arrive souvent à certains périodiques d'émettre un jour des opinions tout à fait justes sur la réalité chinoise et, le lendemain, de se faire l'écho des nouvelles les plus tendancieuses recueillies par des reporters de mauvaise foi. Au moins, ces périodiques se donnent-ils la peine de publier parfois des démentis ou des rectificatifs, à moins qu'il ne s'agisse de l'Humanité.

Pourquoi cela ? D'abord, les journaux, quotidiens surtout, ont hâte de donner des informations à leurs lecteurs sur les événements de Chine et hâte de les commenter. Souvent, leurs sources viennent des agences américaines, soviétiques et yougoslaves ; agences, comme tu le sais, ennemies de la Chine, et qui ne brillent pas par leur souci d'objectivité. Les journaux occidentaux donnent aussi beaucoup de place aux dépêches en provenance de Hong-kong. Mais tout le monde ne sait-il pas déjà que les rumeurs qui circulent à Hong-kong au sujet de la Chine continentale sont le fait des agents de Tchang Kai-shek et de la C.I.A. ?

Et puis, les journalistes n'ont pas la patience d'attendre les nouvelles transmises par l'agence «Chine Nouvelle». Quand cela leur arrive, ils éprouvent une certaine méfiance à l'égard des informations et points de vue émis par les Chinois eux-mêmes.

Comme si la Chine était, selon eux, trop mystérieuse ou trop compliquée pour qu'on s'arrête à ses explications. Dans son

livre: La Chine de Mao, K. S. Karol va presque jusqu'à s'excuser quand il cite le point de vue chinois. «Ce que je vais dire ressemble à un slogan», écrit-il dans ce cas... De telles pratiques conduisent inévitablement le chroniqueur à tomber dans l'arbitraire ou la fantaisie.

Vers la fin de l'année dernière, en pleine révolution culturelle, une dépêche de l'U.P.I. annonçait que Mao Tsé-toung était sans doute le prisonnier de Lin Piao ; cependant que, de son côté, l'A.F.P. parlait de «l'échec de Lin Piao dans la lutte pour le pouvoir». A relire ces dépêches à quelques mois d'intervalle, le lecteur le plus crédule voit tout ce qu'elles comportent d'incongruités.

Mais les agences ne désarment pas et ne se tiennent jamais pour battues. Au fil des jours, elles continuent à échafauder leurs châteaux de sable, persuadées que personne ne leur en demandera compte. Te rappelles-tu comment, lors de l'invasion contre-révolutionnaire de la baie des Cochons en avril 1961, à Cuba, l'UPI avait annoncé que les principaux dirigeants de la révolution cubaine étaient, les uns en fuite, les autres blessés, et que le «port» de Bayamo était pris, alors que Bayamo est une ville à l'intérieur de l'île ! Et dire qu'il y a encore des gens pour prendre l'U.P.I et PA.P. au sérieux !

Lorsque les faits invoqués sont exacts, une source d'erreur fréquente dans l'interprétation provient des particularités de la langue chinoise, des pièges inhérents à la traduction. N'oublie pas l'adage ! «Traduttore, traditore.» [Traducteur, traître.] J'aurai l'air de faire un truisme en rappelant que, comme toute langue, le chinois a son génie propre. Pourtant, c'est une vérité élémentaire que l'on a souvent tendance à oublier. Les répétitions et l'emploi abusif des adjectifs, les exagérations, sont

très goûtés des Chinois. Le style hyperbolique et imagé a beaucoup d'adeptes.

Cela se reflète dans les traductions, surtout dans celles qui sont faites à la hâte, comme c'est le cas pour la plupart des dépêches. La non-observance ou l'observance trop rigoureuse des règles de la concordance des temps suffit à provoquer bien des méprises. Le souci primordial des services chinois de traduction est de rendre le plus fidèlement possible le texte original, au risque de sacrifier la forme : ce n'est là qu'une de leurs diverses manières de donner la priorité à la politique, ou de «mettre la politique au poste de commandement», comme ils disent. C'est ainsi qu'ils enrichissent périodiquement notre vocabulaire de néologismes comme «révolutionnarisation» qu'on ne se donne même plus la peine de placer entre guillemets.

Le fait de s'en tenir trop servilement à la lettre des textes chinois sans essayer d'en pénétrer le sens exact conduit à bien des malentendus. Quand, par exemple, Kuo Mo-jo fit son autocritique en 1966, il déclara (je cite de mémoire) qu'il était prêt à se rouler dans la boue, à se couvrir de graisse (ou de suie, je ne me rappelle pas exactement) et de sang. D'aucuns s'empressèrent, en Occident, de parler de crise incompréhensible de masochisme, jusqu'à ce qu'une lectrice d'un journal français eût signalé que Kuo Mo-jo n'avait fait qu'utiliser des images pour dire qu'il voulait s'identifier avec le paysan (la boue), les ouvriers (la graisse) et les soldats (le sang).

L'expression «révolution culturelle» m'avait toujours paru suspecte et inadéquate, et j'eus plaisir à lire sous la plume d'un autre lecteur du même quotidien qu'il s'agissait plutôt, en chinois, de «civilisation» que de «culture», ce qui, de toute évidence, correspond mieux à la réalité.

Qu'on se perde en conjectures, en Occident, sur les événements de Chine, c'est normal. La liberté de la presse, tant vantée par la bourgeoisie, ne peut se passer de matières à sensation. Comme un apprenti sorcier, la «grande presse» est devenue prisonnière de la partie du public qu'elle a tout fait pour asservir.

Mais il est, je crois, du devoir de tous ceux qui se prétendent «progressistes» ou «de gauche» de mettre l'accent sur l'essentiel. Mettre en relief les aspects apparemment négatifs d'un problème, simplement parce que ces aspects sont négatifs, c'est une façon de surprendre la bonne foi du lecteur et de prendre parti d'une façon malhonnête.

Dans le cas précis qui nous occupe, c'est prendre parti contre la Chine et sa révolution sous couvert d'objectivité et d'impartialité. L'important sur ce qui se passe en Chine actuellement, ce n'est pas telle péripétie ou tel incident. Ainsi, l'important dans la révolution culturelle, c'est que la parole a été donnée aux masses de façon délibérée, et sans restriction aucune, et que les masses en font également un usage sans réserve. À l'instar des dirigeants chinois, les révolutionnaires étrangers font confiance aux masses chinoises qui mettent en application le concept de «révolution ininterrompue».

Je reprends le fil de mon propos, et je te dirai que ce que je retiens pour le moment de la révolution là-bas c'est que les communistes chinois ouvrent tout grands leurs bras à leurs ennemis les plus acharnés dès que ceux-ci viennent à résipiscence. Ils agissent ainsi, aussi bien avec les contre-révolutionnaires (le cas de l'ex-vice-président du gouvernement kuomingtanien est encore dans toutes les mémoires) qu'avec les camarades déviationnistes. Ils manifestent une foi absolue dans la récupérabilité de l'homme, dans la possibilité de le convaincre

et de l'éduquer. Ils peuvent agir ainsi parce qu'ils ont une confiance sans bornes dans la noblesse de leur cause, dans la justesse de leurs points de vue, dans l'irréfutabilité du marxisme-léninisme, dans la pérennité et la stabilité du régime communiste.

On m'a raconté l'histoire de deux Irakiens qui, lors du départ des experts soviétiques en 1960, se solidariserent avec eux et retournèrent dans leur pays. Mais, comme Kassem devait bientôt être renversé, nos deux compères ne purent trouver refuge ailleurs qu'en Chine, l'U.R.S.S. les ayant refoulés à cause de leur premier séjour à Pékin. Ils furent reçus sans réticence, comme si rien ne s'était passé. C'est dans cette même optique qu'il faut considérer la visite de Chou En-laï à Moscou après la chute de Khrouchtchev en 1964.

On connaît le cas d'anciens dirigeants du Parti qui commirent de graves erreurs, susceptibles de compromettre le triomphe de la révolution, et qui, à ma connaissance, ne furent jamais expulsés. C'est particulièrement le cas de Li Li-sang et de Wang-ming qui a choisi, lui, de s'installer à Moscou. Ils furent critiqués, ils reconnurent leurs erreurs : cela suffisait. La preuve de leur bonne foi était faite. Mais l'exemple le plus frappant que je pourrais te citer est celui de Tchou Yang, récidiviste de l'autocritique. Il s'engagea quatre fois dans une ligne erronée sur le front culturel, prit le contre-pied des thèses de Mao sur l'art et la littérature, se livra à des activités fractionnelles avec des éléments de droite, tout en occupant un poste important jusqu'à la révolution culturelle.

Où sont donc ces révolutionnaires dogmatiques et sectaires que l'on t'a présentés, alors que non seulement on tolère en Chine la religion, mais que l'on n'organise aucune campagne contre elle ?

On maintient des instituts de bouddhisme, véritables séminaires pour la formation de bonzes «de type nouveau», lesquels sont des ministres de la religion comme les autres, à cette seule différence qu'ils sont anti-impérialistes et patriotes.

Conjointement à leurs études théologiques, ils apprennent l'histoire de leur pays, l'histoire de ses luttes contre la domination des impérialistes et des colonialistes. Les camarades affirment pourtant qu'ils n'ont pas de «machine à transformer les hommes». Les crois-tu seulement ?

Septembre 1967.

On t'a certainement dit, peut-être avec ironie, que les Chinois révolutionnaires étaient des modèles de vertu. L'expression est sûrement maladroite, mais je voudrais t'apporter mon témoignage sur leur total désintéressement.

Tu trouves en Chine un type de communistes absolument étrangers aux soucis obsédants d'améliorer le niveau de vie individuel, encore que ce souci ne soit pas tout à fait exclu. Ce type ne représente pas l'expression rarissime que l'on pourrait trouver aussi ailleurs. Les membres du parti sont réellement dévoués, corps et âme, à la révolution.

Etre envoyé à l'étranger, par exemple, c'est, pour le cadre, une marque de confiance de la part de ses camarades, un honneur qui n'appelle que des sacrifices. S'il est envoyé au titre de l'aide technique dans un pays du Tiers Monde, il sait qu'il devra mener la vie d'un travailleur ou d'un paysan moyen de la région où il s'établit. Dans tous les cas, qu'il soit diplomate, correspondant de presse, étudiant ou agent commercial, sa vie doit être exemplaire sur tous les plans.

Dans la plupart des cas, homme ou femme, il partira sans sa famille. Tu pourrais il peut-être croire que c'est là un moyen de garder les siens en otage. Eh bien ! non ; car il n'est pas rare que le mari et la femme soient tous deux envoyés à l'étranger, mais dans pays différents, de sorte qu'il ne leur serait difficile de se rejoindre quelque part, avant ou après avoir «choisi la liberté».

Et puis, quand on veut faire défection, les considérations familiales passent généralement au second plan. Une femme n'accompagne son mari, en mission à l'étranger, que s'il y a un disponible pour elle. Et même dans ce cas leurs enfants, s'ils en ont, restent en Chine Pourquoi ? D'abord, en ce qui concerne les enfants : pour que leur éducation n'en souffre pas. Ensuite, pour économiser les ressources du pays tant que l'édification du socialisme n'est pas achevée.

J'ai vu ainsi des couples séparés depuis de nombreuses années et qui retrouvaient qu'une fois tous les deux ans car, là-bas, on ne prend des vacances que tous les deux ans. En cas de maladie pourtant, les congés sont illimités et le travailleur, où qu'il soit, bénéficie de toutes les facilités pour rejoindre sa famille. Je dis «où qu'il soit» car, dans le pays même, la séparation des couples est chose courante. Un cadre transféré de Changhai à Pékin, par exemple, n'emmène pas automatiquement avec lui sa famille : il faut d'abord résoudre le problème du ce qui peut prendre parfois des années.

Des «inhumains» les communistes chinois ? Juges-en plutôt toi-même. Tu sais qu'avant la libération, les hommes avaient le droit d'avoir autant de concubines qu'ils le pouvaient et le voulaient. La révolution ayant fait triompher la monogamie, nombre d'hommes crurent qu'ils allaient au plus vite se débarrasser de

celles dont ils ne voulaient plus. Il n'en alla pas ainsi : ce fut aux concubines de décider du moment de la séparation, afin qu'elles ne se retrouvent pas sans ressources du jour au lendemain. Et tant qu'elles l'étaient pas en mesure de subvenir à leurs besoins, leurs époux étaient bien obligés de les entretenir, dussent-ils pour cela hypothéquer la totalité de leurs revenus.

Des «briseurs» de familles ? Non, puisque, s'il suffit en Chine pour divorcer de l'accord des deux conjoints, on doit passer plusieurs fois devant un comité de conciliation qui entend doléances de chacun et remue ciel et terre pour les unir à nouveau. Ce comité a souvent gain de cause.

En fait, c'est en Chine que j'ai vu des communistes consacrer autant d'importance et de temps aux problèmes humains. Dans un pays vie comptait pour si peu avant 1949, on est étonné de voir des cadres, des dirigeants, s'occuper avec autant de soin, non seulement des problèmes pratiques de leurs camarades, mais aussi de leurs petits drames personnels de tous les jours : moraux, sentimentaux ou familiaux. En Chine, le cadre ou le dirigeant n'est pas là, comme ailleurs, pour rester à l'abri et inciter les autres au sacrifice. Il paie d'abord de sa personne, et il est encore prêt à te remplacer si tu as des difficultés à ton tour.

D'ailleurs, tous les reportages sur la Chine sont unanimes sur un point : impossible de discerner une quelconque différence de niveau de vie entre le cadre et le simple citoyen, car tous sont de «simples citoyens». Combien de fois n'ai-je pas vu les responsables de l'agence «Chine Nouvelle» porter des pantalons aussi rapiécés que ceux d'un balayeur de rue ! C'est pourquoi je trouvais tellement déplacées les compétitions d'élégance entre nos mondaines de l'hôtel de l'Amitié. Le personnage le plus simple et le plus «décomplexé» que j'aie vu de ma vie est bien

Tchen Yi.

Chaque fois qu'il lui arrivait d'adresser la parole, en été, aux étrangers dans l'une des grandes salles de réception de l'hôtel, il bousculait toutes les règles du protocole. Il commençait par déboutonner son veston, puis il l'enlevait. Ensuite, il attaquait la chemise tout en retroussant les jambes de son pantalon jusqu'aux genoux, sans cesser pendant tout ce manège d'actionner son éventail vers sa poitrine. Car, selon les Chinois, ce n'est pas au visage qu'on se rafraîchit le plus en maniant un éventail. Tu remarques que l'usage de l'éventail n'est pas un monopole réservé aux femmes. Ne crois-tu pas que voilà un pays où il fait bon vivre en toute simplicité, sans préjugé, ni idée préconçue...

Octobre 1967.

En te parlant comme je l'ai fait, je me suis bien souvent écarté des «seules ressources de ma mémoire et de mon cœur». J'ai pris vivement parti et, comme j'espère que tu ne m'en tiendras pas rigueur, je m'en écarte définitivement. Il ne saurait en être autrement, j'y suis obligé pour répondre plus ou moins convenablement à tes questions.

Si je n'ai pas pris de notes pendant mon séjour en Chine, j'ai publié pourtant des articles dans la presse française sur ce que j'avais pu apprendre. Je vais donc me plagier moi-même et recourir à ces écrits pour t'entretenir de ce qui, à mes yeux, a été fait en Chine jusqu'en 1965, en trois domaines essentiels : sur le plan idéologique, sur le plan économique et sur le plan de la politique extérieure.

Je devais aller en Chine pour me rendre compte que la Longue Marche, que nous rangions, toi et moi, parmi les plus hauts faits

d'armes de tous les temps, y était encore d'actualité. Elle a été simplement transposée du domaine de l'épopée purement militaire à celui de l'édification du socialisme. Les camarades chinois ont élaboré des formules-clés simples et claires qui, bien comprises, nous ouvrent des fenêtres sur ce pays et nous livrent des «secrets» sur ses réalisations. L'une de ces formules est celle dite de la «révolution ininterrompue». Elle signifie qu'il n'y a pas de cloisons étanches, pas de ligne de démarcation rigide, pas de pause entre une étape de la révolution et une autre.

Dans le domaine culturel et idéologique, ce précepte tend essentiellement à la formation de «l'homme nouveau». A première vue, j'ai l'air de formuler un lieu commun en disant que cet «homme nouveau» doit être formé à partir de l'homme de l'ancienne société. En Chine, cela signifie que cet «homme nouveau» ne doit pas oublier son passé, encore moins l'ignorer afin d'avoir sans cesse présent à l'esprit que le bien-être relatif dont il jouit actuellement est le fruit, l'aboutissement de sacrifices inouïs consentis par des millions d'hommes des générations antérieures qui, elles, ont connu des conditions de vie infra-humaines.

Pour les cadres, ce «rappel» est complété par la pratique du travail manuel à la campagne. Ce travail lui-même (dont la durée peut varier, suivant les circonstances, de six mois à deux ans) permet aux cadres et aux intellectuels d'enseigner les paysans et de se laisser enseigner par eux, de renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans.

La ligne révisionniste suivie par les Soviétiques s'explique, en grande partie, par l'insuffisance et les déficiences de la formation socialiste dans une société non préparée à l'essor économique d'après-guerre. C'est le résultat d'une rupture entre

la superstructure et la base économique.

Se référant à cette expérience négative, les Chinois estiment, eux, que la seule existence d'un régime socialiste ne suffit pas à éliminer l'influence des idées bourgeoises. Ils mènent une lutte constante non seulement sur le plan culturel, mais aussi idéologique. En Union soviétique, on met l'accent sur la transformation des ouvriers en intellectuels. En Chine, on refuse de créer une aristocratie intellectuelle.

L'objectif, c'est de transformer les ouvriers en intellectuels et d'intégrer les intellectuels aux masses ouvrières.

Cette orientation a conduit à la création d'écoles «à mi-temps études-travail» sans sacrifier pour autant le système d'enseignement à plein temps. Pour étendre une culture de qualité au plus grand nombre, on a institué à la campagne la pratique du mi-temps études-travail agricole ; on a organisé des bibliothèques roulantes et des groupes de travail culturel itinérants qui vont dans les villages projeter des films et monter des pièces à l'intention des paysans.

En même temps, on procède à la formation d'équipes de travailleurs ruraux de la Santé publique que leur nouvelle tâche n'éloignera pas, cependant, des activités agricoles. Quant au contenu des œuvres culturelles, il est encore l'enjeu d'une lutte entre le courant socialiste et le courant bourgeois.

Car, c'est précisément dans la littérature et dans l'art que la lutte des classes s'est manifestée avec le plus d'acuité depuis la Libération. Les Chinois considèrent ce domaine comme le baromètre de la situation politique, le reflet de la réalité des forces en présence. En effet, la Longue Marche, sous le rapport

culturel, a été marquée par plusieurs étapes correspondant, chacune, à ce qu'on pourrait appeler des «crises» politiques.

L'une des premières luttes a été livrée peu après la Libération sous forme de polémiques et de critiques au sujet d'un film pseudo-historique, relatif à la dynastie des Chin, film qui, en réalité, faisait l'éloge de la classe dominante et prêchait le réformisme. Il allait à l'encontre de la révolution démocratique telle qu'elle se réalisait alors par la réforme agraire. Ce film reflétait les conceptions de tous ceux qui s'opposaient à cette réforme et sympathisaient avec les grands propriétaires fonciers.

Une autre bataille a été livrée en 1955 contre l'idéologie réactionnaire de Wou Fou qui avait formulé un programme culturel diamétralement opposé à celui adopté par le parti. Cela au moment où s'était imposée la nécessité de procéder à la transformation socialiste de l'économie.

Ensuite, survint la lutte de 1957. Elle a été menée contre la bourgeoisie de droite, dont les principaux porte-parole étaient la vice-présidente de l'Association des Gens de Lettres, Tin Lin, et le rédacteur en chef adjoint de l'organe de cette association, Tchen Tchîn-cha. Eux aussi se prononçaient contre la ligne parti en ce qui a trait à l'art et à la littérature. Cette poussée a coïncidé avec les événements de Hongrie et les difficultés qu'ils ont suscitées dans le camp socialiste.

Puis, ce fut le débat de 1960-62 qui se poursuivait encore au moment du déclenchement de la «révolution culturelle». Il a revêtu une ampleur sans précédent. Il touchait en effet non seulement à l'art et à la littérature, mais aussi à la philosophie, l'histoire, l'économie politique, etc. Durant cette période, ce sont quatre films qui ont été critiqués. Sûr le plan théâtral, il en a été

de même de l'œuvre de Li Kouei-yang qui avait porté sur la scène une histoire de revenants, susceptible d'entretenir des superstitions dans l'esprit des masses.

Mais, c'est sur le plan philosophique que s'est déroulée la lutte principale avec la critique de l'œuvre de Yang Tchou-tchen.

L'une des thèses de cet auteur : « Deux fusionnent en Un » prenait exactement le contrepied de la thèse de Mao selon laquelle « Un se divise en Deux » et prônait ainsi la collaboration ou même la fusion des classes. (Je devais apprendre tout récemment que l'auteur de la thèse est, en fait, Liou Chao-chi qui l'avait lancée pendant la guerre révolutionnaire.)

C'est durant cette période que la Chine a connu toute une série de difficultés naturelles causées par des calamités naturelles, le départ des experts soviétiques, les erreurs commises par les dirigeants eux-mêmes, ainsi que par les manœuvres des révisionnistes. Ces difficultés économiques ont créé des difficultés politiques qui se sont répercutées sur le plan culturel.

La révolution culturelle proprement dite s'est introduite aussi, depuis quelque temps, dans l'opéra de Pékin. Il s'agit de réformer, au profit de thèmes contemporains, les pièces traditionnelles, même les bonnes, qui ont toujours leurs mauvais côtés sur le plan politique. L'opéra de Pékin présentait, en effet, sur la scène, des pièces ayant pour protagonistes des rois, des empereurs, représentatifs des intérêts des propriétaires fonciers ; des entremetteurs, courtiers en mariage sous l'ancien régime, parasites qui ont déjà complètement disparu.

Les recettes-slogans mises au point, cher ami, par les Chinois pour gagner la bataille l'édification socialiste du pays, sont les

plus variés qui soient. Par exemple : «Compter sur ses propres forces» ; «stimuler pour se mesurer avec les plus avancés, les rejoindre, les dépasser et aider les retardataires» ; «produire selon les principes de quantité, rapidité, qualité et économie» ; «marcher sur ses deux pieds» ; «prendre l'agriculture pour base et l'industrie comme facteur dirigeant» ; «transformer la Chine dans une période historique relativement courte en une grande puissance socialiste ayant une agriculture moderne, une industrie moderne, une science et une technologie modernes» ; « l'homme est le facteur dominant».

Ces formules, à première vue banales, sont chargées de sens. Elles s'amalgament et se combinent harmonieusement pour être appliquées strictement dans tous les domaines de la vie économique, politique et sociale. Elles trouvent une application particulièrement judicieuse et systématique dans le secteur agricole. Ces consignes sont assez explicites et simples pour qu'il me soit dispensé de les développer et de te les expliquer.

Il semble que, immédiatement après la libération en 1949, il avait été adopté également le mot d'ordre soviétique : «Priorité à l'industrie lourde.» C'est probablement cette dernière consigne qui avait présidé à l'élaboration du premier plan quinquennal de la Chine (1953-1957). Quoiqu'il en soit, j'ai bien l'impression que l'obsession première des dirigeants chinois a toujours été que la Chine se suffise à elle-même pour son alimentation. Pour l'essentiel du moins. Or, cet objectif est en voie d'être atteint.

Ce point est extrêmement important. Je ne comprends pas que des gens puissent visiter la Chine ou y vivre quelque temps et ne pas insister sur cette véritable prouesse dans leurs reportages ou leurs exposés. Il n'est pas dans mon propos de te rappeler ce qu'était la Chine d'avant 1949. Tout de même, tu ne dois pas

oublier que la situation alimentaire y était dix fois pire que ce qu'elle est en ce moment en Inde, ce qui n'est pas peu dire.

Tu ne dois oublier que c'est le pays où l'homme était le plus exposé aux calamités naturelles : à chaque vague de sécheresse ou d'inondation, les morts d'inanition se comptaient par centaines de milliers ou même par millions. En Chine, l'expression «mourir de faim» n'était pas une simple façon de parler. Elle correspondait à une réalité quotidienne.

Réalité qui poussait les parents à vendre les filles dès la plus tendre enfance quand on ne les tuait pas en naissant, parce que inaptes aux travaux durs. La mendicité atteignait des proportions incroyables. Il faut qu'on soit obnubilé par une prodigieuse mauvaise foi pour passer sous silence ou sous-estimer le fait qu'à l'heure actuelle les sept cent millions de Chinois mangent tous les jours et mangent à leur faim. Ils vont même jusqu'à avoir une diète bien équilibrée. Cette cuisine chinoise, si réputée pour son raffinement, n'était réservée qu'aux museaux de la petite poignée de privilégiés : grands propriétaires fonciers et bourgeois des villes. Pendant mon séjour à Pékin, j'ai vu le gouvernement mener une vigoureuse campagne pour la consommation des produits laitiers : ce qui était jusqu'alors hors de portée des grandes masses populaires.

A la base de ce succès, il y a une politique d'indépendance nationale bien comprise. Comment peut-on penser édifier le socialisme, puis le communisme, dans les conditions du double encerclement impérialiste et révisionniste si l'on dépend presque exclusivement de l'extérieur pour son ravitaillement, alors qu'à tout moment on peut vous couper les vivres et vous réduire par le ventre ?

Lors de la pseudo-polémique du riz, en 1966, entre Pékin et La Havane, j'ai été étonné d'entendre Fidel Castro reprocher à la Chine de ne pas s'en tenir au principe de la division internationale du travail dans le camp socialiste.

Comme quoi les Chinois, pouvant développer leur industrie sucrière, devaient s'abstenir de le faire pour s'approvisionner à Cuba, à des milliers de kilomètres de distance, s'exposant ainsi à affronter une difficulté supplémentaire en cas de guerre avec les Etats-Unis ! Sous prétexte que le troc riz-sucre leur est avantageux ! Mais les dirigeants chinois n'ont jamais adhéré au mythe de la division internationale du travail inventé par les dirigeants soviétiques pour leurs besoins et leurs intérêts.

C'est au nom de cette sacro-sainte division internationale du travail que l'Union soviétique a raflé à la Roumanie des débouchés pour son pétrole. S'en remettre à de tels «alliés» pour se nourrir serait faire preuve d'une bien courte vision des choses, pour le moins.

Libre aux Grands Experts, genre René Dumont, de discourir sur les péchés capitaux commis par la Chine dans le domaine agricole. Que Charles Bettelheim, autre grand prophète, assimile implicitement à de l'autarcie économique le principe consistant à «compter sur ses propres forces», c'est faire preuve d'une généreuse liberté d'interprétation de la réalité.

C'est cependant son collègue susmentionné qui rapportait en 1963 — à l'époque où Moscou était plus bavard — une significative confidence recueillie des Soviétiques et que ceux-ci n'ont jamais démentie. D'après cette confidence, des dirigeants soviétiques auraient dit que, si leur pays devait supporter en Amérique latine le poids économique d'un deuxième Cuba,

l'économie soviétique s'effondrerait. Or, précisément, Pékin n'entend pas être un fardeau, mais un pilier pour le camp socialiste. N'en déplaise aux Grands Experts, les dirigeants chinois accordent en tout la primauté à la politique ; ils voient tout sous l'angle révolutionnaire ; ils voient tout en fonction de l'intérêt de la révolution, non seulement en Chine, mais aussi dans le monde entier.

Chez l'observateur profane et superficiel que je suis, il y a une tendance inconsciente au pragmatisme, à ne juger l'arbre qu'à ses fruits sans trop se poser de questions. Je me suis cependant posé des questions pendant et après mon séjour là-bas, des questions que je n'ai pas toujours eu le temps de poser à ceux qui pourraient y répondre à bon escient. C'est ainsi que je me suis demandé pourquoi la mécanisation n'était pas plus poussée dans l'agriculture chinoise. Et comment, en dépit de ce retard de la mécanisation, les résultats ont-ils pu être si éclatants ?

J'ai été surpris d'apprendre que la Chine fabrique un nombre relativement insignifiant de tracteurs et que de ce nombre elle trouve moyen d'en exporter. Un ami chinois qui n'est pas un expert en la matière m'a dit que le rythme de la mécanisation agricole n'est pas plus accéléré à cause du manque de cadres techniques. Ce ne peut être là qu'une explication très partielle.

Car je ne doute pas que si le parti et le gouvernement s'y mettaient, le problème de la formation en masse de cadres techniques serait résolu en deux temps et trois mouvements. Il y a à cela probablement d'autres raisons plus impérieuses que j'ignore ou que je crois avoir rencontré dans le rapport de Mao Tsé-toung intitulé : «Pour le problème de la coopération agricole», présenté le 31 juillet 1955.

Dans ce document, le rapporteur fait effectivement allusion au problème des cadres lorsqu'il parle des mesures permettant de «former peu à peu un personnel administratif et technique abondant pour les coopératives» (p. 32).

Mais ce n'est là qu'une question purement secondaire. Le point sur lequel il insiste, c'est que, «étant donné les conditions spécifiques de notre pays... dans le domaine de l'agriculture, la coopération doit précéder l'emploi de la mécanisation en grand» (p. 26).

Pourquoi ?

Parce que, entre autres, «des fonds énormes sont nécessaires pour mener à bien l'industrialisation du pays comme la refonte technique de l'agriculture, et c'est l'agriculture qui peut fournir une partie importante de ces fonds. Ceux-ci, en dehors de l'impôt agricole direct, proviennent également du développement de l'industrie légère. En effet, l'industrie légère produit de grandes quantités de biens de consommation dont les paysans ont besoin, et ceux-ci échangent leur grain marchand et leurs matières premières pour l'industrie légère contre ces marchandises.

Ainsi, les besoins matériels et des paysans et de l'Etat seront satisfaits et des fonds seront accumulés pour l'Etat. Mais le développement de l'industrie légère sur une grande échelle implique le développement, non seulement de l'industrie lourde, mais aussi de l'agriculture.

La raison en est que le développement de l'industrie légère sur une grande échelle ne peut être réalisé sur la base de la petite économie paysanne ; il ne peut reposer que sur la grande exploitation paysanne, ce qui signifie, dans le cas de la Chine,

l'organisation socialiste de l'agriculture en coopératives. Seul ce type d'agriculture peut permettre aux paysans d'acquérir un pouvoir d'achat sans comparaison possible avec celui dont ils disposent actuellement» (p. 27).

Mao va plus loin. Dans un domaine aussi hasardeux que celui de la planification et de la transformation socialiste de l'agriculture en Chine, il va jusqu'à faire des prédictions précises. Pronostics qui se sont même réalisés avant terme alors que le «Khrouchtchev chinois» et ses suivistes ne croyaient pas du tout, à leur réalisation. Prouesse d'autant plus méritoire qu'elle s'est effectuée au milieu d'une lutte de classe acharnée — comme nous savons maintenant — menée contre ceux, «bien qu'occupant des postes de direction» sont engagés dans la voie capitaliste».

A la lumière des événements qui se déroulent actuellement en Chine, nous relevons le ton polémique des écrits de Mao et identifions ses adversaires — qui sont de taille ! En effet, le Comité Central, guidé par son président, envisageait l'accomplissement de la coopération agricole en Chine, « pour l'essentiel, en dix-huit ans» (p. 28). Cela devait donc normalement se produire en 1967, car le rapporteur précise plus loin : « Une période de dix-huit années en tout s'étendra de la fondation de la République populaire de Chine à l'achèvement du troisième plan quinquennal. Au cours de cette période, de concert avec la réalisation, pour l'essentiel, de l'industrialisation socialiste et de la transformation socialiste de l'artisanat et de l'industrie et du commerce capitalistes, nous nous proposons aussi d'accomplir pour l'essentiel la transformation socialiste de l'agriculture» (p. 29, Editions en Langues Etrangères, Pékin, 1960).

Or, tout le monde sait déjà que la question a déjà trouvé une réponse éloquente depuis la constitution des communes populaires et leur consolidation.

Evidemment, des enqueteurs peuvent toujours s'écrier : «Ah! oui, mais le troisième plan quinquennal ne s'est pas réalisé dans le délai prévu!» Comme quoi Mao pouvait prévoir la rupture de l'aide soviétique ainsi que les trois années consécutives de calamités naturelles!

Mais, le plus important, c'est l'exposé des grandes lignes du plan de Mao pour les campagnes chinoises :

«Pendant le premier et le second quinquennats, les principales transformations dans les campagnes resteront encore les transformations sociales. Les transformations techniques viendront en second lieu. La quantité de gros outillage agricole aura certainement augmenté, mais pas dans de très grandes proportions.

Au cours du troisième quinquennat, la transformation sociale et celle de la technique progresseront de concert dans les campagnes. Chaque année, on emploiera de plus en plus de machines agricoles lourdes. En ce qui concerne la transformation sociale, après 1960, les coopératives passeront progressivement, par groupes échelonnés, du type semi-socialiste à un type entièrement socialiste.

Ce n'est que lorsque la transformation socialiste du système économique et social sera complètement achevée et que, dans le domaine de la technique, on utilisera des machines dans toutes les branches de la production et partout où le travail peut être effectué par elles, que l'aspect économique et social de la Chine sera radicalement transformé.

Etant donné les conditions économiques où se trouve notre pays, la transformation de la technique sera plus longue à réaliser que la transformation sociale.

On estime qu'il faut approximativement quatre à cinq quinquennats, soit vingt à vingt-cinq ans, pour achever, pour l'essentiel, la transformation technique de l'agriculture à l'échelle de tout le pays.»

Les principales conclusions que je tire de citations sont les suivantes : 1° La Chine ne doit pas s'endetter ni compter sur aucune extérieure pour mécaniser son agriculture; 2° Mao s'en remet avant tout à la mobilisation et à l'organisation des masses paysannes, à leur conscience politique et à leur enthousiasme révolutionnaire pour obtenir, dans un premier temps, l'augmentation de la production agricole ; 3° enfin, l'accent est mis sur l'aspect pédagogique de la révolution : on ne fait pas de cadeau aux masses ; elles doivent lutter avec acharnement pour chaque conquête ; les masses défendent avec plus d'ardeur ce pour quoi elles ont mené une lutte dure et prolongée ce pour quoi elles ont même risqué leur vie.

On a une tendance naturelle à déprécier ce qu'on a obtenu sans lutte. Comme on est loin de Cuba où les deux réformes agraires ainsi que la mécanisation agricole annoncés sont le fruit de décisions bureaucratiques, de décisions venues du sommet sans qu'il y ait eu, au préalable, ni agitation, ni mobilisation, ni participation des masses. Décisions prises à La Havane et exécutées sur place par des fonctionnaires !

Non, vraiment, quand on parle de la révolution chinoise, tout homme qui se respecte — révolutionnaire ou non — n'a que

l'une de ces deux attitudes à adopter : l'admiration ou le silence... devant ce qu'il n'a pas pu faire.

Pour avoir mené une lutte armée pendant vingt-deux ans et administré pendant au moins une dizaine d'années consécutives des régions libérées où la réforme agraire avait été réalisée bien avant 1949, les révolutionnaires chinois sont arrivés au pouvoir avec une certaine expérience dans le domaine agricole.

Les transformations politiques et sociales avaient été introduites de façon modérée et progressive jusqu'à la constitution, en 1958, des communes populaires qui regroupaient plusieurs coopératives de type supérieur. On avait suivi, avec succès, la politique consistant à «marcher sur ses deux pieds», c'est-à-dire à combiner avec bonheur les méthodes primitives avec les plus modernes. Contrairement à l'Union soviétique, on n'avait pas procédé à l'agriculture extensive mais plutôt intensive. C'est le «Grand en Avant» lancé cette même année 1958 avec les exagérations qu'il comportait dans le domaine de l'industrialisation, est venu remettre tout en question.

En effet, l'année suivante, on s'aperçut qu'il n'y avait plus assez de bras pour rentrer les récoltes ainsi que pour construire, avec des moyens de fortune et à peu de frais, les ouvrages d'art qui s'imposaient de toute urgence pour prévenir ou combattre les inondations et la sécheresse. On a porté remède à cela.

Les masses paysannes sont mobilisées pour l'exécution de grands travaux tels que la construction de digues, de barrages, de canaux d'irrigation, de centrales électriques, l'installation de pompes, etc. On augmente considérablement les rendements par la généralisation des méthodes avancées, l'emploi d'engrais, la double récolte, etc. Des méthodes ingénieuses et non coûteuses

sont employées pour irriguer des montagnes ou établir des champs en terrasse. Rien ne se perd, depuis l'eau des usines hydro-électriques jusqu'à l'engrais transporté constamment dans les rues mêmes de Pékin dans des charrettes à traction animale.

Le principe consistant à compter sur ses propres forces ne joue pas seulement de façon globale dans l'intérieur de la Chine. Chaque région est appelée à se suffire à elle-même pour son ravitaillement. La municipalité de Pékin, par exemple, «n'importe» presque rien du reste du pays. D'où une fantastique économie de ressources humaines, matérielles et financières.

Avec la création des communes populaires, le paysan chinois est entré encore davantage dans le cycle de la civilisation moderne et participe plus activement et plus directement que jamais à la vie politique. Plus de quatre-vingt-quinze pour cent des membres du Parti sont des paysans. Et si, à la campagne, les membres des cellules ou des organisations intermédiaires du Parti ne sont pas toujours cent pour cent paysans, c'est parce que des cadres ou des étudiants en provenance des villes vont souvent y travailler pour un temps plus ou moins long, comme je te l'ai déjà signalé.

La lutte des classes continue pourtant à se manifester dans la vie rurale, sous une forme parfois inattendue. Ainsi, j'ai appris que d'anciens paysans riches ou moyens tentent souvent de corrompre ou de s'attacher les cadres administratifs ou politiques des différents échelons de la commune populaire. Le procédé le plus courant est d'offrir en mariage au cadre une fille de la famille du corrupteur. Je n'ai pas connaissance que ces tentatives aient réussi.

L'organisation même de la vie politique à la campagne rend

extrêmement difficile la réussite d'une telle entreprise. Les cadres citadins seraient, peut-être, les plus vulnérables sous cet aspect. Or, là encore, l'espoir des réactionnaires reste tout à fait aléatoire.

Car le citadin qui va à la campagne va d'abord apprendre auprès des masses paysannes, comprenant fondamentalement les anciens paysans pauvres et ce que les Chinois appellent «les paysans moyens de la couche inférieure». Il n'a rien à apprendre auprès des anciens privilégiés. C'est un bonhomme qui va en toute humilité se retremper idéologiquement, spirituellement et moralement.

Il va se fondre avec ceux qui ont le plus souffert dans le passé et qui, jusqu'à présent, affrontent les conditions de vie les plus difficiles. Son but, c'est de se débarrasser de ses idées fausses sur un certain nombre de choses, corriger sa vision erronée de la vie, remodeler sa conception du monde. Il se propose aussi d'enseigner aux paysans ce qu'il sait.

Il peut, par exemple, alphabétiser ceux qui ne savent pas encore lire écrire, leur enseigner des notions de comptabilité pour qu'ils puissent gérer les intérêts de la collectivité, combattre les superstitions etc. Il ne peut être respecté et écouté que dans la mesure où il est foncièrement honnête et sincère, dans la mesure où son comportement est en tous points irréprochable et surtout dans la mesure où il prêche par l'exemple.

Doué d'un extraordinaire don d'observation, d'une intelligence naturelle inégalable et d'une profonde connaissance des hommes et des choses tout cela légué par des milliers d'années d'exploitation et de frustrations, le paysan d'après la libération ne peut plus être bafoué ou berné. Le citadin, cadre ou non, qui va à

la campagne mène la vie des paysans et s'identifie à eux sur tous les plans.

Ce que je te dis là du cadre citadin est encore plus rigoureusement vrai en ce qui concerne le cadre paysan. On se rappelle comment au lendemain de la libération, la masse paysanne a appris à détester les propriétaires fonciers, à ne plus en avoir peur et à les ridiculiser.

On se rappelle comment ils furent promenés dans les villages dans des accoutrements peu gracieux et copieusement conspués par les paysans. Comment ces mêmes paysans iraient maintenant s'acoquiner avec ces anciens exploités ou se laisser prendre à leurs pièges ? S'il y a un pays au monde où l'on n'oublie pas le passé, c'est bien la Chine. Et la classe qui a le plus de raisons de ne pas l'oublier c'est évidemment la paysannerie.

D'ailleurs, tout en ayant le passé présent à l'esprit, les paysans construisent et vivent activement le présent. En dépit de l'immensité du pays, personne dans les régions rurales n'ignore ce qui se passe dans le reste du pays et dans le monde. Dans les zones proches des grandes villes comme, par exemple, dans les faubourgs de Pékin, de Changhaï ou de Tien-tsin, on a à sa disposition des récepteurs de radio ou de radiodistribution.

Dans les régions reculées, isolées ou éloignées des grands centres urbains, on a des postes de radio très primitifs à ondes courtes. Dans certains endroits, on ne dispose que d'un seul appareil récepteur pour toute une équipe de production. A l'intention de ces populations, Radio Pékin a une émission spéciale la nuit au cours de laquelle les nouvelles et les commentaires sont dictés avec une extrême lenteur et répétés. Cela permet à l'équipe de les faire copier et de les distribuer le

lendemain dans un bulletin ronéotypé. Aucune partie du pays ne reste dans l'isolement. Ainsi les colonnes des lecteurs dans les grands journaux nationaux, provinciaux et municipaux sont toujours bien alimentées par des correspondants qui, bien souvent, ne sont qu'auditeurs.

Si tu me demandes quel slogan correspond le mieux à l'orientation de la politique industrielle chinoise, je te répondrai : celui qui a trait à la transformation de la Chine en une «grande puissance socialiste ayant une agriculture moderne, une industrie moderne, une science et une technologie modernes». Et aussi : «Rattraper et dépasser les niveaux scientifiques et technologiques les plus avancés du monde.» Cette consigne tend, non à favoriser la création d'une société de consommation, mais plutôt d'une société d'abondance dans laquelle les biens seront équitablement répartis, sans que le pays cesse de tenir ses engagements pris dans le cadre de l'internationalisme prolétarien.

A propos, je me trouvais à Cuba quand le cyclone «Flora» ravagea l'île en l'automne 1963. Je ne me rappelle pas les chiffres exacts des dons envoyés à ce pays par la Chine. Je sais seulement que c'était les dons les plus importants reçus par Cuba en signe de solidarité. La République Populaire de Chine ne pratique pas la «division internationale du travail», mais elle ne faillit pas à son devoir d'internationalisme prolétarien au risque même de priver son peuple d'une bouchée de riz, d'une paire de chaussures ou d'un pantalon — ce qui n'est pas le cas.

Tu noteras que la Chine fabrique, par exemple, des automobiles et des réfrigérateurs mais n'en vend pas aux particuliers. En effet dans les conditions actuelles, seule une très petite poignée de privilégiés pourraient se procurer de telles commodités. Et, loin

de vouloir construire un communisme primitif, ou à la manque, comme le disent certains, un communisme qui ne serait que la généralisation de la misère, les dirigeants se fixent un délai de 25 à 30 ans pour atteindre la première phase de la création de cette société d'abondance.

Les «privilegiés» auxquels je viens de faire allusion sont surtout d'anciens propriétaires d'entreprises possédant des biens personnels de grande valeur, et vivant des rentes que leur verse l'Etat. Car, la Révolution, au lendemain de sa victoire, s'est contentée, au cours d'une première étape (1949-1953), de consolider les entreprises capitalistes existantes, tout en en créant de nouvelles, avec limitation des profits et amélioration des conditions de vie des travailleurs.

Dans une seconde étape (1953-1957), on a procédé à la création d'entreprises mixtes, une partie des actions passant à l'Etat. Les anciens propriétaires continuent à gérer les usines, tandis que le représentant de l'Etat ne joue pratiquement qu'un rôle politique.

Enfin, à partir de 1957, l'Etat prend en charge les entreprises et verse (n'oublie pas que je te parle de la situation telle qu'elle était jusqu'en 1965 : les choses peuvent bien avoir changé depuis) aux anciens propriétaires une rente échelonnée sur un certain nombre d'années, et proportionnelle à l'importance des investissements. Dans certains cas, l'ancien propriétaire a été employé à la direction de l'usine ; dans d'autres, on lui a confié des tâches à caractère technique, ou bien il a été mis à la retraite.

En Occident, on croit volontiers que le «Grand Bond en Avant» a été un piteux échec. Je t'ai signalé qu'il y a eu des exagérations. Pourtant, ses aspects positifs l'emportent sur ses aspects négatifs. Je m'en suis personnellement rendu compte quand, visitant en

1964 le Sud de la Chine, l'année 1958 me fut signalée partout comme étant le point de départ de nombre de succès, d'améliorations ou d'augmentations dans la production industrielle et agricole.

Une autre chose qui a frappé mon attention dans ce pays est la rapidité avec laquelle les progrès se réalisent ainsi que les procédés spécifiques utilisés pour cela. Au début de 1964, il était fréquent de voir dans les rues de Pékin, transportés à dos d'homme, des produits qui, de toute évidence, servaient à la fabrication de machines électroniques. Quelques mois plus tard, la traction humaine pour ce genre de choses avait complètement disparu, comme par enchantement... C'est comme si on avait appliqué les dernières acquisitions de la technique, avec, à la base, des méthodes de travail moyenâgeuses !

Par de tels procédés, ainsi que par l'application stricte des recettes ou formules dont je t'ai présenté quelques échantillons, la Chine nourrit et habille ses 700 millions d'habitants après avoir payés ses dettes jusqu'au dernier centime. Elle avait emprunté deux milliards de roubles environ à l'Union soviétique, principalement pour l'achat d'armes lors de la guerre de Corée, et elle a tenu religieusement à en assurer le remboursement, même durant les années de calamités naturelles (1959-1961) au cours desquelles la misère physiologique de la population était telle qu'il avait fallu interdire la pratique des sports. (Je me rappelle comment l'un de mes chefs à la section française de l'agence «Chine Nouvelle» à Pékin a pleuré quand il a appris que même pendant cette période Moscou a exigé son dû alors que la Chine n'avait fait que défendre le camp socialiste tout entier en Corée.)

La monnaie est stable, le niveau de vie décent. Les prix baissent

régulièrement. A tel point que les étrangers qui pouvaient différer l'achat de certains produits ne manquaient pas de le faire, convaincus qu'ils les obtiendraient ultérieurement au rabais. En veux-tu un exemple ? A mon arrivée en Chine, j'achetai un appareil de radio. Quelques mois plus tard, un nouveau modèle plus perfectionné était mis en vente et coûtait vingt pour cent moins cher ! Mais, ce qui est plus extraordinaire, c'est que la Chine est passée du rang de débitrice à celui de créancière de la plupart des pays socialistes.

Je t'ai déjà parlé de l'erreur commise par Charles Bettelheim (voir «La construction du socialisme en Chine», 1965, Maspéro) qui assimile à de l'autarcie économique le slogan: «compter sur ses propres forces».

Or, par ce mot d'ordre, les Chinois entendent simplement tirer parti, en tout premier lieu, des ressources de leur pays, sans renoncer pour autant aux avantages que procurent le commerce international et l'aide étrangère pourvu que cette aide soit accordée suivant le principe de «l'égalité et de l'avantage mutuel» et ne soit assortie d'aucune condition politique. Les Chinois ne rejettent pas A PRIORI tout ce qui étranger ou occidental.

C'est ainsi qu'en 1965, ils étaient en train de mettre sur pied leur industrie de fibres synthétiques; mais, en même temps, ils avaient fait l'acquisition au Japon d'une importante usine de même type que des techniciens japonais étaient en train de monter. Je viens d'apprendre qu'ils sont maintenant des compétiteurs dangereux pour l'industrie textile européenne. Naturellement, tout ce qu'ils ont fait depuis le retrait des experts soviétiques en 1960, ils l'ont fait «par leurs propres forces et par leurs propres moyens. L'un des succès les plus retentissants de

cette politique a été l'annonce faite, il y a quelque temps déjà selon laquelle la Chine se suffit, pour l'essentiel, en produits pétroliers. Un autre résultat de cette politique c'est qu'elle est maintenant en mesure de fournir de l'aide à d'autres pays. Plusieurs pays d'Afrique ont ainsi bénéficié de prêts sans intérêts et de l'envoi de techniciens pour le développement de leur agriculture ou la construction d'usines et d'ouvrages d'art rentables. Mais, là, je passe déjà à la politique extérieure.

Le plus important à te signaler dans ce domaine, ce sont les rapports (j'aurais dû dire plus exactement l'absence de rapports) entre les Etats-Unis et la Chine et l'étiquette de «belliqueuse» que ses ennemis coalisés s'efforcent désespérément d'accoler à Pékin. Pourtant, André Malraux semble lui faire justice de cette accusation lorsque, en visite dans la capitale chinoise en 1965, il déclara ceci : «Il est vrai que nos systèmes sociaux sont différents. Il est vrai aussi que les uns et les autres nous avons eu à lutter contre un envahisseur puissant qui, les armes à la main, était venu combattre en des lieux où il n'aurait pas dû être.»

A propos de cette déclaration, «Time» du 13 août 1965 avait fait remarquer : «Malraux pourrait bien avoir à l'esprit l'invasion de la Chine par le Japon mais Pékin était libre d'interpréter ses paroles comme se rapportant à l'action des Etats-Unis en Corée.» Cette observation du «Time» ne manque certainement ni de fondement ni de lucidité. Car, pour la Chine, l'envahisseur puissant en question ne pourrait être autre que les Etats-Unis. Et cela, depuis plus de vingt ans.

Tu n'oublies pas, en effet, que les troupes de Tchang Kai-chek, mises en déroute sur le continent par l'Armée Rouge chinoise transformée en Armée Populaire de Libération, avaient été puissamment équipées et approvisionnées par les Etats-Unis et

conseillées, sinon dirigées, par des missions militaires américaines au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Puis, il y a eu la guerre de Corée, l'occupation effective de Taïwan par la septième flotte, occupation qui dure encore, et, enfin, le Vietnam...

C'est pourquoi la politique extérieure de la République Populaire de Chine tend essentiellement à contrecarrer ce danger permanent qui plane sur elle depuis longtemps. A mon, avis, le postulat le plus important de la politique étrangère de la Chine est que «l'impérialisme est un tigre en papier». Il a été énoncé voilà plus de vingt ans par Mao Tsé-toung lui-même et conserve plus que jamais son actualité. A l'objection peureuse de Khrouchtchev, en 1963, à savoir : «Ce tigre a des dents atomiques», les Chinois ont opposé une réponse éloquente le 16 octobre 1964 l'explosion de leur première bombe atomique.

Mais, bien avant le 16 octobre, ils n'avaient jamais craint la bombe, considérant son emploi comme un boomerang et citant nombre situations (entre autres la Corée) dans lesquelles les Américains n'ont pas osé en faire usage. Maintenant, Pékin considère que son arsenal atomique a deux objectifs : briser le monopole nucléaire qu'avait voulu définitivement le traité tripartite de Moscou sur l'interdiction partielle des essais et neutraliser l'effet du chantage nucléaire américain, donc annuler en quelque sorte l'arme atomique elle-même.

Avec ou sans bombe atomique, la thèse du «tigre en papier» met le peuple chinois en mesure idéologiquement et psychologiquement d'affronter son puissant agresseur. Par «tigre en papier», on entend que l'ennemi «est fort en apparence mais faible en réalité» et qu'il faut le mépriser du point de vue de la stratégie révolutionnaire, mais en tenir très sérieusement compte

du point de vue tactique. Avec ou sans bombe atomique, les Chinois professent que «l'homme demeure le facteur décisif».

D'aucuns, alarmés par cette galvanisation des énergies et cette combativité des masses, ou les censurant, en sont venus à penser que si la Chine était admise à l'O.N.U., elle relâcherait sa vigilance ou cesserait d'être «belliciste». En fait, c'est là la plus grave injure qu'on puisse faire aux Chinois. Car, cette affirmation implique que leur démarche est guidée par l'opportunisme.

En fait, Pékin estime n'avoir aucune concession à faire pour que lui soit restitué le siège qu'usurpent à l'O.N.U. les représentants de Tchang Kaï-chek. Cette usurpation n'a pu se faire et demeurer que grâce à la «manipulation» de cet organisme international par Washington, qui y dispose d'une machine à voter. Les Chinois ne renoncent cependant pas à leur droit d'occuper le siège qui leur revient au sein de l'O.N.U. qu'ils qualifient, par ailleurs, d'instrument de l'impérialisme américain, car ils n'ont jamais écarté la possibilité de restructurer, de réorganiser et de transformer ce corps. A mon avis, une chose n'exclut pas l'autre.

La Chine n'entend faire aucune concession pour occuper le siège auquel elle a droit à l'O.N.U. parce que ce n'est pas là son objectif ultime. En tant que grande puissance socialiste, son but est de contribuer à faire avancer à longue échéance la révolution dans le monde. Cette tâche est d'ailleurs liée à sa propre défense.

Au lieu de capituler devant les Etats-Unis, de leur faire des concessions ou d'entrer en compromis avec eux — ce qui ne peut que les enhardir davantage — elle préfère prendre le chemin le plus long, le chemin révolutionnaire: isoler l'impérialisme le plus puissant et le plus virulent à l'heure actuelle, celui des Etats-

Unis. Dans cette perspective, les pays du Tiers Monde sont considérés comme les campagnes du monde, et les pays capitalistes développés, ses villes. Donc, en partant de la stratégie suivie par la révolution chinoise, il est possible d'encercler les villes à partir des campagnes où vivent les populations les plus démunies, les plus déshéritées, celles «qui n'ont rien à perdre», à l'heure actuelle. Tout comme la Chine, d'ailleurs.

D'où la thèse : les pays sous-développés sont les zones où convergent les tempêtes révolutionnaires. Il y a à part cela une zone intermédiaire dont font partie d'autres pays capitalistes tels que la France. La reconnaissance de la Chine par Paris constitue-t-elle une consécration de la justesse de cette ligne politique ? Les dirigeants chinois sont muets à ce sujet.

Tout en m'abstenant de me prononcer sur la superficialité ou la profondeur des divergences entre le Quai d'Orsay et le Département d'Etat, ou sur leurs causes réelles ou apparentes, je crois personnellement que des incidents comme ceux du Gabon où les Etats-Unis ont voulu jouer un mauvais tour à la France sont assez révélateurs... Toujours sans faire de concession de principe, Mao Tsé-toung a proposé la formation du front uni le plus large possible avec la participation de tous les gens épris de paix du monde entier, avec tous les pays et peuples de tous les continents «victimes de l'agression des Etats-Unis, de leur contrôle, de leur intervention et de leurs vexations» afin de faire échec à «la politique d'agression et de guerre de Washington».

Le résultat le plus évident de cette politique c'est que malgré les efforts gigantesques des Etats-Unis pour isoler la Chine, environ cinquante pays ont établi des relations diplomatiques avec elle, et cent vingt des relations commerciales ou culturelles. Quid alors

de l'agressivité ou du bellicisme de la Chine ?

La Chine a été taxée d'agressive et de belliqueuse par les Américains depuis la guerre de Corée parce qu'elle ne les a pas laissés avaler ce pays. Ces Chinois «belliqueux» avaient bel et bien attendu pourtant que leur aide fût devenue indispensable avant de se jeter dans la bagarre. A ce moment-là, ils avaient bien plus intérêt à s'occuper de la libération de Taïwan. Et, jusqu'en ce moment, au lieu d'en appeler à la force pour la solution d'une question où leur bon droit est indiscutable, le sort de Taïwan fait plutôt l'objet des conversations sino-américaines de Varsovie. Il y a aussi Hong-kong et Macao...

Au cours de ces dernières années, ces Chinois «belliqueux» ont réglé par des négociations pacifiques leurs problèmes frontaliers avec tous leurs voisins, sauf l'Inde. En ce qui concerne cette dernière qui a des démêlés plus ou moins analogues avec le Pakistan, remarque que le gouvernement de New Delhi occupe 90 000 kilomètres carrés d'un territoire réclamé par la Chine et convoite 30 000 autres kilomètres carrés d'un territoire placé sous juridiction chinoise. De plus, il pose comme condition préalable à toute négociation le retrait des Chinois du territoire qu'ils contrôlent.

Quels autres arguments avance-t-on pour essayer de justifier l'étiquette de ce belliqueuse» accolée à la Chine ? L'aide qu'elle apporte aux mouvements de libération nationale, peut-être ? Mais tous les pays socialistes se prononcent en faveur de l'octroi d'une telle aide, du moins en théorie. Alors, serait-ce parce que les Chinois ne se limitent pas à la théorie ? Ou serait-ce parce qu'ils préconisent la lutte armée comme forme idéale de lutte pour les mouvements de libération nationale ? Pour qu'elle agisse autrement, il faudrait qu'elle cesse de se proclamer pays

socialiste !

L'essentiel est qu'elle ne fomente pas et n'aide pas à fomenter d'insurrections et de coups d'Etat dans aucun pays. S'il y a un principe que les dirigeants chinois respectent scrupuleusement c'est celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats et de l'autodétermination des peuples. C'est ce principe que Pékin a strictement observé lors des événements d'Alger du 19 juin 1965 en reconnaissant automatiquement le gouvernement établi par le colonel Boumedienne. Tout comme il a courtoisement félicité les successeurs de Khrouchtchev bien qu'il ne nourrisse aucune illusion à leur sujet.

Reste la question du Vietnam. Là encore, les Américains laissent à croire que les Chinois remplissent un rôle qu'ils ne remplissent pas: celui d'instigateurs. En réalité, la Chine se contente d'appuyer Hanoï et le F.N.L. avec tous les moyens en son pouvoir mais s'abstient de se poser en conseiller ou en censeur. Tu auras remarqué que généralement elle fait connaître sa position sur telle ou telle formule concernant le Vietnam seulement après que Hanoï a fait connaître la sienne. Qu'elle n'ait pas peur d'aller à la guerre du Vietnam, c'est un fait certain. D'autant que la position du Vietnam du point de vue du droit est renforcée par les accords de Genève et que les Etats-Unis sont isolés sur le plan diplomatique, alors que leur situation militaire se trouve beaucoup plus précaire qu'en Corée. Mais, là encore, les Chinois attendent d'être sollicités avant d'envoyer leurs volontaires.

Bref, quand on passe en revue — même superficiellement — les différentes «longues marches» que la Chine mène de front dans le domaine culturel, économique et de la politique étrangère, on comprend pourquoi sur les bords du Potomac et, depuis peu, sur

les rives de la Volga aussi, on agite avec tant de frénésie l'épouvantai! du «péril jaune». Car, on craint, ici et là, que soit trop contagieux, à l'heure du Vietnam, et surtout en Asie, cet exemple d'un géant qui se lève et se met en marche et qu'André Malraux a tranquillement proposé à l'humanité tout entière.

Octobre 1967.

Je ne peux pas prétendre te parler de la Chine et ne pas souffler mot (ou si peu) du sujet brûlant d'actualité : «la révolution culturelle». Je le fais avec réticence, car j'ai peur de me tromper sur l'orientation générale et le sens exact des événements qui se sont déclenchés après mon départ de Pékin. Je vais essayer d'analyser les documents se rapportant à la question que j'ai sous la main à la lumière du contexte général que je connais un peu.

Le prétexte m'est d'ailleurs fourni par une dépêche du 23 août, reproduite dans la presse française, du correspondant à Tokyo de l'A.F.P., Edouard Dillon. Cette dépêche qui ne manque pas d'objectivité aboutissait à cette conclusion sur la révolution culturelle en Chine : «Le sort de la révolution ne dépend pas de ses ennemis, mais de ses enfants.» Après plus d'un an d'une campagne d'obscurcissement sur ce qui se passe en Chine, la grande presse occidentale commence ces jours-ci à laisser filtrer quelques rais de lumière.

Tout laisse pourtant prévoir que nous sommes encore loin de voir la fin des récits et anecdotes fantastiques. Les pseudo-sinologues de Hong-kong sont là qui continuent leur œuvre maléfique. Après cette dépêche, les volutes des élucubrations émanant de cette colonie britannique ont recommencé à nous intoxiquer.

D'où est venue, par exemple, il y a quelques semaines, l'histoire des «centaines de pendus» dans les rues de Canton ? C'est encore le même correspondant de l'A.F.P. qui, sur les ondes de l'O.R.T.F., nous donne la clef du mystère. Ayant pu interviewer le voyageur qui avait rapporté la nouvelle à Hong-kong, celui-ci lui déclara qu'il n'avait vu qu'un pendu à Canton. Son guide-interprète lui avait alors expliqué ceci: les prisonniers de droit commun avaient pu s'échapper profitant du fait que leurs gardiens s'adonnaient à la révolution culturelle ; l'un de ces prisonniers ayant été rattrapé, il a été pendu pour tracer un exemple. Je devine aisément le reste. Les agents américains qui pullulent à Hong-kong ont introduit cette «donnée» dans leurs ordinateurs qui, en une fraction de seconde, ont donné la réponse: des centaines de pendus dans les rues de Canton.

Je ne tombe pas à mon tour dans le fantastique. L'article de M. Alain Bouc, publié dans Le Monde Diplomatique d'août 1967 est révélateur des méthodes «scientifiques» employées pour recueillir des informations sur ce qui se passe en Chine continentale. Il écrit en effet : «...à Hong-kong, les bureaux étrangers en sont réduits à... supporter le volume des récoltes à partir des informations météorologiques.» Autrement dit, si la météo annonce, par exemple, qu'il y a eu une longue sécheresse sur la province du Kouangtong, on en conclut immédiatement à Hong-kong que la récolte de riz est compromise dans cette province. Pour peu qu'il soit annoncé dans le même temps de grandes inondations dans le centre du pays, la sentence sort des cerveaux électroniques : FAMINE EN CHINE.

Cela évidemment sans tenir compte le moins du monde de l'aptitude de plus en plus grande des Chinois à surmonter les difficultés nées des calamités naturelles. Pourquoi ? Parce que ces informateurs, en admettant qu'ils seraient de bonne foi,

conservent intacte à l'esprit l'image qu'ils avaient de l'ancienne Chine et... de l'Inde toute proche.

Et puis, comment les impérialistes peuvent-ils arriver à admettre que les hommes qu'ils ont tant malmenés ont relevé la tête et qu'ayant pris leurs affaires en mains, ils jugulent les forces de la nature. Ainsi l'histoire de McNamara est cocasse qui, à chaque exploit de la Chine, révisé prudemment ses prédictions conservatrices sur l'avènement de ce pays au rang de puissance nucléaire à part entière. Note bien pourtant, mon ami, que Tchang Kai-shek, le plus grand oracle de catastrophes, ne se décide pas à donner l'assaut tant de fois annoncé au continent. Cette propagande, celle de gens qui refusent de voir ce qui leur déplaît, contamine tout l'Occident. Tant que nous ne nous résignerons pas à voir les choses avec des yeux neufs et un esprit neuf et à sortir de notre scepticisme blasé, nous ne pourrons jamais comprendre ce qui se passe dans ce grand pays.

Les événements qui se déroulent en Chine actuellement dans le cadre de la révolution culturelle sont prévus, codifiés et expliqués dans de nombreux textes chinois. Cependant, face à chaque épisode ou péripétie, notre interprétation tombe à côté. Quand on a commencé à concentrer les attaques sur Liou Chao-chi et qu'ont été rapportés les chocs parfois sanglants qui se produisaient dans les provinces, la presse occidentale a dit que les choses allaient plus loin que les dirigeants ne l'avaient initialement prévu.

Pourtant, la périphrase employée pour attaquer le Chef de l'Etat («ceux qui détiennent des postes de direction, mais se sont engagés dans la voie capitaliste») se trouve déjà dans la charte de la révolution culturelle, c'est-à-dire «Décision» du Comité Central du Parti Communiste Chinois adoptée le 8 août 1966. Il

en est de même pour les conflits intérieurs (ce que l'on appelle en Occident «l'anarchie» et «le chaos») : «Du fait que la résistance est assez forte, la lutte connaîtra des flux et des reflux, voire même des reflux répétés. Ces flux et reflux n'ont pourtant rien de nuisible», voie révolutionnaire étant «tortueuse et non sans obstacle». Déjà, en 1957, Mao Tsé-toung écrivait : «Dans un grand pays comme nôtre, il n'y a pas lieu de s'alarmer si un nombre de gens créent des troubles ; ces troubles devraient plutôt nous aider à nous débarrasser de la bureaucratie.»

Il est curieux que ce passage et d'autres que je citerai plus loin qui s'adaptent si bien à la situation actuelle aient été extraits de «De la Juste solution des contradictions au sein du peuple», discours prononcé par Mao, il y a dix ans. C'est la preuve qu'on se trouve en présence de vieilles divergences idéologiques nées dans le parti et qui ont mûri, se sont développées et exacerbées à la faveur du conflit sino-soviétique. Selon toute vraisemblance, Moscou n'a pas hésité à pousser ses pions en avant à Pékin au fur et à mesure que ce dernier prenait ses distances vis-à-vis du révisionnisme.

Car tu dois bien comprendre que la révolution culturelle répond à une conception politique et doctrinale, cohérente, conséquente. Selon l'équipe de Mao, la lutte pour le pouvoir n'est pas encore terminée en Chine (par pouvoir, il ne faut pas entendre la domination de telle ou telle personne, comme on l'entend en Occident et même en Union soviétique, mais celle d'une ligne politique). La lutte des classes demeure et demeurera longtemps en régime socialiste : la mener en toute clarté, c'est l'objectif de la révolution culturelle. L'idéologie bourgeoise persistera tant qu'on ne pourra pas passer au communisme.

Or, d'après les Chinois, cette étape ne peut survenir dans un pays

isolé alors que les deux tiers de l'humanité ne sont pas encore libérés. C'est dire que la lutte est une affaire de plusieurs générations. Staline avait commis l'erreur de proclamer la fin de la lutte des classes en Union soviétique. Khrouchtchev a approfondi cette erreur. Les opposants furent considérés comme des éléments isolés, inadaptables, rejetés par la société ou encore comme des malades mentaux. A partir de là, toute répression bureaucratique, sévère ou édulcorée, exercée contre eux, peut se justifier. D'où le règlement en vase clos, par de véritables révolutions de palais, des grands conflits internes du régime.

En Chine, selon les révolutionnaires, les contradictions auxquelles aboutit la lutte des classes sont de deux types et méritent des solutions suivant qu'elles se situent entre les révolutionnaires et leurs ennemis de classe ou entre les révolutionnaires eux-mêmes. Avec l'ennemi de classe, on ne discute pas : on lui enlève la liberté de parole. Mais, avec les camarades qui se trompent de bonne foi s'engagent dans une fausse direction ou professent des idées erronées, on recourt au raisonnement, à la discussion patiente, à «la lutte intellectuelle, non la lutte violente».

D'où l'exclusion de toute «purge» sanglante au cours de nombreuses luttes de tendances ou contre les déviations qui jalonnent la vie du Parti Communiste Chinois. Sur le plan idéologique, il n'y a jamais eu de repos, de «stabilité» en Chine. Les campagnes de masse sont continuelles, si bien que la révolution culturelle elle-même n'est que l'aboutissement du Mouvement d'Education Socialiste commencé en 1963.

A l'origine de la révolution culturelle, il y a l'affrontement de deux lignes nettement marquées : la ligne maoïste et la ligne économiste qui reprenait les critiques formulées par les

Soviétiques à l'égard des Chinois, notamment contre le grand bond en avant et les communes populaires. Les chefs de file de cette dernière occupaient des postes-clés qui leur eussent permis de renverser la vapeur au moment opportun. La publication, dans *Pékin Information* du 21 août 1967, de la décision prise contre le maréchal Peng Teh-houai en 1959, nous permet de remonter, avec un minimum d'erreurs possibles, à la genèse de la lutte actuelle.

D'après ce document, nous apprenons que Peng Teh-houai et ses partisans, tous bien placés, avaient formulé un véritable programme politique basé sur l'économisme. Bien que limogés de la plupart des postes qu'ils occupaient, le maréchal et ses amis avaient été maintenus, conformément à la tradition que je t'ai déjà signalée, au Comité Central et même au Bureau Politique, et ils ne s'avouaient pas battus. Au contraire, ils recrutèrent probablement de nouveaux affidés. Car, en 1961, c'est un intellectuel non membre du parti, Wou Han, vice-maire de Pékin, qui publiait un opéra intitulé : «La destitution de Hai Jouei». Sous couvert d'un vieux thème historique, Wou Han préconisait en fait la réhabilitation de Peng Teh-houai en encourageant son personnage à «ne pas se soumettre», à «relancer l'entreprise après avoir échoué» et en clamant que «le jour viendrait où, réintégré dans ses fonctions, il régénérerait le régime».

Et c'est ici que reparaît une vieille connaissance, l'inévitable Tchou Yang, aux côtés, cette fois, de personnages aussi importants alors que Peng Chen et Lou Ting-yi, pour faire l'éloge de la pièce. C'est dans ces circonstances qu'au cours d'une conférence élargie du comité central, en janvier 1962, Liou Chao-chi lui-même prit le parti de Peng Teh-houai et de son programme qu'il considéra «conforme aux faits en ce qui

concerne pas mal de points». Enhardi, l'intéressé sortit, en juin 1962, un volumineux dossier de quatre-vingt mille caractères pour se réhabiliter. L'affaire était d'importance : Peng Teh-houai est connu pour être le poulain des Soviétiques.

Or, il avait réussi à s'entourer de toute une cour comprenant hommes de plume et d'épée, hommes de gouvernement et d'appareil. Je comprends maintenant pourquoi «Chine Nouvelle» n'a cessé de signaler, ces derniers temps, qu'on «brandit le drapeau rouge pour combattre le drapeau rouge, on invoque la pensée de Mao Tsé-toung pour combattre la pensée de Mao Tsé-toung». Ce qui s'est passé entre 1962 et 1965, je ne le sais pas. Mais il est évident que les choses n'en restèrent pas là, puisque au cours du deuxième semestre de 1965, Mao s'est vu obligé de s'occuper personnellement de la critique de la pièce. Pékin Information, qui nous fait cette révélation, rapporte les propos tenus à l'époque par le président du P.C.C. : «Dans la "Destitution de Hai Jouei", le point crucial, c'est : la «destitution». L'empereur Kai Tsing a destitué Haï Jouei. En 1965, nous avons destitué Peng Teh-houai. Peng Teh-houai, c'est aussi un «Hai Jouei.»

Ces antécédents fournis par l'hebdomadaire chinois sur l'affaire de la pièce de Wou Han sont venus éclairer les données postérieures que nous possédions déjà. A savoir : la première critique parue dans la presse contre l'opéra fut publiée dans un journal de Changhaï le 10 novembre 1965. Elle était signée par Yao Wenyuan que nous retrouverons plus tard comme membre du comité national de la révolution culturelle. Ce n'est que le 20 novembre que cet article sera reproduit dans *Le Quotidien du Peuple de Pékin*, organe du Comité Central placé sous la supervision du comité municipal du parti pour la capitale dont le secrétaire n'était autre que Peng Chen.

La moindre des accusations qui pesèrent sur ce dernier c'est d'avoir tout fait pour étouffer d'abord, le débat et, ensuite, pour le minimiser et le circonscrire dans les limites étroites d'une querelle d'intellectuels sur la conception d'un «drame historique». Même après la destitution de Peng Chen comme maire, le débat ne prit pas tout de suite de l'ampleur ; mais on apprit alors qu'un petit cercle de privilégiés se la coulaient douce à son ombre, que des artistes, par exemple, recevaient des cachets pharamineux.

Le débat traîna dans la presse jusqu'en mai 1966 sans susciter un grand intérêt lorsque, le 25 mai, les premières affiches apparurent sur les murs de l'Université de Pékin : mais, là encore, elles n'étaient signées que de sept professeurs de la Faculté de Philosophie. «Certainement, signala Marianne Bastid dont j'ai mis largement à contribution, dans tout ce passage, l'article paru dans *Politique Etrangère* (n°-1, 1967), une faction politique avait voulu élargir le débat tandis que l'autre voulait le restreindre. Cette faction qui voulait élargir est celle de Mao.» C'est ainsi que depuis le 18 avril déjà, souligna-t-elle aussi, le *Journal de l'Armée de Libération* avait lancé l'expression : «la grande révolution culturelle socialiste». (Tu n'oublies pas, j'espère, que le ministre de la Défense est Lin Piao.) Mais il fallut attendre, pour que les masses s'y mêlent, que Mao lui-même écrivît son journal mural le 5 août 1966.

La révolution culturelle a été déclenchée, d'une manière consciente, pour éliminer du parti les scories et extirper une fois pour toutes de la société chinoise «les vieilles idées, les vieilles habitudes et mœurs, la vieille culture». Mao donnait carte blanche aux masses pour qu'elles critiquent tout et tout le monde sans réserve. Elles ont reçu le feu vert pour dénoncer, par des

affiches, des articles et des manifestations, tous les cadres et fonctionnaires fautifs sans exception, ainsi que tout ce qui n'est pas conforme à l'étape actuelle de la révolution. Jusqu'à présent, dans ces sortes de situations, les décisions étaient prises au sommet, et les masses ne faisaient que les entériner. Maintenant, au contraire, on leur demande de trancher, de secouer les cadres et même de rénover le parti avant que les instances supérieures n'arrêtent les décisions.

Pourquoi ? Parce que les tenants de la ligne droitiste, évincés, seront définitivement discrédités et politiquement morts une fois que les masses auront tout risqué pour approuver la ligne révolutionnaire. En effet, l'expérience de toutes les révolutions enseigne qu'on ne tue pas les idées en tuant les hommes qui les véhiculent. Et puis, Mao précise : «Lutter contre les idées erronées, c'est en quelque sorte se faire vacciner ; grâce à l'action du vaccin, l'immunité de l'organisme se trouve renforcée. Les plantes élevées dans une serre ne sauraient être robustes.»

Tu te demanderas : «Mais si les masses jouissent d'une si grande liberté, comment se fait-il qu'il ne soit venu à l'idée de personne de s'attaquer aussi à la personne de Mao ?» Question pertinente et juste, car on ne pourrait pas leur dire : «Critiquez ceci, mais pas cela ; critiquez Un Tel, mais pas Un Tel.» Tu ne seras pas le premier à y avoir pensé.

Anna-Louise Strong a posé cette même question aux gardes rouges de Pékin qui lui répondirent à peu près ceci : «Il y en a parmi nous qui voudraient le faire, mais leur nombre est si infime qu'ils risquent de se faire écharper.» Évidemment, la situation n'est pas la même dans tout le pays. Il y a des régions qui étaient ou qui sont encore bien tenues en main par les partisans de la ligne révisionniste. Mais, même là, les cadres

n'attaquent pas de front la ligne révolutionnaire. Ils ont recours à des manoeuvres de corruption, lancent de fausses rumeurs, font passer comme contre-révolutionnaires des maoïstes notoires ou vice versa. Dans la plupart des cas, le principal obstacle à la révolution est la timidité de certains responsables qui «se cramponnent aux vieux règlements» ou la crainte d'autres dirigeants qui ont peur d'être pris en faute par les masses. Ces différents comportements étaient aussi prévus dans la «Décision» du 8 août 1966.

Assisterions-nous donc à un scénario minutieusement préparé et qui se déroulerait suivant un plan préétabli ? Non, car si la révolution était manipulée dans les coulisses, on n'aurait pas eu à déplorer ni sévices corporels ni morts d'hommes, cela étant contraire aux instructions précises des dirigeants et des conceptions de Mao lui-même. Nous en appelons encore au témoignage de Marianne Bastid, agrégée d'histoire, qui a fait un séjour de deux ans à Pékin (1964-1966). Dans le compte rendu de la révolution culturelle qu'elle a fait dans la revue déjà citée, revue qui ne saurait être suspecte de parti pris pour le régime chinois, elle écrit : «Toutes les nuances d'opinion existent, leur prédominance successive explique le développement accidenté d'une révolution culturelle qui est finalement assez logique, mais dont la logique n'est sans doute pas du tout l'effet d'un plan préconçu, mais plutôt de l'utilisation habile du hasard et des circonstances au profit d'une idée directrice.»

A mon avis, la cohésion et la cohérence de tout ce qui se passe en Chine actuellement sont assurées par la personnalité de Mao qui, entouré d'une équipe de révolutionnaires, constitue l'élément unificateur et directeur par-dessus le gouvernement et le parti dont il se soucie peu de contrôler «l'appareil».

J'ai donc l'air de te faire croire que Mao fait tout ce qu'il dit ou écrit, applique tous les principes et thèses qu'il soutient. Je sais qu'une telle affirmation va à l'encontre d'une certaine tournure d'esprit cartésien, «scientiste», qui consiste à tout mettre en doute. Surtout quand il s'agit des hommes politiques qui, dans nos pays, font le contraire de ce qu'ils disent et qui nous ont habitués avec leurs pirouettes, leur machiavélisme, leurs menées ténébreuses.

Eh bien ! mon cher, au risque de te décevoir, je dois t'avouer que c'est bien là ce que j'entends affirmer. C'est ce qui, d'après moi, vaut d'ailleurs à Mao le respect et la vénération des révolutionnaires chinois et étrangers. Quant à moi, je trouve extraordinaire qu'un homme d'Etat exerçant le pouvoir depuis dix-huit ans continue à professer qu'on «a toujours raison de se révolter» et prend effectivement la tête de la révolte. Il est de bon ton de la part de certains journalistes occidentaux de ridiculiser l'insistance avec laquelle on attribue en Chine tous les succès et réalisations à «la pensée de Mao Tsé-toung».

C'est qu'on trouve dans ce Lénine contemporain, en plus d'un génie marxiste qui a prodigieusement développé la doctrine, les principes fondamentaux d'une vie Spartiate faite d'oubli de soi et de dévouement total au bien collectif, les préceptes qui commandent l'effort, l'endurance, la persévérance, la foi en un idéal élevé. Les non-révolutionnaires occidentaux sont un peu sceptiques quand on leur dit que tel chirurgien, par exemple, a réussi la suture d'un poignet totalement sectionné grâce à l'assimilation et à l'application de la pensée de Mao Tsé-toung.

La première réaction est de se demander si le chirurgien a appris son métier dans les écrits de Mao ou s'il y a trouvé une recette pour cette opération. Cependant, si on interroge le chirurgien en

question, il vous indiquera les passages qu'il a lus des œuvres du dirigeant chinois et qui lui ont appris à sortir des sentiers battus et à avoir confiance en ses propres forces, en ses propres capacités pour faire face à toutes les difficultés. C'est Mao qui, je crois, a parlé «d'oser penser», «osez agir», «oser arracher la victoire». Ne faut-il pas vraiment de l'audace pour penser sur des problèmes déjà résolus ou susceptibles de l'être par d'autres, agir par soi-même en risquant de se tromper et arracher la victoire quand l'occasion se présente ?

Tu me diras, bien sûr, que partout dans le monde des scientifiques n'ayant jamais lu une traître ligne des récits de Mao réalisent chaque jour d'autres exploits. Mais ceux-ci sont inspirés ou mus par d'autres stimulants, d'autres mobiles, tels la soif de gloire ou de bien-être matériel. Préoccupations qui ne sont pas le moteur principal animant «l'homme nouveau» en Chine pour qu'il se dépasse. Et puis, est-il tellement mauvais de chercher à multiplier le nombre de ceux qui font de grandes choses et de leur fournir des mobiles plus nobles ?

Tu me répondras encore : «Mais Mao Tsé-toung n'a rien dit que d'autres n'aient dit avant lui sous d'autres formes, rien fait que d'autres n'aient fait dans des circonstances analogues. Ne s'est-il pas abondamment inspiré des vieux stratèges chinois de l'antiquité, par exemple ?» Encore que cette assertion reste à prouver, je l'admets. Mais Mao n'est ni toi ni moi.

Ce qu'il fait, dit ou écrit est appuyé par le poids du prestige et de l'auréole du dirigeant qui a quarante-cinq ans de victoires retentissantes derrière lui. C'est le leader qui a fait du pays le plus peuplé de la terre ce qu'il est actuellement en élevant au niveau de la théorie son expérience pratique de tous les jours et en vérifiant dans la pratique le fruit de ses méditations. Il n'y a

pas de doute que d'autres Mao Tsé-toung surgiront à l'avenir en Chine et ailleurs. Chaque époque, chaque situation historique donnée produiront des hommes de sa stature. Pour le moment, c'est lui qui existe. Nous n'y pouvons rien, toi et moi.

La preuve que ce Mao que tu vois là n'est pas un homme d'appareil, on la trouve non seulement dans les difficultés qu'il a rencontrées pour mobiliser les masses contre les tenants de la ligne révisionniste, mais dans certains aspects de la politique extérieure chinoise. C'est ainsi que les communistes birmans qui mènent la lutte armée depuis vingt ans n'avaient jamais reçu un ferme soutien de Pékin parce que Liou Chao-chi avait toujours préféré s'entendre avec Rangoun. J'ai moi-même fait une petite expérience personnelle à Tokyo en l'été 1964. J'ai eu à ce moment-là l'impression que le P.C. japonais misait à fond sur la légalité bourgeoise, s'occupant beaucoup plus de développer le rayonnement de son organe, l'*Akahata*, que d'entraîner les masses japonaises dans la lutte pratique. Ça se sent, un P.C. qui accorde plus d'importance à sa façade et à la bureaucratie qui l'entretient qu'à la lutte révolutionnaire.

Ce qui n'était qu'une impression devait devenir une conviction l'année suivante quand j'ai vu Sanzo Nosaka jouer tout le prestige du parti dont il était le président dans une aventure électorale. L'opération lui ayant réussi, il a dégringolé bien vite sur la pente du révisionnisme en cherchant à enfler le parti au détriment de sa combativité. Je me demande maintenant s'il n'avait pas rencontré des oreilles complaisantes à Pékin, auprès de «la bande noire»... L'élimination de l'opposition de droite en Chine aura certainement pour effet de modifier certains aspects de la politique extérieure chinoise.

Tu peux te demander si cette lutte, bien que non anarchique, n'a

pas pour effet d'affaiblir le régime. Politiquement, on ne saurait l'affirmer, puisqu'elle «immunise» les masses. La collusion des opposants avec les dirigeants soviétiques leur est funeste : les Chinois n'oublieront pas de sitôt, en dehors de toute considération idéologique, les insultes proférées à leur endroit par Khrouchtchev et reprises à son compte par la troïka actuelle. Peng Teh-houai et ses amis peuvent être considérés comme des traîtres à un moment où les dirigeants soviétiques ont fini par considérer la Chine comme l'ennemi numéro un.

La rencontre de Glassboro ainsi que d'autres reculades soviétiques dans le monde, comme l'a si bien montré le correspondant de Réforme à Washington, prouvent que l'objectif principal de Moscou, à l'heure actuelle, est de pousser à la confrontation sino-américaine. Sur le plan militaire, il ne saurait y avoir affaiblissement du régime. Cela, pour les mêmes raisons qui ont fait la force militaire de la révolution française et de la révolution d'octobre en Russie. Les savants qui mènent les recherches nucléaires sont-ils molestés ?

Mao pensait sans doute à eux lorsque, toujours en 1957, il écrivait à propos des intellectuels : «En fait, il y aura nécessairement des gens qui, dans leur for intérieur, ne voudront jamais accepter le marxisme-léninisme et le communisme. Nous ne devons pas trop exiger d'eux; tant qu'ils se soumettent aux exigences de l'Etat et poursuivent des activités honnêtes, nous devons leur donner la possibilité de se livrer à un travail approprié.» Et puis, ces savants ne participent-ils pas à l'un des trois mouvements qui caractérisent l'étape actuelle du socialisme en Chine : l'expérimentation scientifique ?

Quant aux succès économiques, ils sont probants puisque même les «spécialistes» de Honk-kong ne les nient pas (voir *Le Monde*

Diplomatique d'août 1967). Depuis dix-huit ans, les Chinois sont habitués à mener simultanément la lutte des classes et la lutte pour la production qui sont, pour eux, intimement liées, puisqu'elles constituent les deux autres mouvements qui caractérisent l'étape actuelle du socialisme là-bas.

Dans *Le Nouveau Candide* du 21 août 1967, Richard Loewenthal se demande si le successeur de Mao ne déviera pas de sa ligne. Avant la révolution culturelle, nombre de ceux qu'on appelle «prochinois» craignaient cette éventualité, et la menace était plus imminente qu'on ne le pensait. Tandis que, maintenant, ce risque est presque inexistant. La révolution culturelle s'institutionnalisera d'une manière ou d'une autre («la Triple Alliance» ainsi que «la Grande Alliance» révolutionnaires sont en cours de formation partout dans le pays) pour permettre aux masses en éveil d'exercer un contrôle permanent sur le parti et les dirigeants. Il ne dépend plus de personne d'arrêter le cours de la «révolution ininterrompue» dans laquelle rien n'est statique ni définitivement acquis.

Il me faudrait encore te parler de beaucoup de choses concernant la Chine. Il me faudrait au moins te parler de l'Armée Populaire de Libération, cette pépinière de cadres révolutionnaires et administratifs. J'avoue pourtant que je ne connais pas assez le sujet pour l'aborder. Je me contenterai donc de t'en donner une idée par la reproduction d'un passage extrait d'un éditorial du Journal de l'Armée fixant à celle-ci ses tâches pour l'année en cours : «L'Armée Populaire de Libération doit être une grande école. En plus de ses activités militaires, elle doit être capable d'accomplir d'autres travaux. Elle doit être une grande école où l'on se forme sur les plans politique, militaire et culturel. Elle doit en outre être prête à participer à tout moment aux luttes de la révolution culturelle pour critiquer la bourgeoisie. Elle doit

combiner les activités militaires avec les études, la production agricole et industrielle avec le travail parmi les masses.»

Le chef de la section française de «Chine Nouvelle» — ou, du moins, celui qui était à ce poste jusqu'en 1965 — a été formé par l'armée. Il y était entré à l'âge de douze ans, analphabète. Tout en participant aux campagnes militaires d'avant la libération, il y a fait toutes ses études. Il est aujourd'hui un traducteur-interprète hors pair. Il travaille avec entrain et efficacité. Pourtant, à la suite d'une opération consécutive à une blessure de guerre, il ne lui reste qu'une moitié d'estomac.

Enfin, c'est encore à des formules-clefs que j'aurai recours pour te mettre en relief les principaux directeurs guidant l'Armée Populaire de Libération dans ses activités :

1° Perpétuer les « quatre primautés » : primauté de l'homme sur le matériel, du travail politique dans ses rapports avec les autres activités, du travail idéologique sur les autres aspects du travail politique, des idées vivantes sur les idées livresques dans le travail idéologique.

2° Mettre à l'honneur le style de travail dit des « trois-huit » : formulation chinoise comportant trois points et huit caractères ; ces trois points s'énoncent ainsi : appliquer fermement l'orientation politique correcte, s'en tenir à un style de travail fait d'assiduité et de simplicité, faire preuve de souplesse en stratégie et en tactique ; quant aux huit caractères, ils signifient : unité, dynamisme, sérieux et entrain.

3° Faire s'épanouir les « trois démocraties », à savoir : la démocratie dans les domaines politique, économique et militaire.

4° Développer le mouvement des compagnies aux «quatre mérites». Les compagnies aux «quatre mérites» sont celles qui excellent dans les quatre domaines suivants : travail politique et idéologique, style de travail dit des «trois-huit», activités militaires, organisation de la vie quotidienne.

Il faudrait aussi que je te parle des étudiants, des ouvriers, des paysans, de leur vie. «Les ressources de la mémoire et du cœur» ne pourraient pas suppléer à la carence de données que je n'ai pas. Je te raconterai pourtant comment, à partir d'une erreur d'interprétation, j'ai appris, peu après mon arrivée à Pékin, de quelle étoffe sont faits les révolutionnaires chinois.

En effet, à ce moment-là, il circulait parmi la colonie étrangère l'histoire suivante. Une Latino-Américaine était allée subir l'examen de rigueur à son arrivée à l'hôtel de l'Amitié, accompagnée de l'interprète d'espagnol. Celle-ci, à un moment donné, lui dit : «*Saque él idioma*», au lieu de lui dire : «*Saque la lengua*», ignorant vraisemblablement la différence entre les deux mots. Alors, elle raconta son histoire. Elle avait passé des années à l'Institut de Langues Etrangères pour apprendre le russe. Le jour où elle recevait son diplôme d'interprète de russe, les experts soviétiques étaient rappelés dans leur pays. Le lendemain, elle se faisait inscrire aux cours d'espagnol.

Et c'est ainsi que tout en poursuivant ses études le soir dans cette dernière langue, elle travaillait le jour parce que les interprètes d'espagnol manquaient. Tu étais au courant des conséquences désastreuses du départ des experts soviétiques pour l'économie chinoise (les plans emportés, les usines paralysées, les machines sans pièces de rechange et sans ouvriers qualifiés pour les faire fonctionner, etc.) Mais tu ignorais, j'en suis sûr, cet aspect secondaire. Sans autres commentaires...

Octobre 1967.

Maintenant que j'ai essayé, dans la faible mesure de mes moyens, de répondre à ta curiosité à propos de la Chine, je vais revenir au problème qui nous tient tellement à cœur à l'un et à l'autre : le fidélisme et l'Amérique latine. Je te disais dans ma première lettre qu'en ne frappant pas à la tête (j'entends par là le Parti Communiste de l'Union soviétique), Fidel Castro n'est pas allé au fond du problème dans sa polémique avec le Parti Communiste Vénézuélien.

Non seulement il ne l'a pas fait, mais il n'a pas non plus, contrairement à ce que tu prétends, «renvoyé Soviétiques et Chinois dos à dos, condamné leur vaine logomachie, pour s'engager dans la seule voie conduisant à l'action». Pour te convaincre de ce qui est, selon moi, une évidence, je vais t'inviter à jeter un coup d'œil sur les relations entre Pékin et La Havane, grâce aux éléments d'information dont je dispose, en passant par une rapide analyse de la révolution cubaine pour aboutir à une étude critique du livre de Régis Debray qui semble t'avoir tellement enthousiasmé.

Que s'est-il donc passé entre Pékin et La Havane ? Jusqu'en janvier 1967, date de la publication de *Révolution dans la Révolution* de Régis Debray, on se perdait en conjectures sans pouvoir arriver à des conclusions certaines sur la situation. En décembre 1963, au moment où je quittais La Havane, l'opinion qui prévalait dans les milieux échappant à l'influence soviétique était que «Cuba avait le cœur à Pékin et l'estomac à Moscou». Cette affirmation simpliste et terre à terre ne pouvait satisfaire les révolutionnaires sincères qui, fidèles à des positions de principe, refusaient, et refusent encore, de mettre en balance

leurs idéaux avec l'instinct alimentaire. Comment croire que des dirigeants qui avaient manifesté un sens si aigu et si profond de la dignité de leur peuple pouvaient, pour des intérêts de ce genre, mettre en question l'avenir même de la révolution ?

Nous restions convaincus que Fidel Castro, en qui nous avions une confiance illimitée, mettrait les choses au point. A mon avis, il suffisait que le leader suprême de la révolution cubaine fît un voyage en Chine pour que tout s'éclaircisse. Le Premier ministre cubain avait déjà effectué un long séjour en U.R.S.S. au printemps 1963. Il me semblait que pour faire preuve d'une neutralité effective, ce qui était soi-disant sa ligne politique, Cuba devait maintenir l'équilibre entre Moscou et Pékin. Aussi, quand au début de 1964, j'appris que Fidel Castro se trouvait à nouveau en U.R.S.S., je crus qu'il allait pousser une pointe jusqu'à Pékin. Comme chacun sait, il n'en fut rien.

En juillet 1964, un pasteur protestant cubain représentait son pays à la Dixième Conférence Mondiale contre les bombes A et H. A cette conférence, qui se tenait comme chaque année à Tokyo, à l'occasion de l'anniversaire du bombardement atomique de Hiroshima et Nagasaki, devaient s'affronter, avec une particulière vivacité, les thèses des révisionnistes et celles des marxistes-léninistes. Bon nombre de révolutionnaires, d'anti-impérialistes, et même de progressistes non marxistes, firent leurs thèses anti-révisionnistes. Ce qui leur était facile puisqu'il s'agissait pratiquement de condamner le scissionnisme des Soviétiques. En quoi consistait ce scissionnisme ?

Je ne peux pas te faire un exposé complet de la genèse du problème. Je te dirai simplement que l'année précédente, en 1963, lors de la Neuvième Conférence, les Soviétiques avaient voulu faire plébisciter l'accord tripartite sur l'interdiction

partielle des essais nucléaires. N'étant pas parvenus à leur fin, ils avaient fait en sorte que des éléments de droite du GEN-SUIKYO suscitent, en 1964, en marge de cette organisation, une conférence séparée dont le but principal était l'approbation dudit accord. La délégation soviétique à la Dixième Conférence, accompagnée de quelques délégations fantoches, avait exprimé l'intention d'assister aux deux conférences. Il est évident que les dirigeants du GENSUIKYO, ainsi que la presque totalité de leurs invités, ne pouvaient admettre un tel comportement. Après de longs et orageux débats, la délégation soviétique, suivie de ses fantoches fut contrainte de se retirer de la conférence à la suite d'une motion condamnant toute participation à la conférence séparatiste des droitiers.

Non seulement le représentant cubain avait voté toutes les résolutions condamnant les scissionnistes, mais encore il avait joué un rôle particulièrement actif en tant que président élu à la conférence. L'ambassade cubaine à Tokyo avait organisé une réception intime pour tous les délégués latino-américains, sauf un seul : celui qui avait pris fait et cause pour les scissionnistes. Remarque que, pour couronner le tout, la majorité des délégués latino-américains résidaient à Cuba et étaient arrivés directement de La Havane.

Les choses allaient trop bien. Peu avant la fin de la conférence, le pasteur cubain était rappelé d'urgence à La Havane, tandis que le délégué équatorien faisait défection. Évidemment, je n'ai jamais su ce qui s'était passé au juste, mais il n'est pas difficile de le deviner. Bien d'autres, avant notre pasteur, et après lui, se sont trompés sur ce qui se passait à Cuba en «haut lieu», sur les intentions véritables des dirigeants soviétiques, sur leur aptitude à exercer des pressions et sur la capacité des uns et des autres d'y résister. Che Guevara lui-même, de passage à Pékin, au début de

1965, ne déclarait-il pas que Cuba n'assisterait pas à la conférence des partis communistes qui devait se réunir le 1er mars à Moscou, pour la simple raison qu'elle n'aurait pas lieu. L'as-tu su?

Il s'avérait donc certain que Fidel Castro était embarrassé et résistait de moins en moins aux pressions soviétiques. Déjà, en décembre 1963, on demandait au bureau de l'agence «Chine Nouvelle» de La Havane de réduire drastiquement la circulation de son bulletin quotidien de nouvelles et de ne le distribuer qu'aux organismes d'Etat. Nous n'avons pas eu vent qu'une requête du même ordre ait été adressée à l'agence «Tass», puisque ses volumineux bulletins continuaient à inonder mon centre de travail à Cuba. Or, c'était l'époque où la polémique faisait rage et où, conformément aux consignes de «neutralité» venues d'en haut, seuls quelques initiés pouvaient prendre connaissance des thèses des uns et des autres par la lecture conjugée de «Tass» et de «Chine Nouvelle»...

Quelques jours avant mon départ pour la Chine, j'ai eu une entrevue avec le directeur de l'agence de presse cubaine «Prensa Latina», José Felipe Carneado. Il m'apprit que le bureau de «Prensa Latina» à Prague, plaque tournante de l'agence pour toute l'Europe utilisait un matériel mis à sa disposition par «Chine Nouvelle». Il m'affirma que son institution était l'obligée des Chinois, et que le moins qu'il pouvait faire, en signe de réciprocité, était d'ouvrir un bureau à Pékin. En moi-même, je pensai à deux choses : d'une part, l'ouverture d'un bureau de «Prensa Latina» à Pékin fera pendant à celui de Moscou ; d'autre part, les dépêches envoyées de Pékin par les journalistes cubains seront publiées à La Havane. En effet, les journaux cubains reproduisaient très rarement les nouvelles transmises par «Chine Nouvelle», soi-disant parce qu'elles manquaient d'intérêt et

étaient rédigées dans un style indigeste. Comme tu le sais, peut-être, l'ouverture du bureau de «Prensa Latina» à Pékin se fait encore attendre.

Quand Fidel Castro accusa les Chinois, en 1966, d'avoir fait distribuer du matériel de propagande aux membres des Forces Armées Cubaines, je crois que son accusation était justifiée. Il n'est pas impensable, en effet, que les Chinois aient voulu acculer les dirigeants cubains, non pas à se définir — ils l'avaient déjà suffisamment fait — mais à cesser de proclamer une neutralité fictive. Par le peu que j'en sais moi-même, je crois pouvoir te dire que le contentieux politique sino-cubain était fort lourd depuis longtemps déjà. Par exemple, au printemps de 1965, Raoul Castro, second personnage du parti et du gouvernement cubains, déclarait dans un discours que l'impérialisme américain n'était pas du tout un tigre en papier.

C'était une réfutation évidente de la thèse de Mao. Il est vrai que quelques jours plus tard Fidel tâchait, dans un autre discours, de nuancer, quoique sans conviction, ce jugement. En une autre occasion, le leader cubain dira combien il regrette que son pays n'ait pas de frontières communes avec le Vietnam, car, s'il en était ainsi, il y aurait belle lurette que l'armée cubaine serait en train de combattre sur le territoire vietnamien. Or, personne n'ignore que la Chine est la seule puissance du camp socialiste à avoir une frontière commune avec le Vietnam, et que les révisionnistes allaient répétant partout que l'appui des Chinois à la cause vietnamienne était purement platonique.

A ce propos, je te ferai remarquer que les Chinois n'ont jusqu'à présent jamais utilisé l'aide qu'ils fournissent au Vietnam comme thème de propagande en la révélant à l'opinion mondiale ainsi que le font les Soviétiques. Tu me diras ce que tu voudras, mais

c'est là une tout autre conception de la solidarité socialiste. A l'occasion de deux conférences qui se tinrent à Hanoï, l'une en décembre 1964, l'autre en juillet 1965, les délégués de l'Europe de l'Est ont longuement mis l'accent sur l'aide matérielle qu'ils apportaient aux Vietnamiens. Ce n'est que par la voix de ces derniers qu'on apprit le quantum et la nature de l'aide chinoise qui était de beaucoup plus importante.

En une autre occasion encore, en 1965, Fidel s'empressa de prendre le contre-pied d'une opinion émise par Tchen Yi, sans avoir pris le temps d'en approfondir le sens. Le vice-premier Ministre chinois critiquait le concept de «pays sous-développé» ou «en voie de développement». A son avis, les pays dits sous-développés ne le sont pas en réalité, car c'est chez eux que sont réunies les meilleures conditions politiques pour la révolution. Fidel lui répliquait qu'on ne devait pas avoir honte du sous-développement, étant donné que le responsable en est l'impérialisme. En d'autres termes, le dirigeant chinois se plaçait sur le plan politique : tu sais qu'à Pékin la notion de «Tiers Monde» est remplacée par celle de «zone des tempêtes» ; alors que le dirigeant cubain, lui, préférait s'en tenir au seul aspect économique du concept de sous-développement. Sur le plan social, n'est pas toujours développé qui croit l'être : songe aux difficultés que rencontrent jusqu'à présent les progressistes dans des pays dits avancés, comme la France et l'Italie, pour faire admettre des pratiques aussi saines et banales que la contraception et l'avortement chirurgical.

Ainsi donc, dans tous les domaines, les dirigeants cubains suivaient une ligne prosoviétique et menaient une politique antichinoise alors qu'ils s'obstinaient à proclamer une neutralité de façade. Je ne suis pas en mesure d'apprécier les accusations d'ingérence portées par Fidel Castro contre les Chinois. Une

chose est certaine, cependant : il fallait crever l'abcès.

Novembre 1967.

J'entends déjà tes objections. Pourquoi crever l'abcès cubain alors que les Chinois faisaient et font encore preuve d'une singulière compréhension pour des gouvernements de la «zone des tempêtes» dont la politique consiste à jouer aux «putains» (comme c'est le cas de Nasser), à miser sur tous les tableaux, à prendre l'argent dans tous les camps, à tirer parti des antagonismes entre Pékin, Moscou et Washington ? Parce que la différence fondamentale entre ces gouvernements et celui de La Havane réside en ceci que les premiers ne se réclament pas du marxisme-léninisme. De plus, ils ne se proposent pas — comment le pourraient-ils d'ailleurs ? — de jouer un rôle idéologique prépondérant dans le mouvement communiste et ouvrier international.

Tu te fais l'écho de cette réaction sentimentale que je connais bien et qui consiste à dire : «D'un petit pays comme Cuba, on ne peut exiger plus qu'il n'a fait et continue de faire. Il a même fait plus que ce que l'on était en droit d'attendre de lui.» Crois-moi, je ne pousse pas le tableau au noir. Je ne veux pas montrer que les dirigeants cubains sont pervertis ou hypocrites. J'essaie seulement de comprendre, et de te faire comprendre, à travers quelles circonstances, avec une ligne petite-bourgeoise en politique intérieure, ils en sont venus à se réserver le «goulasch» pour eux-mêmes, tout en se lançant dans une surenchère verbale «révolutionnariste» à l'extérieur. Pourquoi, et sous la pression de quelles dures réalités, ils ont fait volte-face en Amérique latine ?

En effet, après avoir combattu au départ les directions des partis communistes révisionnistes, ils les ont brusquement revêtues

d'un manteau révolutionnaire qu'ils s'acharnent maintenant à leur ôter.

Beaucoup oublient dans le monde que la révolution cubaine à ses débuts n'a pas suscité une méfiance généralisée en Amérique latine. Il faut savoir, au contraire, que des patriotes sincères, des bourgeois libéraux ou anti-impérialistes, étaient, sur un continent, où les Etats-Unis maintenaient leurs forces répressives, sensibles au fait que Washington tirait à boulets rouges sur la libération de Cuba dès les premiers jours de 1959.

Ils notaient le tollé provoqué dans la presse nord-américaine par le jugement des criminels de guerre de la dictature de Batista. Ils enregistraient, chez les Yankees, l'impopularité de mesures aussi timides que la diminution du prix des loyers et du téléphone, l'intégration raciale dans les centres de loisirs, la fermeture des maisons de jeux et de la plupart des bordels... Rappelle-toi l'hystérie anticastro avec laquelle fut accueillie aux Etats-Unis la première réforme agraire du 17 mai 1959 : songe ! Toucher à la propriété des grandes compagnies américaines et des latifundiaires créoles et ne leur laisser que 400 hectares de terres ! Ces mesures et bien d'autres n'étaient pas de nature à effaroucher les bourgeoisies nationales dans les pays d'Amérique latine où elles constituent une force politique plus ou moins indépendante.

Si, à la conférence latino-américaine de Costa Rica, en 1960, le ministre des Affaires étrangères de Bétancourt, Luis Arcaya, a préféré démissionner plutôt que de voter contre Cuba, c'est que dans son pays le soutien à la révolution cubaine n'était pas le seul fait de la gauche. Donc, jusqu'en 1960, la révolution cubaine a bénéficié d'un très large appui en Amérique latine, ce qui était d'une importance primordiale pour les dirigeants de La Havane.

Les choses changèrent lorsque, en raison de la logique interne à la révolution et des menaces qui s'exerçaient contre elle, les dirigeants cubains durent aller de l'avant et approfondir de plus en plus leur choix politique.

La «bourgeoisie nationale» cubaine ne pouvait, en aucune manière, assurer la marche de l'économie du pays ni constituer une force d'appoint susceptible de contrecarrer les entreprises de la bourgeoisie compradore et de son soutien extérieur. Dès le triomphe de la révolution, la petite bourgeoisie cubaine, relativement importante pour un pays sous-développé, était montée en foule dans le train de la victoire. Elle eût fait de même, d'ailleurs, avec la contre-révolution si celle-ci eût triomphé ultérieurement. La révolution, âprement défendue par ses promoteurs, particulièrement le prolétariat rural, était traquée par ses ennemis de classe, guettée par ses adversaires potentiels! (notamment l'aristocratie ouvrière) et devait vite, pour se maintenir, franchir un point de non-retour. Sur qui pouvait-elle compter ?

L'équipe dirigeante qui avait conscience des impératifs de l'heure, qui personnifiait les aspirations des couches les plus exploitées de la population et qui avait la confiance absolue des masses populaires, se réduisait à un trio. Autour de lui s'étaient agglutinés, beaucoup plus par attachement personnel que par conviction politique, la grande majorité des compagnons d'armes de l'époque insurrectionnelle. Tandis que les trahisons se multipliaient au sein du «Mouvement du 26 juillet» — organisation à prédominance nettement petite bourgeoise — les seuls cadres qui se révélaient fermes, loyaux et efficaces étaient ceux du Parti Socialiste Populaire. La substitution au pouvoir des membres du «26 juillet» par ceux du P.S.P. s'était effectuée à un rythme si rapide qu'au printemps de 1960 Carlos Rafaël

Rodriguez pouvait déjà me dire : «Cuba ne cache plus son jeu vis-à-vis de l'impérialisme américain.» Pourtant, peu de temps auparavant, sur un immense calicot affiché par le «26 juillet» à Guantanamo, je lisais ceci : «Ni capitalisme, ni communisme — Humanisme»... De nombreux cadres ne comprirent pas encore ce qui se passait, même après que Fidel eût proclamé, le 16 avril 1961, la veille de l'invasion de la baie des Cochons, le caractère socialiste de la révolution.

C'est précisément à l'occasion de cette équipée contre-révolutionnaire qu'on se rendit compte du changement. En effet, c'est l'organisation mise sur pied par Anibal Escalante, secrétaire à l'organisation du P.S.P., qui paralysa à temps les contre-révolutionnaires de l'intérieur et les empêcha d'appuyer les envahisseurs par des sabotages et des soulèvements. Il avait systématiquement racolé tous les anciens membres expulsés ou démissionnaires du P.S.P., alors qu'officiellement (même avant de se fondre dans les Organisations Révolutionnaires Intégrées) le Parti n'acceptait aucune adhésion nouvelle. Moins d'un an après Playa Giron, Fidel dénonçait le sectarisme d'Escalante, cependant qu'étaient limogés, avec lui, les hommes qu'il avait placés à des postes-clés, comme pour un éventuel coup d'Etat.

Dans ces circonstances, il devenait urgent de former des cadres nouveaux pour soutenir la révolution : c'était même le problème numéro 1 de l'équipe dirigeante. D'où la création de nombreuses écoles d'instruction révolutionnaire, et surtout, l'envoi massif de jeunes qui devaient poursuivre leurs études dans les pays socialistes. En Chine, je n'ai vu qu'une vingtaine de ces étudiants cubains. C'est dire qu'ils se rendaient presque tous dans les pays socialistes d'Europe, particulièrement en Union soviétique. Etait-ce la bonne solution ? J'en doute, car pourquoi remplacer par des gens formés à Moscou d'autres, dont c'était justement la tare ?

En Haïti, on dirait que c'est se laver les mains pour les essuyer par terre. Il ne s'agissait donc pas d'un changement de politique, mais simplement d'un changement de personnes. C'était là une option lourde de conséquences, car il est certain, à mon avis, que les militants chinois, qui avaient élevé au niveau de la théorie l'expérience pratique vécue par les révolutionnaires cubains vis-à-vis des P.C. révisionnistes, auraient pu former une tout autre catégorie de cadres.

C'était là ce qui se passait à Cuba, et que tu sais aussi bien que moi. Je ne ferai aussi que te rappeler où en étaient les choses, pendant ce temps, dans notre hémisphère. Le trait essentiel de la situation était que l'image de Cuba comme force motrice de la révolution n'avait pas changé en Amérique latine. Cela jusqu'en 1963-64. On assistait à ce paradoxe : tout en s'appuyant sur les révisionnistes, anciens et nouveaux, de l'intérieur, La Havane tenait ses promesses à l'extérieur. Au fur et à mesure que la révolution se radicalisait à Cuba, la démarcation se faisait aussi de plus en plus nette entre révolutionnaires authentiques et réactionnaires déclarés ou camouflés du continent. Pendant que les dirigeants cubains faisaient leur étrange compromis à l'intérieur, ils déclaraient la guerre ouverte à toute la réaction latino-américaine de l'extrême droite jusqu'aux pseudo-communistes en passant par les réformistes, les libéraux et les démocrates-chrétiens.

Ils déniaient d'emblée, par des actes concrets, le droit aux pseudo-communistes latino-américains de passer pour les dirigeants de la lutte de libération nationale. Ils savaient que tous ces soi-disant Partis Communistes étaient encore plus sclérosés, moins influents, plus fossilisés, moins combattifs, plus corrompus, moins bien organisés, et encore plus intégrés au système

bourgeois, que leur homologue cubain avant la révolution, — ce qui n'est pas peu dire. Le hiatus était frappant entre l'orientation idéologique à l'intérieur de Cuba et à l'extérieur.

Ainsi, à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers de 1960, Anibal Escalante, fidèle à ses maîtres soviétiques, prêchera en faveur de la transition pacifique vers le socialisme, et ira même jusqu'à présenter Cuba comme un exemple typique du triomphe de cette ligne. Entre-temps, les hommes de la Sierra, eux, ne cesseront de proclamer leur foi dans la lutte et accorderont une aide illimitée à tous les éléments qui, en dehors des P.C. officiels, voulaient déclencher cette lutte armée. Le succès le plus notable de cette politique a été enregistré précisément dans ton pays, au Venezuela, où le P.C. officiel s'est vu obligé, dès 1960, de descendre dans la rue à l'instigation des fidélistes, la plupart étudiants et membres dissidents des formations politiques traditionnelles.

C'est le succès d'une telle politique qui a porté des dirigeants des organisations bourgeoises ou petites-bourgeoises vénézuéliennes, comme Fabricio Ojeda, à épouser la cause populaire, tandis que d'autres rompaient avec l'Action Démocratique, créaient le M.I.R., et adoptaient l'idéologie du prolétariat. Les directions bureaucratiques des P.C étaient tellement discréditées que ceux qui, comme toi et moi, sont arrivés au marxisme-léninisme par le biais de la révolution cubaine, allaient même jusqu'à nier la nécessité de l'existence ou de la création du parti d'avant-garde avant le déclenchement de l'action. Nous n'oublions pas qu'entraînés dans le sillage de ces partis nous avons tous cru dans cette partie du monde, avant 1959, au «fatalisme géographique». Thèse d'après laquelle l'Amérique latine devait nécessairement graviter dans l'orbite américaine : par conséquent, pas de révolution dans nos pays

tant qu'elle n'aurait pas triomphé aux Etats-Unis !

Quand, après 1959, nous avons vu nos chers P.C. colporter en sous-main la «thèse» de l'exceptionnalisme de la révolution cubaine, cela nous a renforcés dans notre conviction que les P.C. en général n'étaient que des cénacles de théoriciens fumeux, tout justes bons à être associés au pouvoir après sa prise, les armes à la main, par les révolutionnaires. Car, la «thèse» de l'exceptionnalisme n'est qu'une variante du fatalisme géographique. Elle aussi tend à prouver que l'Amérique latine ne peut évoluer que dans l'orbite des Etats-Unis, Cuba étant «l'exception qui confirme la règle». Bon nombre de camarades jetaient l'anathème contre les P.C.

Nous considérons qu'y appartenir c'était s'enfoncer dans une voie de garage. A nos yeux, c'était une planque commode ; c'était se donner un alibi derrière un paravent révolutionnaire pour ne pas faire la révolution ; s'adonner au tourisme révolutionnaire en faisant la navette d'un pays socialiste à un autre ; se tourner les pouces dans d'interminables et innombrables congrès et conférences. Quand Ben Bella a dissous le P.C. algérien, nous l'avons applaudi, tout en regrettant qu'il n'ait pas adopté la solution cubaine. Quand un représentant du P.C. péruvien est venu à la Maison des Amériques à La Havane nous expliquer l'attitude d'expectative de son groupement vis-à-vis du mouvement armé d'Hugo Blanco, nous avons failli l'écharper. En cela, nous avons l'appui total de tout le secteur non p-c-piste du parti cubain.

Ce sont les documents publiés par les chinois au cours de la polémique avec le P.C.U.S. qui sont venus éclairer notre lanterne et nous montrer la voie à suivre. La compréhension de ce qui se passait exactement dans le mouvement communiste à l'échelle

mondiale est le résultat suivant : les révolutionnaires latino-américains devenaient à la fois «fidélistes» et «prochinois» en 1963-64. Alors que les Soviétiques payaient la note à Cuba et y dictaient de plus en plus leurs volontés. Comme tu le sais, cette alliance tacite ne devait pas durer.

Novembre 1967.

Comme je te le disais hier, Fidel Castro ne put, après 1963, rester dans l'ambiguïté. Brusquement, on le vit faire un virage à 180 degrés et organiser à La Havane, en 1964, le fameux congrès des partis communistes d'Amérique latine : ce qui signifiait la revalorisation brutale des révisionnistes du continent. On voit alors la conjonction entre fidélistes et prochinois disparaître peu à peu en Amérique latine, et les révolutionnaires conséquents tourner de plus en plus les yeux vers Pékin. La pression sur les révisionnistes se relâche, et ils en profitent pour abandonner la lutte révolutionnaire qu'ils menaient encore, à contrecœur, dans quelques pays.

Le F.R.A.P. chilien (alliance des communistes et des socialistes) se lance à corps perdu dans la lutte électorale et reçoit l'aval de Cuba. Son programme de gouvernement n'est pourtant pas plus radical que celui de la démocratie chrétienne. Alors que ses adversaires l'attaquent pour l'appui qu'il donne à la révolution cubaine, il se laisse inhiber par cette propagande, perd tout son mordant et s'excuse presque de sa position procubaine.

Si bien qu'à la veille des élections, le gouvernement sortant rompt sans difficulté les relations diplomatiques avec Cuba : aucune réaction de la prétendue gauche, l'enjeu électoral étant plus important pour elle que la révolution cubaine. Le P.C. vénézuélien prend prétexte du revers subi en décembre 1963

pour faire obstacle au développement de la lutte armée. Les mauvaises langues disent que la découverte, alors, de la cargaison d'armes envoyée par Cuba aux guérilleros vénézuéliens n'était pas tout à fait due au hasard. (Quand on connaît la crainte des Soviétiques sur l'éventualité d'un second Cuba en Amérique latine, quand on sait à quel point leurs partisans à Cuba et au Venezuela leur sont inconditionnellement attachés, quand on a vu le coup de barre donné depuis lors à la révolution cubaine, on ne peut pas s'empresser de crier à la calomnie... Voici que dans *Le Monde* du 28 juin 1967, Claude Julien nous apprend que l'ambassadeur soviétique à Cuba, Koudriatsev, était impliqué dans le complot d'Anibal Escalante : cela donne une idée des instruments dont Moscou dispose dans ce pays.)

Quand, rétrospectivement, je reviens avec toi sur le tournant de 1964 qu'accompagné un accroissement de l'aide soviétique à Cuba, je ne crois pas me trouver tout à fait en présence d'une palinodie, mais d'une manœuvre bien préparée à l'avance. On notera, en effet, que si les dirigeants cubains ont compté uniquement sur eux-mêmes pour conquérir leur libération, ils s'en sont bien vite remis au camp socialiste pour consolider la victoire. En 1958, Cuba était déjà parmi les pays d'Amérique latine les moins sous-développés, moins, par exemple, que le Mexique : ce qui lui a valu d'avoir pour soutien cette arme à double tranchant qu'est une petite-bourgeoise relativement considérable. Cette couche sociale ayant pris une part active à la libération, l'un des premiers soucis des dirigeants a été de la faire bénéficier d'avantages immédiats. De là, le lancement, par exemple, d'un vaste et ambitieux programme de construction de logements qui a englouti pas mal de ressources en 1959-60. Depuis lors, il y eut un redressement sur ce point mais assortir, pour la petite-bourgeoisie, de larges compensations, peut-être,

par ailleurs, plus intéressantes.

En somme, Cuba s'est endettée dangereusement jusqu'à la moelle vis-à-vis de l'Union soviétique pour que le niveau de vie de sa petite bourgeoisie ne baisse pas. Cette catégorie a même vu sa place s'accroître, ses privilèges augmenter car, elle a purement et simplement remplacé la bourgeoisie. Ce sont les fonctionnaires et employés à hauts salaires qui remplissent restaurants chers, cafés et boîtes de nuit : les restrictions, les rigueurs du rationnement des vivres ne les atteignent pas. Ce sont eux qui trouvent le moyen de voyager à l'étranger et de rapporter en grandes quantités les produits manufacturés qui manquent dans le pays. Le Premier ministre critique en vain cette pratique.

Les nouveaux privilégiés se procurent en quantités voulues, dans le pays, les produits alimentaires rationnés en les achetant au prix fort au marché noir. Tu sais fort bien que le marché noir, particulièrement pour la viande, fonctionne là-bas au vu et su de tout le monde. Les services intéressés avaient commencé à donner la chasse aux trafiquants. On a mis fin à ses poursuites sur l'intervention personnelle de Fidel Castro qui a déclaré que le marché noir étant la conséquence de la pénurie en produits alimentaires, la solution ne consistait pas à le réprimer, mais à augmenter la production afin de le rendre impraticable.

Il en est de même pour l'inflation. Le peso cubain, bien que coté au pair avec le dollar américain, reste très en-dessous de sa valeur nominale. Et là encore, le seul remède proposé est l'augmentation de la production. Comme on ne saurait du jour au lendemain équilibrer l'offre et la demande pour éliminer la spéculation et l'inflation, ce sont les gros revenus qui bénéficient de la situation. Voilà des années que cela dure; et contrairement

à ce qui se passe en Chine, l'éventail des salaires demeure très ouvert.

Dans le discours qu'il a prononcé en août 1966 à l'occasion du douzième congrès de la Confédération des Travailleurs Cubains, Fidel nous a livré la clef de sa politique en abordant le problème des stimulants matériels et des stimulants moraux. Selon lui, en régime socialiste, la question n'est pas de savoir comment il faut stimuler le travailleur pour qu'il fournisse un effort sans cesse accru, mais plutôt d'alléger l'effort qu'il doit fournir. Autrement dit, il faut mécaniser à bref délai les travaux les plus durs, particulièrement dans l'agriculture. Cette conception nous paraît révélatrice, dans la mesure où elle réduit implicitement le socialisme, sur le plan intérieur, à une simple méthode de gestion économique. Elle nie le rôle essentiel de l'idéologie pour la formation de l'homme nouveau. Elle met l'accent, uniquement, sur le bien-être et l'élévation du niveau de vie individuel.

Elle reconnaît, sans oser le dire, que le socialisme n'est valable que pour les nations économiquement et culturellement sous-développées ; alors que pour les Chinois, la période de construction du socialisme, tout en permettant au peuple de consolider son indépendance nationale par ses propres forces, lui donne aussi l'occasion de s'éduquer et de se sacrifier par l'élimination d'un certain nombre de tares comme la cupidité, le goût du luxe, l'égoïsme, et surtout l'aliénation de l'homme vis-à-vis des biens qu'il a lui-même créés.

Je conclus : à partir de 1964-65, un clivage assez nettement marqué se dessinait entre les dirigeants cubains, anxieux avant tout d'assurer leur stabilité politique et économique en donnant des gages à l'U.R.S.S., et les révolutionnaires latino-américains qui se tournaient résolument vers le marxisme-léninisme. La

menace d'un Cuba isolé, relié uniquement par un cordon ombilical à Moscou, se précisait de jour en jour. Si encore on avait reçu de La Havane une nourriture théorique consistante ! Mais, quand en plus de cette pénurie, on mit une sourdine aux appels à l'action immédiate, alors, veux-tu me dire ce qui restait ?

Novembre 1967.

Ne va pas te méprendre sur la signification de mes propos. Peut-être es-tu, après tout, de ces intellectuels marxisants qui croient que j'irai reprocher aux dirigeants cubains de ne pas implanter une dictature du prolétariat de «type stalinien»; de ne pas recourir à la «camisole de force», comme dit Marcel Niedergang. Déjà, aux marxistes-léninistes qui émettaient l'idée que le manque de formation de l'avant-garde révolutionnaire à Cuba venait de la brièveté relative de la lutte armée, Fidel répliquait d'une manière sentimentale : «Vous voudriez donc que le sang eût coulé davantage !»

Non, je ne fais grief à personne de faire du socialisme au rythme de la «pachanga» : je ne vois pas pourquoi le peuple cubain devrait se débarrasser, comme d'une vieille défroque, de son exubérance, de son enthousiasme et de sa joie de vivre dès l'instant qu'il s'intègre au camp socialiste. (N'empêche qu'il n'y aurait pas antinomie entre l'esprit de la «pachanga» et, par exemple, une plus forte augmentation du prix des boissons alcoolisées.) Mais là n'est pas la question. Il s'agit de savoir si l'on est obligé de choisir nécessairement entre le révisionnisme pur et simple et le recours aux méthodes brutales de répression policière contre les masses. Je prétends que non, qu'une autre voie existe, et que les dirigeants cubains n'ont qu'à jeter un coup d'œil sur ce qui se passe en Chine pour l'apercevoir. Ils

pourraient même se contenter de lire avec fruit «De la juste solution des contradictions au sein du peuple» de Mao Tsé-toung.

En fait, cette voie, personne ne l'ignore. Fidel Castro a déclaré : «Notre peuple n'est pas fanatique.» En d'autres circonstances, cependant, il signalait que «tous les peuples sont radicaux». Pourquoi maintenant aider le peuple à se radicaliser devient-il du fanatisme ? Ici encore, c'est un choix délibéré que fait Fidel. Face à l'alternative : donner des satisfactions matérielles (même au prix d'un endettement du pays et d'une hypothèque de son indépendance) ou faire un travail d'éducation dans le peuple, remodeler sa mentalité, le leader suprême adopte la solution de facilité. Celle aussi qui convient le mieux aux conditions politiques prédominantes à l'heure actuelle à Cuba où le parti n'arrive pas à prendre vraiment en main la direction du pays. Car, le grand drame de la révolution cubaine se résume à ceci : en fait, le parti communiste n'existe pas. Il est étouffé par la personnalité écrasante de son premier secrétaire.

L'absence d'un véritable Parti Communiste comprenant un grand nombre de cadres intermédiaires et des militants de base éprouvés, hautement formés, combatifs, et prêts au sacrifice, rend impossible toute mobilisation idéologique. A Cuba, pas de travail idéologique de masse sur aucune question fondamentale. Je prendrai l'exemple de la question raciale pour te le montrer.

Sur ce problème tabou, le mot d'ordre semble être le silence. On se contente de dire que la discrimination raciale étant un legs de l'impérialisme, elle a disparu avec l'élimination de l'influence impérialiste. Peu importe que les gens continuent à vivre une tout autre expérience chaque jour. Peu importe que la discrimination raciale ne soit pas due à la seule influence de

l'impérialisme et qu'elle soit aussi le produit de toute société à classes d'exploiteurs et d'exploités. Peu importe que le préjugé racial, comme toute notion idéologique, bénéficie d'une large autonomie lui permettant de survivre aux conditions matérielles qui l'ont engendrée. En tant qu'haïtien, je suis bien placé pour le savoir puisque la «question de couleur» léguée à mon pays par le régime colonial domine encore l'équation politique et sociale 164 ans après l'indépendance !

Même quand les états de fait disparaissent complètement (ce qui n'est pas toujours le cas), même quand l'organisation économique de la société se trouve radicalement bouleversée sans retour en arrière possible, la mentalité, elle, met du temps à s'adapter aux conditions nouvelles. De là, la nécessité, ressentie par les révolutionnaires chinois, d'une pression constante et délibérée pour éduquer cette mentalité. La survivance ; de la question raciale à Cuba est, selon moi, le signe d'un manque de critique révolutionnaire des concepts légués par l'ancien état de choses : c'est pourquoi je m'en voudrais de ne pas insister là-dessus.

La pensée de José Martí ayant été reprise en bloc par la révolution, il faut croire que la direction approuve sans réserve sa devise : «Plus que blanc, plus que mulâtre, plus que noir ; cubain !» N'en déplaît aux camarades cubains qui considèrent que l'humanité n'a produit que trois grands génies : Jésus-Christ, José Martí et Fidel Castro, la citoyenneté cubaine n'est pas au-dessus des classes ni au-dessus de la lutte des classes et des réalités de la vie quotidienne que celle-ci engendre. Au risque de paraître sacrilège, je te dirai aussi que je n'ai rien trouvé de plus injurieux pour le noir que cette phrase de José Martí : «Notre frère cadet ? Mais, nous le porterons sur nos épaules !» On ne peut pas trouver une forme plus achevée de discrimination que

cette condescendance, cet air protecteur à l'égard des noirs. Toute la question raciale cubaine est dans cette formule.

Disons tout de suite qu'à Cuba, la discrimination raciale n'a jamais pris la forme aiguë qu'elle revêt aux Etats-Unis; cela, même au plus fort de la «guerrita de Mayo», en 1912, au cours de laquelle les gens à la peau noire furent pourchassés à coups de fusil. On trouve là-bas toujours de bonnes âmes pour dire gentiment au noir :

— Voyons, mon ami, je ne peux pas avoir de préjugé contre les gens de couleur, car, bien que je sois blanc, ma grand-mère était noire...

Ou encore:

— Je suis blanche, mais mon frère, de mêmes père et mère que moi, est aussi foncé que toi.

Évidemment, ces propos sont parfaitement hypocrites. Au fond, ils ne traduisent pas contrairement à ce que tu pourrais croire, une' absence de préjugés raciaux de leur auteur. C'est simplement une façon de s'attirer les bonnes grâces d'un noir qu'on veut tondre. Cela fait quand même une notable différence de comportement et de procédé par rapport aux Etats-Unis où l'on tond copieusement le noir sans cesser de le traiter carrément comme un chien. En fait, si nos «blancs tropicaux» de Cuba recourent à la ruse au lieu d'en appeler aux méthodes brutales, ce n'est pas parce qu'ils seraient latins, qu'ils seraient plus «humains» et seraient animés de meilleurs sentiments.

Les formes de discrimination raciale varient suivant les circonstances locales, les conditions historiques, démographiques, économiques, politiques, etc. A Cuba, par exemple en dépit des falsifications des statistiques officielles, tout le monde sait que l'écrasante majorité de la population est

d'origine ou d'ascendance noire. Suivant une dépêche de l'AFP en date du 29 janvier 1966, Fidel Castro lui-même déclarait que «du sang africain coule dans les veines de la moitié de la population cubaine». Il est vrai que le Premier ministre n'a fait cette déclaration que pour poser la candidature de Cuba à l'Organisation de l'Unité Africaine !

De même qu'il n'a pensé à se faire accompagner, en septembre 1960, à l'O.N.U., par le commandant Juan Almeida (noir) que lorsqu'il lui a fallu aller se loger dans un hôtel de Harlem ! Là ne s'arrêtent pas les procédés démagogiques de Fidel : au début de la révolution, son gouvernement s'arrangeait pour envoyer le plus possible de diplomates noirs dans les pays d'Afrique. A l'heure actuelle, on rapporte que la plupart des techniciens et instructeurs cubains se trouvant au Congo-Brazzaville se trouvent être des noirs, comme par hasard ! Mais, il est aussi difficile de trouver un noir dans les hautes sphères de l'administration qu'une aiguille dans une meule de foin ! (En disant cela, je ne plaide pas non plus en faveur de la politique d'échantillonnage pratiquée dans le passé par les gouvernements réactionnaires et dont rêvent encore certains petits-bourgeois noirs.) Or, de l'avis de W.E.B. Dubois, entre autres, il y a 79 pour cent de Cubains d'origine africaine.

La question de couleur est, à Cuba, une bombe à retardement que la classe dominante blanche manie avec précaution et maestria. C'est ainsi que les prises de position de Maceo, le véritable précurseur de l'indépendance cubaine, sur la question sont passées sous silence et ignorées des générations actuelles. C'est ainsi qu'un épais écran de fumée entoure nombre de questions concernant les guerres de l'indépendance, telles que la participation majoritaire des noirs à ces guerres et la mort mystérieuse de Maceo. C'est ainsi que maintenant parler

seulement de ces questions est considéré comme un acte contre-révolutionnaire tendant à diviser les masses.

Mais, la plus grande victoire de la classe dominante a été remportée sur le plan culturel. A Cuba, en effet, on n'a pas l'impression, comme en Haïti et dans d'autres pays à pluralité ethnique, qu'on se trouve en présence de deux communautés distinctes. Les valeurs culturelles des deux races se sont si intimement amalgamées, confondues et intégrées qu'elles finissent par former un tout qu'artistes et intellectuels chantent sous le vocable de «cubanidad».

Cette cubanité se manifeste dans tous les domaines de la superstructure : la musique, le vodou (très émasculé), les normes vestimentaires et culinaires, le langage, les concepts de beauté plastique féminine, les mœurs, etc. Alors qu'en Haïti, par exemple, les incidences ethniques de la lutte des classes sont partout présentes et ne perdent rien de leur vigueur. L'entité cubaine est une réalité beaucoup plus forte que dans certains pays de la vieille Europe où le processus de formation de la nation suit son cours depuis des siècles. Si cet état de choses ne se limite qu'à la superstructure, c'est donc qu'il y a un effort délibéré de la classe dominante (blanche) pour éviter tout partage du pouvoir économique et politique.

Comment de tels phénomènes peuvent-ils se produire dans un pays où l'on est censé avoir socialisé les moyens de production ? C'est le drame d'une révolution qui s'est arrêtée à mi-chemin, qui ne poursuit pas la lutte des classes en toute clarté, jusqu'à ses ultimes conséquences, une révolution qui se signale par une singulière absence de travail idéologique valable.

Si nous prenons un instant au sérieux les statistiques officielles

cubaines, nous aurons le tableau suivant. A l'époque coloniale, notamment entre 1805 et 1826, la population noire dépassait à Cuba la population blanche, grâce à l'importation clandestine de 150.000 Africains. Jusque dans la seconde moitié du siècle dernier, les colons espagnols avaient de bonnes raisons de craindre que l'on n'aboutisse ainsi à la création d'une république noire. Pourtant, depuis la fin du siècle dernier, le pourcentage «officiel» des noirs n'a cessé de diminuer. Ils sont passés de 33,1 % de la population totale, en 1899, à 27,2 % en 1953. Le nombre des blancs qui était, en 1899, de 1.052.397 est passé, en 1907, à 1.428.176 et, en 1919, à 2.088.407, tandis que dans le même temps la population noire passait de 520.400 à 620.804, puis à 800.957. Donc, de 1899 à 1907, la population blanche augmentait de 375.779 personnes et la population noire de 100.404 seulement. De 1907 à 1919, l'augmentation fut de 660.231 blancs pour 220.557 noirs.

Tu te demandes sans doute pourquoi je te cite ces chiffres. Pour t'amener à cette remarque : compte tenu du fait que les classes déshéritées, en grande majorité noires, sont plus prolifiques que les autres, l'apport de l'immigration blanche ne suffit pas à expliquer l'énorme différence de croissance entre les éléments ethniques de la nation cubaine. Note bien que durant les périodes considérées, Cuba accueillit d'importants contingents haïtiens et jamaïcains, tous noirs. Donc, seule explication possible : un phénomène d'assimilation.

Selon des calculs OFFICIELS très conservateurs, on estime que 25 % des noirs cubains ont réussi à franchir, comme on dit aux Etats-Unis, la frontière de la couleur, et que l'élément d'origine noire ne représenterait pas moins de 52% de la population du pays. Mais, contrairement à ce que l'on constate aux Etats-Unis, le fait d'être d'ascendance noire n'a ici aucune importance, dès

l'instant qu'on a la peau blanche. Aux Etats-Unis, il y a des racistes qui se spécialisent dans le dépistage des faux blancs. Ici, ce problème n'existe pas et n'a jamais existé : ton épiderme blanc est ton talisman. Comme tu le vois, il ne s'agit donc pas à Cuba d'une question de «pureté raciale» mais de couleur de peau.

Ce phénomène d'assimilation qui n'a rien de particulier à Cuba et aux Etats-Unis, m'amuse. Lorsque le comte de Gobineau écrivait que dans tout le Brésil il n'avait pu rencontrer qu'un seul blanc, l'empereur lui-même, je suis porté à le croire. De même que je fais crédit à Daniel Guérin quand il révèle qu'à Porto Rico, les statistiques oscillent entre 25 % et 33 % de noirs, selon les uns, et entre 33 % et 50 % selon les autres. Car, il a fallu respecter la susceptibilité de familles noires influentes qui se sont fait classer parmi les blancs. Je ne serais pas étonné qu'un nouveau recensement accusât, à Cuba, un pourcentage OFFICIEL bien moindre que celui des 27,2 % enregistré en 1953. D'autant plus que l'immigration haïtienne et jamaïcaine a pratiquement disparu ces dernières années. A ce rythme, on peut prédire que d'ici à quelques générations, Cuba sera un pays tout à fait mulâtre, — que aucuns appelleront «pays blanc».

Donc, il est possible qu'au bout d'un certain nombre d'années, le problème racial disparaisse de ce pays, par la force des choses. Mais la révolution devrait, pour le temps présent, s'attaquer aux causes sociales et mentales qui empêchent encore une intégration rapide. Ainsi, faute de s'attaquer aux racines idéologiques du Problème, on entretient à tort les revendications de la petite bourgeoisie noire qui veut défendre ses intérêts propres en les faisant passer pour ceux de toute la communauté. De plus, en favorisant le développement d'une nouvelle couche de privilégiés, on crée les conditions d'une discrimination dans le travail. J'en veux pour preuve le fait que les magasins

nationalisés qui cherchent, à certaines périodes de l'année, de la main-d'œuvre intérimaire, précisent qu'ils désirent du personnel de «bonne présentation». Pour les initiés, cela veut dire : des blanches, les noires ne pouvant, en aucun cas, selon la mentalité régnante avoir une «bonne présentation».

Ce qui prouve encore qu'un cloisonnement subsiste c'est la désertion par les blancs des centres de loisirs intégrés : à mon avis, il s'agit là d'un mouvement purement mondain qui ne se produirait pas si un effort avait été fait pour changer, petit à petit, les mœurs et la mentalité, sans omettre la conception de la mondanité elle-même. Ne va pas croire que je demande aux dirigeants de La Havane de faire leur petite révolution culturelle ! Mais, il y a au moins un minimum de travail idéologique qui devrait être entrepris. Car, comment expliques-tu que dans un pays où toutes les entreprises commerciales, grandes et moyennes, ont été nationalisées, on voit s'affirmer encore les principes de la concurrence par le choix de vendeuses ayant une «bonne présentation» (c'est-à-dire : blanches) ?

Je crois qu'à la base du problème racial, il n'y a qu'une question de classe sociale. C'est par réflexe de classe que les nouveaux administrateurs des magasins, nommés par l'Etat, veulent que leurs clients, limités à une certaine catégorie sociale, se trouvent en «bonne compagnie» à travers les rayons. Ainsi, c'est parce qu'il existe une nouvelle couche de privilégiés qui tiennent les noirs à distance respectueuse que la discrimination raciale resurgit avec plus de force. Mais, même si la question ne revêtait pas cette gravité, il serait encore nécessaire de faire un travail d'éducation pour accélérer le processus d'assimilation que nous avons noté.

Quand Fidel, en 1959, aborda la question raciale et rappela à

tous les Cubains blancs que leurs ancêtres espagnols avaient du sang arabe dans les veines, ses paroles reçurent un accueil enthousiaste. Il eût été indiqué de continuer à développer ce thème au lieu de garder un silence complice. Non seulement pour assainir les rapports entre les deux entités ethniques de la population, mais encore pour faciliter l'intégration, désirée par les révolutionnaires cubains, des immigrants haïtiens qui constituent la colonie étrangère la plus importante. Un tel travail serait aussi nécessaire pour l'établissement de bonnes relations, au moment opportun, avec les autres Antilles et pour la précision du rêve d'une Fédération des Caraïbes.

Pourquoi donc Fidel s'est-il arrêté en si bon chemin ? Mais dans combien de bons chemins ne s'est-il pas arrêté ?

Novembre 1967.

Depuis que Jean-Paul Sartre, lors de son séjour à Cuba en 1960, eût déclaré que la révolution cubaine n'avait pas d'idéologie, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. La Havane l'a affichée, cette idéologie, dans les faits, avant de la proclamer par le verbe.

Fascinés par la méthode qui leur a donné de si bons résultats et qui consiste à procéder de façon empirique avant d'en appeler à la théorie, les dirigeants cubains veulent maintenant codifier leur «originalité». On se demandait où Fidel voulait en venir lorsqu'il affirmait, à maintes reprises, que «le révolutionnaire doit penser avec sa propre tête». A cette exhortation, répétée à satiété, est venu s'ajouter, depuis août 1966, le thème de la «voie cubaine du socialisme». Qu'est-ce que cela pouvait bien vouloir dire dans la bouche d'un leader qui, il n'y a pas si longtemps, condamnait toute «troisième voie» entre le socialisme et le capitalisme ?

Quand on fait une récapitulation de ce qui s'est passé, on a l'impression d'avoir assisté à un véritable coup d'état à la petite semaine (on pourrait reprendre l'expression «a plazos», c'est-à-dire «à tempérament» lancée par Fidel lui-même à l'occasion du coup monté par les militaires cariocas pour empêcher l'accession de Goulart au pouvoir au Brésil). Et voilà qu'en janvier 1967, deux documents d'une grande importance nous sont parvenus de La Havane.

Le premier, dont je te recommande la lecture, est un article de Lionel Soto, responsable des Ecoles d'Instruction Révolutionnaire du Parti Communiste Cubain, publié dans le numéro 65 de «Cuba Socialista», sous le titre : «L'important est que nous développons notre voie.»

L'auteur nous révèle que les camarades cubains procèdent à l'élaboration de leurs propres manuels de marxisme-léninisme sans dédaigner «quelques chapitres de certains manuels soviétiques». Ainsi, dit-il entre autres, nous contribuerons *«au développement de la pensée marxiste-léniniste à Cuba sur la base des profondes idées révolutionnaires exposées par le camarade Fidel Castro concernant les différents aspects théoriques et pratiques que se pose à elle-même la société révolutionnaire et, plus particulièrement, en ce qui concerne la construction simultanée du socialisme et du communisme»* (page 59) (Souligné par moi).

Le second document qui m'intéresse tout spécialement, comme il t'a intéressé, est le livre de Régis Debray : «Révolution dans la Révolution ?» Bien que nous nous sentions concernés par tout ce qui se passe dans un pays socialiste, seuls les Cubains sont juges, en dernière analyse, de la marche de leur révolution, ou de la politique de leur gouvernement. Nous n'avons le droit

d'approuver ou de critiquer publiquement les décisions prises dans un pays socialiste quelconque que dans la mesure où elles affectent, d'une manière ou d'une autre, le mouvement révolutionnaire international. C'est ce qui explique l'attitude des camarades chinois vis-à-vis du révisionnisme soviétique.

Aussi, la systématisation de «la voie cubaine du socialisme» ne nous eût pas tellement émus si elle n'avait servi qu'à des fins de consommation interne. Somme toute, ce ne serait pas la première fois que nous entendrions un gouvernement proposer SA voie vers le socialisme; le mot «socialisme» lui-même a été tellement galvaudé ces derniers temps ! Non, ce qui me pousse à parler aujourd'hui c'est l'acharnement des dirigeants cubains à vouloir projeter LEUR ligne sur le plan international et à l'imposer au mouvement révolutionnaire tout entier, particulièrement en Amérique latine.

Quand en janvier de cette année parut «Révolution dans la Révolution ?», on comprit clairement ce qui avait poussé Fidel à attaquer, un an plus tôt, la révolution chinoise en pleine conférence tricontinentale, sous le prétexte d'une affaire de grains de riz... qui, d'ailleurs, se discutait encore à Pékin. «Révolution dans la Révolution ?» ne se propose ni plus ni moins que de contrecarrer l'influence idéologique chinoise et d'imposer la ligne cubaine au mouvement de libération nationale d'Amérique latine. C'est le premier effort de synthèse entrepris par Fidel Castro, sous la dictée de qui Régis Debray a écrit. C'est pourquoi je confondrai leurs noms désormais tout en les comparant au père Ubu.

A la lumière de ce texte révélateur tout est clair : la rogne particulière avec laquelle le Premier ministre cubain a attaqué la Chine et ses dirigeants (n'est-il pas allé jusqu'à s'écrier :

«Qu'importe le nombre de Chinois que leurs dirigeants peuvent tromper», expression non déguisée d'un mépris total pour le peuple chinois ?). La campagne antichinoise systématique auprès des masses cubaines, la véritable cour qu'il fit aux mouvements et dirigeants progressistes et révolutionnaires des pays voisins de Chine : n'a-t-on pas parlé d'un axe La Havane-Hanoï-Pyongyang ? L'obligation dans laquelle il s'est trouvé de se désolidariser, dans une certaine mesure, de la ligne révisionniste en Amérique latine pour ne pas se trouver définitivement isolé ni trop prisonnier de Moscou : c'est sans doute cette dernière «contrainte» que Fidel ne pardonne pas aux révolutionnaires chinois.

L'œuvre de Régis Ubu Castro, tant admirée aujourd'hui et auréolée des souffrances de son auteur, est par trop maladroite. Je te signale d'abord l'étrange omission dans l'édition française de l'introduction écrite pour l'édition espagnole, tirée à La Havane à 200.000 exemplaires, dit-on. Cette introduction, signée par Roberto Fernandez Retamar, dirigeant de l'Union Nationale des Ecrivains et Artistes cubains, nous apprend que l'essai inaugure une collection publiée par la «Maison des Amériques» de La Havane.

D'après Roberto Fernandez Retamar, les sources de documentation de Régis Ubu Castro seraient les conversations qu'il a eues avec Fidel Ubu Debray, conversations qui ont duré des journées entières (c'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai affirmé que le livre a été écrit sous la dictée du Premier ministre cubain lui-même). L'avertissement qui ouvre l'édition française et qui ne figure pas dans l'édition espagnole déclare aussi : «Ce que ces commentaires peuvent avoir de fondé est dû aux nombreux camarades sud-américains qui ont raconté leurs expériences ou dont on peut lire les réflexions, en particulier les

camarades de Cuba, du Venezuela, du Guatemala et d'autres pays.»

A en croire l'auteur, son œuvre ne tend qu'à réconcilier la théorie avec la pratique, à combattre les clichés dangereux, le mécanicisme, etc. Mais, dès les premières lignes, on découvre en fait qu'à ses yeux la seule tactique militaire correcte en Amérique latine est celle qui a fait ses preuves à Cuba. Il s'acharne tout particulièrement à démontrer l'INADÉQUATION pour notre continent des expériences asiatiques, chinoises surtout. Or, dans sa hâte, il lui arrive parfois soit de démontrer le contraire (oh, bien involontairement), soit de dire des inexactitudes, ou encore de faire preuve d'une ignorance totale de l'histoire de la révolution chinoise.

Il nous dit, par exemple, que : «C'est une chance que Fidel n'ait pas lu les écrits militaires de Mao Tsé-toung avant de débarquer sur les plages d'Orienté : il a pu ainsi inventer sur le terrain même, à partir de sa propre expérience, les règles d'une doctrine militaire conforme au terrain» (La pagination est celle de l'édition française. Editeur : F. Maspéro page 16). Il a pourtant l'honnêteté de signaler que quand Fidel et le Che ont découvert «Problèmes stratégiques de la guerre de partisans contre le Japon», de Mao Tsé-toung, après l'offensive de l'été 1958, «ils y ont lu avec beaucoup de surprise ce qu'ils avaient pratiqué pressés par la nécessité». (Note de la page 17.) Franchement, je ne vois pas très bien ce que Régis Ubu Castro veut démontrer par là. Car, si la «doctrine militaire» que Fidel avait appliquée correspondait à ce que Mao avait consigné dans ses écrits, quel mal y aurait-il à ce qu'il les eût lus plus tôt ? Cela l'aurait, peut-être, dispensé de tenter le coup du Moncada. (As-tu lu, sous la plume de Marcel Niedergang, dans Le Monde du 23 août 1967, que Fidel considère maintenant cette équipée comme une erreur

de tactique ?) L'essentiel était qu'en lisant ce texte, il ne s'imaginât pas être en Chine. L'échec attend, en effet, inéluctablement, quiconque essaie de copier servilement une autre révolution, quelle qu'elle soit. Les camarades chinois n'ont jamais demandé qu'on les copie : tous ceux qui ont été formés par eux peuvent en témoigner. Mao n'a-t-il pas écrit : «Les conditions varient suivant les différents pays socialistes et les différents partis communistes, c'est pourquoi nous n'estimons nullement qu'ils soient obligés ou aient besoin de suivre nos méthodes.»

J'insisterai sur ce dernier point en reproduisant un passage d'une dépêche de l'Agence «Chine Nouvelle» faisant état d'une critique implicite de Mao à Staline (du vivant de celui-ci) et des communistes étrangers qui oublient les conditions spécifiques de la lutte dans leurs pays pour adopter mécaniquement les tactiques momentanées et mouvementées de l'U.R.S.S.

Voici ce passage : «Pendant et après la Seconde Guerre mondiale, à mesure que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et l'Union soviétique acceptaient des compromis sur certains problèmes internationaux, Browder, Thorez, Togliatti et d'autres renégats au prolétariat s'adonnaient au courant capitulationniste et appliquaient la ligne capitulationniste dans le mouvement communiste international. Le président Mao, notre grand dirigeant, a fermement tenu tête à ce contre-courant réactionnaire qui se déchaînait. Il a critiqué, de façon tranchante, ce courant international idéologique qu'était le capitulationnisme. En avril 1946, dans «Quelques appréciations sur la situation internationale actuelle», il écrivait : «Des compromis de ce genre entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France d'une part, et l'Union soviétique, de l'autre, ne peuvent être que le résultat de luttes résolues et efficaces de toutes les forces

démocratiques du monde contre les forces réactionnaires des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. *De tels compromis n'exigent pas des peuples des différents pays du monde capitaliste qu'ils fassent en conséquence des compromis dans leur propre pays.* (Souligné par moi) Les peuples de ces pays continueront à engager des luttes différentes selon les conditions différentes. Le principe qu'observent les forces réactionnaires à l'égard des forces démocratiques populaires est de détruire résolument toutes les forces démocratiques qu'elles peuvent, et de se préparer à détruire plus tard celles qu'elles n'arrivent pas à détruire pour le moment. Face à cette situation, les forces démocratiques populaires doivent appliquer le même principe à l'égard des forces réactionnaires.»

Je ne vois pas non plus ce que veut démontrer Régis Ubu Castro lorsque, quelques lignes plus loin, il attaque, toujours dans la même veine, «toutes les œuvres théoriques sur la Guerre du Peuple» qui «ont fait autant de mal que de bien. On les a appelées les grammaires de la guerre. Mais, on apprend plus vite la langue d'un pays étranger quand on y est et qu'il faut s'exprimer, qu'avec une syntaxe chez soi» (page 17). Ce que l'auteur dit là rejoint la thèse des camarades chinois selon qui «pour apprendre à nager, il faut se jeter à l'eau» et «pour apprendre à lutter, lutter soi-même». De là, à faire table rase de toutes les expériences révolutionnaires, il y a loin. On ne peut que tirer parti de l'étude des «œuvres théoriques» sur la guerre du peuple, pourvu qu'on ne se contente pas de les étudier ou de les apprendre par cœur. On dirait que Régis Ubu Castro a la phobie des textes et qu'il prêche un empirisme effréné. Dans ce cas, pourquoi a-t-il écrit lui-même ?

Le passage suivant éclaire sa pensée : «A nouveau, en Amérique latine, les militants lisent les discours de Fidel et les écrits de

Che Guevara avec des yeux qui ont lu déjà le Mao de la guerre antijaponaise, Giap, certains textes de Lénine et croient reconnaître les seconds dans les premiers. Surimpression visuelle classique mais dangereuse, quand la guerre révolutionnaire a en Amérique latine des conditions de développement toutes particulières profondément différents, qu'elle ne pourra rencontrer qu'à partir d'une expérience propre.»

Mais comment ne pas reconnaître «les seconds dans les premiers» si la théorie révolutionnaire d'où découle la «doctrine militaire» est UNE ? En plus des discours de Fidel et des écrits du Che, j'ai lu, et toi aussi il me semble, la petite plaquette «150 questions à un guérillero», éditée à Cuba, et dont l'auteur, le commandant Alberto Bayo (mort en août dernier) a été l'entraîneur de Fidel au Mexique. Quoique son œuvre soit presque exempte de toutes considérations doctrinales, nous la jugeons fort utile. Si Régis Ubu Castro a oublié ce vieux lutteur d'origine espagnole, et son œuvre, les révolutionnaires, eux, le lisent avec le même intérêt, les mêmes yeux que Fidel, Che, Mao, Giap et Lénine. Pourquoi mettre de côté l'expérience qu'on peut trouver dans l'œuvre de Bayo ou de tout autre, pour ne s'en tenir qu'au «modèle» cubain, sous prétexte qu'il est le seul valable pour l'Amérique latine ? En quoi cela peut-il nuire à un révolutionnaire, du moment qu'il ne considère aucun texte comme une «grammaire» ou un catéchisme ? D'autant plus que les échecs enregistrés en Amérique latine, ces derniers temps, dans différents mouvements de guérilla, sont dus, non au plagiat, mais en grande partie au manque de formation politique, de préparation adéquate, et d'expérience.

Tel a été le cas en République Dominicaine avec le mouvement dirigé par Manolo Tavarez Justo ; au Pérou, avec le mouvement d'Hugo Blanco, d'abord, et de Luis de la Puente ensuite. Et la

Bolivie alors ? Quel exemple concret Régis Ubu Castro peut-il citer de superposition de schémas importés, à la réalité latino-américaine ? L'auteur étudie tout au long d'un chapitre le concept d' «auto-défense armée» et son application en Colombie et en Bolivie. C'est vrai que ce concept a été appliqué dans les deux pays et a fait piteusement faillite. Mais, les dirigeants cubains qui parlent par l'intermédiaire du «jeune universitaire français», comme on dit à Paris, laissent dans l'ombre la question essentielle : par qui et pourquoi cette tactique a-t-elle été employée ? Je vais te rappeler ce qui s'est passé au juste en Colombie.

Il y a près de deux ans, la presse a publié la nouvelle selon laquelle les guérillas colombiennes, réunies en conférence, avaient décidé de s'unifier et de constituer le «Bloc Sud» sous la direction des chefs guérilleros Manuel Marulanda, Ciro Castano et Jacobo Arenas. Ce qui me parut curieux c'est que cette réunion s'était tenue sous l'égide du parti «communiste» qui propose aux guérillas de passer à la lutte légale et aux actions revendicatives de masse. Une telle nouvelle ne pouvait que jeter la confusion dans l'esprit du lecteur mal informé. Comment un parti «communiste» pouvait-il proposer une telle capitulation, et si c'est lui qui dirige effectivement la lutte, comment se faisait-il que les guérillas continuent à exister et à opérer ?

C'est que le parti «communiste» dont il est question ici n'est que le parti révisionniste. Mais, comment se fait-il qu'un parti révisionniste se soit trouvé engagé dans la lutte armée ?

En réalité, le parti révisionniste ne dirige pas les guérillas qui forment le «Bloc Sud» pas plus qu'il ne participe aux actions armées. Les guérillas existent sur une grande échelle en Colombie depuis 1948. L'écrasante majorité de leurs dirigeants étaient alors des leaders libéraux et elles comptaient des

centaines de milliers de membres. Mais après le coup d'état du général Rojas Pinilla, celui-ci obtînt, en faisant des promesses creuses, ce qui s'était avéré impossible pour les forces armées réactionnaires : la reddition d'environ 90 pour cent des guérilleros qui, sur l'ordre des dirigeants libéraux, remirent leurs armes au gouvernement. C'était le 13 juin 1953. On connaît la suite, et les massacres qui s'ensuivirent... Les communistes, eux, n'avaient pas remis leurs armes. Ils se constituèrent en guérillas d'auto-défense, groupes de paysans armés prêts à repousser les attaques de l'armée gouvernementale. Leurs principales bases se trouvaient à Marquetalia, Rio Chiquito, El Pato, Sumapaz, Linea del Ferrocarril, dans la région de Tolima.

Le gouvernement de Rojas Pinilla tomba en 1957. Les guérillas qui s'étaient solidement retranchées dans certaines zones tirèrent parti de cette situation. Entre-temps, un chef guérillero était parvenu à s'imposer : Manuel Marulanda qui, tout en maintenant des rapports avec le parti révisionniste, appliquait sa propre ligne tactique et stratégique.

A partir de 1963, les zones de défense passive durent changer de méthodes de lutte. Cette année-là, le gouvernement lança une campagne de grande envergure pour déloger les guérillas de ce qu'il appelait «les républiques indépendantes». Cette campagne se poursuivit en 1964 et l'armée gouvernementale réussit à déloger les guérilleros d'une grande partie de la zone de Tolima, mais non à les anéantir. C'est alors que les révisionnistes accentuèrent leur pression pour que les guérillas renoncent à la lutte armée dans les montagnes et passent à la lutte légale dans les villes. Il y avait une sorte de chantage mutuel entre Marulanda et le parti révisionniste, l'un ayant besoin de l'autre pour survivre. Marulanda avait besoin d'un organisme qui l'appuie ; le parti révisionniste avait besoin de maintenir le contact avec la guérilla afin de jeter de la poudre aux yeux des

masses et des révolutionnaires en créant l'illusion qu'il fait quelque chose, et possède encore des troupes. C'est dans cette atmosphère de marchandage que s'étaient réunies les guérillas en 1965 pour constituer le «bloc Sud». Marulanda voulait passer à la guerre de mouvement et proposait — ce qu'il a réalisé depuis — la fusion de toutes les guérillas opérant dans le sud du pays, ce qui allait à l'encontre des thèses de Gilberto Vieira, secrétaire-général du groupe révisionniste. En dépit de l'accord annoncé par la presse entre un groupe de la guérilla et le groupe révisionniste, ce dernier n'a pas atteint son objectif. Les guérillas ne sont pas passées à la lutte soi-disant légale. Et cela, parce que Marulanda n'était plus seul à lutter.

Le 6 janvier 1965, une centaine de guérilleros s'emparèrent d'une ville de 20.000 habitants, Simacota, située à une quinzaine de kilomètres d'une grande ville, Socorro. Peu après, le même détachement s'empara de Papayal, autre ville du département de Santander, et concentra ses activités près de San Vicente dans le même département, au nord de la Colombie. C'est ainsi que l'Armée de Libération Nationale apparut sur la scène. Elle est dirigée par Victor Médina et Fabio Ojeda ainsi que d'autres progressistes. A partir du déclenchement de l'insurrection de St-Domingue, l'état de siège fut déclaré en Colombie. C'est alors que le prêtre Camilo Torres se lança dans la bataille et brisa pratiquement l'état de siège. La réaction expulsa du clergé Camilo Torres. Etant donné l'influence dont jouit l'Eglise catholique en Colombie, l'attitude de ce prêtre eût un grand retentissement dans le pays. Il organisa son propre mouvement révolutionnaire en faisant appel à tous les sans parti. En septembre 1965, le front uni, dirigé par Camilo Torres, organisa la «première rencontre d'étudiants, ouvriers et paysans». Au cours de ce congrès, il fut abandonné par tous les faux révolutionnaires, et la petite bourgeoisie se sépara de lui au fur et

à mesure qu'il renforçait ses liens avec les masses. On n'entendit plus parler de lui pendant quelque temps quand, le 7 janvier 1966, il annonça qu'il allait se joindre à l'Armée de Libération Nationale. Il devait être assassiné peu après. Sa mort entraîna la division du Front Uni qu'il avait créé. Un secteur, le plus important, passa à l'armée de libération nationale. C'est ainsi que cette organisation acquit des leaders tels que Julio César Cortes, président du Front universitaire national et Jaime Arenas, dirigeant étudiant des grèves de 1962 à 1964.

En juillet 1964, la Jeunesse Communiste du parti révisionniste avait procédé, au cours de son cinquième congrès, à l'expulsion de ses dirigeants. En juillet 1965, se constituait le parti marxiste-léniniste, fondamentalement avec l'apport de la Jeunesse Communiste. Le parti expulsa Vieira, proclama la lutte armée et organisa des guérillas dans le centre de la Colombie.

Depuis plusieurs années, il existe un Mouvement Ouvrier-Etudiant-Paysan formé par les premiers expulsés du parti révisionniste : le M.O.E.C. qui possède des bases dans les campagnes proches de Bogota.

En résumé, quatre mouvements guérilleros opèrent actuellement en Colombie : le front révolutionnaire colombien ou «bloc sud», dirigé par Manuel Marulanda ; l'Armée de Libération Nationale, dirigé par Victor Médina et Fabio Ojeda qui opère dans le Nord ; le Parti Marxiste-Léniniste, dans le centre, et le MOEC, près de Bogota.

Décembre 1967.

Le point capital qui ressort de tout ce que je t'ai rappelé à propos de la Colombie est que la guérilla n'avait, jusqu'à une époque toute récente, aucune direction politique conséquente. N'empêche que les combattants ont pu tenir le terrain pendant

longtemps dans une période de reflux révolutionnaire. On peut faire la même constatation en ce qui concerne la Bolivie où Paz Estenssoro et ses sicaires ont bafoué les mineurs et trahi honteusement leurs intérêts. Pour les Etats-Unis, on fait aussi un mauvais diagnostic politique lorsqu'on déclare, comme l'a fait Le Monde de la mi-juillet que les émeutes raciales de Newark montrent que la guérilla noire n'a pas d'avenir. Il faudrait plutôt dire que la lutte des noirs des Etats-Unis n'aura vraiment pas d'avenir tant qu'elle n'aura pas une direction politique conséquente.

En somme, Régis Ubu reconnaît lui-même que «l'échec de l'auto-défense armée des masses correspond sur le plan militaire à l'échec du réformisme sur le plan politique» (page 24). C'est vrai seulement dans la mesure où il se référerait — comme cela a été le cas dans les deux pays susmentionnés — à l'application d'une ligne «économiste et spontanéiste». Car, l'auteur prend soin de signaler le contenu politique, les circonstances et le contexte essentiellement différents qui ont présidé à l'application et à la réussite de l'auto-défense en Chine et au Vietnam. Ce n'est donc pas le principe même de l'auto-défense armée qui est en cause, mais l'absence d'une stratégie de lutte armée à l'échelle nationale pour la prise du pouvoir politique. Si les promoteurs de l'auto-défense en Colombie et en Bolivie ont voulu imiter ce qui s'est fait en Chine et au Vietnam, ils ont été de bien mauvais plagiaires et ils ne seraient pas plus heureux s'ils s'avisait d'imiter la révolution cubaine : car, aucune révolution ne peut être calquée sur une autre, nulle part. S'il n'y a pas eu d'auto-défense à Cuba sur le modèle de ce qui s'est passé en Colombie et en Bolivie, cela ne veut pas dire qu'il n'y en aura pas, ou qu'il ne peut pas y en avoir avec succès, ailleurs, en Amérique latine.

En fait, notre cher Régis Ubu n'a pas toujours tenu ce langage.

Avant d'avoir été «endoctriné» à La Havane en 1966, notre ami avait écrit son article : «Le castrisme : la longue marche de l'Amérique latine» (1965). Passant en revue les fortunes diverses rencontrées par la lutte armée en Amérique du Sud ces dernières années, il écrivait, à propos de la Colombie, ceci : «COLOMBIE: Les zones d'auto-défense paysanne, appelées souvent «républiques indépendantes» : Marquetalia, Rio Chiquito, Sumapaz, El Pato, dont la création remonte à la guerre civile (1948-1958). Elles sont nées d'une lutte armée locale, menée par les paysans, qui une fois la guerre terminée par la réconciliation des conservateurs et des libéraux, ne déposèrent pas leurs armes et s'organisèrent de manière autonome, sous la direction de leaders paysans (doués d'une extraordinaire formation militaire), membres du Comité central du P.C. Après les élections de mars 1964, la zone de Marquetalia fut l'objet d'une attaque massive et soigneusement préparée de l'armée et de l'aviation, encadrées et dirigées par des officiers américains. Le commandant de la zone, Marulanda, refusa de livrer une guerre de positions qui aurait été désastreuse, abandonna à l'armée le contrôle de la partie habitée : un bourg sans importance, dans lequel celle-ci se trouve comme prise au piège, Marulanda et ses paysans livrant aux soldats une terrible guérilla de harcèlement.» (Ed. Maspéro. Page 63).

Comme tu le vois, il n'y a là aucune critique de l'auto-défense. Ni dans ce passage ni ailleurs dans l'article, aucun reproche n'est adressé aux guérilleros pour la tactique suivie. Au contraire, si j'avais quelque chose à te souligner ce serait plutôt les éloges implicites à l'endroit des révolutionnaires. Mais, peut-être, cela ne te suffit-il pas ? Dans la même étude, l'analyste lucide de 1965 revient sur la Colombie en ces termes : «De ce gigantesque cataclysme, qui a atteint un niveau de cruauté sans égal dans aucune autre guerre, que reste-t-il ? Quelques zones stabilisées

d'auto-défense paysanne, qui furent précisément les seules pendant la guerre à se donner une organisation et une direction politiques (donc une discipline militaire rigoureuse). Sauf dans les régions de Galilea, El Pato, Sumapaz et le front guérillero sud du Tolima, où le Parti communiste avait pu installer un commandement unique des forces paysannes et créer un ordre institutionnel, le reste du pays connut la violence anarchique sans autre but que répondre à la violence du parti adverse (libéral ou conservateur) sans organisation ni direction». (P. 82.)

Vois-tu comment il mettait le doigt sur la plaie en signalant l'absence d'organisation et de direction. Il allait encore plus loin en remontant à l'erreur stratégique fondamentale dans la phrase suivante : «Mais jamais la question du pouvoir ne fut posée ni par les communistes ni par les libéraux les plus avancés». (Page 82.) Si je ne suivais que mon impulsion, je t'aurais reproduit de nombreux autres extraits de ce même texte. Il y a cependant un autre passage que je ne peux m'empêcher de te mettre sous les yeux. Il concerne la Bolivie.

C'est une note au bas de la page 65 : «Ce texte a été rédigé avant l'insurrection bolivienne d'octobre-novembre 1963, à la fin de laquelle défilèrent à La Paz les guérilleros phalangistes. Encore une fois les mineurs furent au centre du combat, suivis par les étudiants et les ouvriers de La Paz et d'Oruro. La junte militaire portée au pouvoir par le départ de Paz Estenssoro, n'en a pas moins su éviter «l'explication» avec l'armée que recherchaient les syndicats miniers. Le Parti communiste, divisé, prisonnier de sa timidité réformiste, n'a pas su proposer une alternative concrète à la constitution d'une junte militaire. La présence d'une avant-garde politique constituée aurait transformé, de l'avis de tous les militants, les résultats de l'insurrection. Il est à craindre que la répression ne reprenne de plus belle contre le prolétariat et les forces démocratiques.» Sans commentaire.

Je ne crains pas de me transformer en agent bénévole de publicité des Œuvres choisies du «jeune universitaire français». Tant pis. Je te recommanderai dans ce même livre une nouvelle lecture de l'article intitulé : «Amérique latine : quelques problèmes de stratégie révolutionnaire» (1965). Tu trouveras, par exemple, à la page 147, cette remarque : «Ainsi, comme les camarades colombiens le prévoyaient depuis longtemps, l'autodéfense de masses devint offensive tactique de guérilla.» A la page 178, tu découvriras que sont données en exemple «les milices colombiennes d'autodéfense, devenues armée guérillera avant de devenir armée régulière».

Quant à moi, je me contente de dire que nul ne peut prévoir encore les formes que revêtira, transitoirement, une lutte qui, en Amérique latine, sera de longue durée.

La crainte obsessionnelle de l'influence idéologique chinoise rend aveugles certains. Nous voudrions leur demander ceci : Luis Carlos Prestes, en faisant sa Longue Marche miniature au Brésil, imitait-il les Chinois ou leur indiquait-il la voie à suivre ? Tu vois le genre de questions absurdes qu'on peut arriver à poser. Il est pourtant simple de reconnaître que rien n'est nouveau sous le soleil et que les révisionnistes (mot honni à La Havane sans doute parce qu'il serait «chinois») trouvent naturellement, à chaque étape de la lutte, leur chemin, de même que les révolutionnaires le leur. Si le mouvement révolutionnaire en Amérique latine n'a pas fait de plus grands progrès depuis 1959, ce n'est pas à cause de son imitation de modèles étrangers — les yankees diraient «extracontinentaux» — mais simplement parce que ceux qui auraient dû représenter son avant-garde n'ont pas su remplir leur mission. Il est juste, peut-être, de dire que Yon Sosa, au Guatemala, s'était jeté dans les bras du trotskysme parce que, abandonné, il ne recevait pas l'aide d'autres organisations politiques. Mais il faut dire pourquoi il en était ainsi. Et si Cuba

aidait un autre groupement guatémaltèque ? Et lequel ?

La tirade de Régis Ubu Castro sur le trotskysme n'est d'ailleurs qu'accidentel, et il rappelle dans une note (je reviens à «Révolution dans la Révolution ?» : p. 39) l'éloge fait par Lénine de Trotsky. Ce qui ne peut vraiment pas trouver grâce à ses yeux, c'est la conception chinoise de la guerre révolutionnaire. Quand il en vient, par exemple, à parler du processus de formation des forces armées révolutionnaires, il signale qu'en Chine on «mit aux prises d'emblée des armées régulières». Mais il ne prend pas la peine de souligner que les Chinois ne recommandent guère ce processus dû à des circonstances particulières et à des conditions spécifiques de temps et de lieu. De même, quand il critique une certaine conception de la «propagande armée» (dispersion de petites patrouilles sur un vaste territoire faisant de l'agitation politique), il écrit ceci : «Pour suivre la métaphore chinoise, le foyer au lieu de se refermer comme un poing pour lancer un coup et arracher un doigt à l'ennemi, ouvre et tend ses cinq doigts et c'est l'ennemi qui a la force du poing face à chacun des doigts» (p. 54). Tu pourrais supposer qu'il fait la part belle à la Chine, n'est-ce pas ? Mais il ajoute immédiatement : «Ici, la conviction purement intellectuelle ne suffit pas. Certains guérilleros connaissaient et lisaient régulièrement des œuvres théoriques riches en métaphores semblables; ils n'en continuaient pas moins à diviser leurs forces à l'extrême jusqu'à une époque récente.» C'est à croire que même lorsqu'elles paraissent justes, ces œuvres seraient encore nuisibles.

J'aimerais demander aux dirigeants cubains dans quelle catégorie ils rangent Francisco Juliao qui était bien coté à La Havane, sous l'inspiration de quelles «œuvres théoriques» a-t-il organisé les «Ligues Paysannes» du Nord-Est brésilien ? Puisqu'il faut trouver un responsable «extracontinental» à tous

les échecs, à toutes les expériences ratées enregistrées ces derniers temps en Amérique latine, qu'ils me disent quel fut l'inspirateur de l'agitation politique non armée de Francisco Juliao à laquelle est venu mettre fin le coup d'état d'avril 1964 ?

On ne rend pas les camarades cubains responsables de toutes les initiatives révolutionnaires malheureuses, inconsistantes ou inconséquentes qui ont eu lieu sur le continent, quand bien même leur silence ou leur approbation tacite eussent pu être considérés comme un aveu de culpabilité. On ne les rend pas responsable non plus du retard mis au déclenchement de la guerre révolutionnaire en Haïti, alors même qu'ils ne cessent d'appuyer officiellement l'organisation révisionniste — le Parti d'Entente Populaire — qui, en dépit de tout son verbiage pseudo-révolutionnaire, se propose de devenir un parti légal style P.C.F. Cela, dans un pays où, pour ne pas dire plus, même les sicaires du tyran n'échappent aux exécutions sommaires. On ne les accuse pas de l'action des Unités Tactiques de Combat que, dans les villes vénézuéliennes, le parti «communiste» utilisait à des fins politiciennes, sous couvert de propagande armée. Non plus que des revers, avatars et tribulations du mouvement révolutionnaire en Amérique latine ces derniers temps : car les révolutionnaires, organisations ou individus, sont toujours responsables de leurs erreurs, même si des pressions ou des conseils «bienveillants» n'y sont pas étrangers. Mais que les camarades cubains ne jettent pas inconsidérément la première pierre aux autres ; qu'ils ne cherchent surtout pas de boucs émissaires. Car, dans la mesure où ils ont avalisé la ligne des P.C. révisionnistes, freinant ainsi le développement d'une avant-garde révolutionnaire conséquente, ils ne sont pas au-dessus de tout reproche. Ne serait-ce que pour cela..

Décembre 1967.

Je t'ai apporté mon impression sur la manière dont Régis Ubu Castro dans «Révolution dans la Révolution ?» présente le concept d'auto-défense armée et son application en Amérique latine. Je voudrais poursuivre avec toi l'analyse du livre en prenant cette fois le problème de la «base d'appui». Là encore, il trouve moyen de faire endosser par les thèses de Mao la responsabilité implicite de l'échec de la guérilla au Pérou. Car, selon lui, Luis de la Puente aurait tenté de plaquer mécaniquement le schéma chinois sur la réalité péruvienne. Il aurait créé des bases fixes tout au début du déclenchement des opérations de guérilla, allant ainsi à l'encontre de l'expérience cubaine qui n'a installé une base «qu'au bout de 17 mois de combats continuels» (page 64). Évidemment, suivant la mentalité paternaliste qui règne à La Havane, les révolutionnaires péruviens auraient commis là un crime impardonnable sanctionné par leur échec.

Nous avouons ignorer dans tous leurs détails et dans toute leur complexité les causes des sérieux revers subis par la guerre révolutionnaire au Pérou. Nous tenons cependant d'une source sûre qu'après la disparition de Luis de la Puente (le bruit a couru qu'il aurait été trahi) et de ses principaux lieutenants, la direction du mouvement serait tombée entre les mains des trotskystes. Cela expliquerait pourquoi la disparition d'un ou de plusieurs leaders a entraîné la catastrophe. C'est là naturellement une explication très partielle, et que nous donnons sous toutes réserves. Il ne faut pourtant pas l'écarter à priori.

Nous savons aussi que les camarades péruviens avaient créé un grand nombre de bases à la fois, et dès le départ, ce qui a conduit à un éparpillement extrême de leurs forces. Manolo Tavarez Justo avait commis la même erreur en République Dominicaine.

Si ce n'est pas là une conception cubaine de l'ouverture d'un front de guérilla, ce n'est pas non plus une conception chinoise. Et cela, en vertu même d'une de ces «théories riches en métaphores» dont parlait Régis Ubu Castro lui-même sur «le foyer qui se referme comme un poing pour lancer un coup et arracher un doigt à l'ennemi».

Cela dit, les Chinois préconisent-ils vraiment l'établissement d'une base fixe comme point de départ, et non comme «l'aboutissement dans certaines conditions d'une série d'épreuves d'ordre tactique ?» Oui, mais interpréter une proposition de façon scholastique et étroite, c'est, ou bien faire preuve de mauvaise foi, ou afficher une ignorance totale du marxisme. Car, quand Régis Ubu Castro déclare péremptoirement que Fidel n'a établi une base qu'au bout de 17 mois de combats continuels, nous ne sommes pas du tout d'accord avec lui, même s'il tient cette affirmation du Premier ministre cubain lui-même, et même, si toutes les apparences lui donnent raison. Depuis le moment où Fidel a gagné la Sierra Maestra, il en a fait sa base. Qu'il ait, par la suite, au bout de 17 mois, libéré un territoire dans cette même Sierra dont il a renforcé les défenses et qu'il a rendu inexpugnable, c'est une autre question.

Il ne faut pas confondre «base d'appui» et «territoire libéré». Si le premier contingent de guérilleros qui franchit la montagne s'établit dans sa base comme dans un territoire conquis, à défendre pied à pied, et coûte que coûte, il se prépare à un suicide certain. Le simple fait, pour un détachement de combattants révolutionnaires, de mettre le pied dans une zone n'en fait pas pour autant une «zone libérée». Il est possible que ce ne soit même pas une «zone discutée». Pour des raisons qui dépendent d'une série de facteurs, la base d'appui peut, par exemple, se trouver dans une zone discutée que l'ennemi occupe

le jour et les guérilleros, la nuit. Autrement dit, il faut être toujours prêt à évacuer une base qui, dans les premiers temps, peut n'être pourvue d'aucune installation permanente. Quitte à y revenir en force et l'occuper à nouveau. Régis Ubu Castro croit-il que c'est pour rien que Mao Tsé-toung a défini la tactique suivante :

«L'ennemi avance, nous reculons ; l'ennemi s'immobilise, nous le harcelons ; l'ennemi s'épuise, nous le frappons ; l'ennemi recule, nous le pourchassons.»

Cette tactique trouve un champ d'application particulièrement propice dans la défense souple de la base d'appui. Avertis à temps que l'ennemi arrive (que ce soit à pied, à cheval, en avion ou par hélicoptère), nous évacuons les lieux en bon ordre. Nous nous diluons dans la nature. Non sans avoir auparavant fait table rase derrière nous. Non sans avoir laissé quelques volontaires connaissant la région comme la paume de leur main pour distraire l'ennemi un certain temps, couvrir notre retraite, lui donner l'illusion qu'il nous a surpris, l'empêcher de se lancer à notre poursuite. Le nouvel occupant ne tarde pas à se rendre compte qu'il est tombé dans un guêpier. Il ne trouve pas âme qui vive (alors qu'il essuie des coups de feu) ni une bête de trait, ni une tête de bétail, ni vivres. Tout le terrain est miné, les objets piégés, les points d'eau empoisonnés. S'il tente d'entrer dans un tunnel c'est pour se faire «bien accueillir». La nuit tombée, c'est la sarabande des balles, grenades, mines, et même obus. Il apprend bientôt que les renforts ou les colonnes qui arrivaient par d'autres voies sont tombés dans des embuscades tendues longtemps à l'avance. Les soldats ne peuvent pas dormir, ils s'énervent, ils tirent sur la moindre feuille qui bouge ; ils gaspillent leurs munitions, leurs provisions s'amenuisent. Les hélicoptères qui les ravitaillent sont attaqués, parfois abattus. Quand ils arrivent à se poser, ils sont détruits au sol. La troupe

tente de faire du ratissage dans la forêt voisine, ou les montagnes environnantes, mais il s'avère bien vite qu'elle ne peut pas s'aventurer au-delà d'un périmètre déterminé. Les bombes et le napalm n'y peuvent rien. Quand nous estimons l'adversaire suffisamment malmené et fatigué, nous l'attaquons en force en choisissant avec soin l'endroit et le moment. Cette vie d'enfer devient bien vite insupportable. Bientôt arrive l'ordre d'évacuation. Si elle s'effectue par terre, les guérilleros se chargent de transformer la retraite en débandade. Ils poursuivent impitoyablement des hommes harassés, au moral abattu, fuyant comme des lapins. Si l'évacuation s'effectue par hélicoptère, ce ne sera pas non plus sans casse.

Tout cela suppose, Monsieur Régis Ubu, une minutieuse préparation au cours de laquelle rien n'a été laissé au hasard. Pourquoi tout cela, direz-vous, alors qu'il eût été tellement plus simple d'abandonner le terrain et de retourner, ne serait-ce que provisoirement au nomadisme ?

Voyez-vous, vous dites une vérité de La Palisse quand vous écrivez ceci : «A Cuba, l'occupation d'une base guérillera, pour décisive qu'elle ait été, ne fut pas l'objectif militaire et politique numéro un des rebelles. L'objectif numéro un, semble-t-il, c'était la destruction des forces ennemies, et d'abord la récupération d'armements» (p. 65). Car la destruction des forces ennemies n'est autre chose que l'objectif premier et l'objectif final de la guerre révolutionnaire elle-même. Personne ne fait de l'occupation du terrain, base d'appui ou non, une affaire décisive. C'est cette condition sine qua non (l'anéantissement physique de l'ennemi) qui permettra de passer à la phase ultérieure et ultime de la lutte, la guerre de position et l'occupation du terrain. Régis Ubu sait-il que sur l'ordre personnel de Mao et au grand émoi de ses proches collaborateurs, l'armée révolutionnaire chinoise a eu à évacuer Yénan ? Sait-il ce que symbolisait Yénan aux yeux de

tout le peuple chinois, et combien d'années y avait passées Mao ? Se demande-t-il comment et pourquoi les sud-vietnamiens continuent à contrôler les quatre cinquièmes du Sud-Vietnam, alors que l'agression yankee s'intensifie sans cesse ?

Quand les guérilleros défendent la base d'appui tout en l'évacuant, comme nous venons de le décrire plus haut, ce n'est pas dans un autre but que d'infliger des pertes à l'ennemi et de s'emparer de ses armes. De plus, les ennemis qui survivent à la mésaventure, ou les prisonniers que nous libérons par la suite vont porter la démoralisation au sein même des troupes adverses et leur infuser la peur. Par contre nous renforçons la confiance des masses dans la guérilla et dans la victoire définitive de nos armes. Il se peut, d'ailleurs, que nous décidions nous-mêmes d'abandonner cette base par la suite pour une raison ou une autre. L'auteur cite un exemple qui vient corroborer non pas sa thèse, mais notre point de vue. En effet, il nous signale qu'à la fin de 1957, Che Guevara créa une base dans la vallée d'El Hombrito, à Cuba, et qu'il dût l'évacuer devant l'attaque adverse. Et d'ajouter : «Cependant, la défense opiniâtre d'El Hombrito força l'armée à se retirer ensuite et transforma la destruction de la base en une nouvelle victoire. L'idée de la base était juste, mais prématurée» (p. 64). Non, l'idée n'était pas prématurée dans la mesure où les troupes du Che provoquèrent des pertes appréciables chez l'ennemi qu'il «força à se retirer». Les meilleurs interprètes d'un événement ne sont pas toujours ceux qui l'ont vécu ou façonné... si tant est que cette interprétation fideliste fût partagée par le Che lui-même.

Mais, s'agit-il vraiment d'une simple erreur d'interprétation ? Il y a des omissions, des oublis troublants... Nous avons dit que la guérilla, au départ, avait à Cuba une base d'appui qu'on pourrait

dire «naturelle» : la Sierra Maestra. On nous signalera que toute l'Amérique latine est sillonnée de ces bases «naturelles» qui n'attendent que leurs Fidel Castro. Mais, était-elle si «naturelle» que cela la base que les guérilleros ont rencontrée à Cuba dans les derniers jours de 1956 et les premiers jours de 57 ? Ne s'y était-il pas effectué un travail politique préparatoire ?

«Alzarse», c'est-à-dire gagner les montagnes, a toujours été une tradition à Cuba. Au moment de la résistance indienne à la conquête espagnole, il y avait déjà, comme ailleurs en Amérique, ce qu'on appelle «les marrons» en Haïti, «los cimarrones» à Cuba. Ce sont des rebelles à l'ordre établi qui se réfugient dans des sites réputés inaccessibles, soit pour y organiser la résistance, soit pour se mettre tout simplement à l'abri des poursuites. La Sierra Maestra était à Cuba l'endroit approprié à ce genre de refuge. On prétend que les survivants de la «guerrita de mayo» dont nous avons déjà parlé s'y étaient implantés. Ce qui est certain, c'est que la tradition s'était si vigoureusement maintenue jusqu'à la période antérieure à la révolution que la sierra n'était plus seulement le havre des persécutés politiques, mais aussi le repaire des criminels de droit commun fuyant les poursuites policières et judiciaires. C'est ainsi que Fidel et ses compagnons n'ont pu conquérir totalement la confiance des habitants de la région qu'après l'avoir nettoyée des bandits dont elle était infestée. (Tu as dû lire à ce sujet dans «Les souvenirs de la guerre révolutionnaire» de Che Guevara le chapitre intitulé «La lutte contre le banditisme».)

Nous attarder sur cet épisode, faire écho aux allégations concernant une prétendue collaboration entre malfaiteurs et guérilleros au début de la lutte armée, serait tomber dans l'anecdote. Disons seulement que l'affrontement a eu lieu, et qu'au moment où il s'est déroulé, il a constitué un atout décisif

pour le renforcement de la guérilla, tant sur le plan militaire que sur le plan psychologique. De plus — et c'est le fait le plus important — les combattants révolutionnaires ont pu compter dès les premiers instants, sur l'adhésion et la collaboration des réfugiés politiques de la Sierra. Celui dont l'apport, paraît-il, a été déterminant pour la survivance des guérilleros et le développement ultérieur de la lutte ne serait autre que Crescendo Ferez, devenu par la suite commandant dans l'Armée Rebelle.

Décembre 1967.

Je te disais une fois que Régis Ubu Castro tombait dans ce travers des dirigeants cubains qui consistait à donner de leur révolution une image idéalisée, faussée par un désir de simplification et un besoin de rehausser des mérites que personne ne met cependant en doute. En effet, parler de l'absence de base à Cuba dans l'étape initiale de la guérilla et taire le nom du commandant Crescendo Ferez, c'est tout simplement manquer d'honnêteté.

Aujourd'hui, je m'élèverai contre la glorification outrancière de l'empirisme qui émane des réflexions de «Révolution dans la Révolution ?» Je suis conscient du fait que la défense de la base d'appui exige des guérilleros une formation politique et technique, une résistance physique, un don de soi et un sens du sacrifice hors pair. Je ne crois pas pour autant qu'il faille que chaque guérillero soit un Mao Tsé-toung en herbe, qu'il faille passer de longues années ou même de longs mois à former des cadres «à froid», à préparer le déclenchement de la guerre avec la minutie d'un mécanisme d'horlogerie. Je ne refuse pas de faire une certaine part à l'improvisation, de laisser consciemment une certaine marge à l'empirisme. Je veux seulement combattre le subjectivisme petit-bourgeois de Fidel Ubu Debray qui pousse la

suffisance jusqu'à déclarer, dans son discours du 26 juillet 1966, que s'il était brésilien Castelo Branco aurait le même sort que Batista. Ce qui fait défaut au mouvement révolutionnaire d'Amérique latine, ce n'est pas, comme il le dit, des révolutionnaires déterminés à se battre, mais c'est une ligne politique juste entraînant l'adoption d'une stratégie et d'une tactique militaires appropriées à chaque situation.

Or, c'est précisément la peur de la formation idéologique qui suinte de partout dans le chapitre du livre de Régis Ubu Castro : «Parti et guérilla», ainsi que dans les deux dernières parties. L'auteur nous demande d'abandonner tout travail organisationnel préalable et de nous lancer d'emblée dans la lutte armée, à la manière soi-disant cubaine. En dénonçant les théories qui ont poussé certains groupes révolutionnaires latino-américains à se donner une direction bicéphale — l'une militaire, l'autre politique, la première strictement subordonnée à la seconde — il en arrive à écrire que ces méthodes de travail ont une cause politique» (p. 90). Avec raison, il signale : «Au fond, beaucoup de ces organisations politiques manquent encore d'une analyse concrète des modes de production en vigueur dans chaque pays d'Amérique latine, des combinaisons existantes entre les divers modes de production, des formes de domination d'un mode de production sur les autres, analyse qui seule peut indiquer les rapports de classe existants» (p. 91).

Ce ne sont pas les marxistes-léninistes, directement mis en cause ici, qui oublient « que la guerre de guérilla est d'essence politique et qu'on ne peut donc y opposer le politique au militaire» (p. 91). Ce n'est pas pour rien que Mao Tsé-toung dit qu'il faut «mettre la politique au poste de commandement», tout en étant lui-même stratège militaire et homme politique. Ce n'est pas par hasard qu'en son actuel «compagnon d'armes le plus

proche» se trouvent intimement mêlés le militaire et le politique. Aussi, est-ce une lourde erreur que profère Régis Ubu lorsque, voulant une fois de plus discréditer les thèses chinoises en Amérique latine, il les présente comme le schéma copié par certaines organisations latino-américaines. Il déclare sans sourciller : «Pour être bref, contentons-nous d'un symbole. Cette distinction de l'instance politique et de l'instance militaire porte des noms : Mao Tsé-toung et Chuh Tech au cours de la guerre civile révolutionnaire chinoise et de la Longue Marche.» Voilà donc Mao amputé de la moitié de sa personnalité, de ses activités pratiques et de son œuvre théorique, fruit de cette pratique ! Ainsi donc, par un décret de La Havane où l'on croit que Fidel Ubu Debray a trouvé la pierre philosophale, Mao est châtré de sa gloire d'organisateur militaire de la révolution chinoise depuis le soulèvement de la moisson d'automne jusqu'à la prise de Changhaï, en passant par les trois premières contre-campagnes «d'encerclement et d'anéantissement» et la Longue Marche !

Notre jeune philosophe sait-il seulement que c'est un désastre militaire qui est à l'origine de la Longue Marche, désastre dû à la mise à l'écart des conceptions de Mao dans la préparation des quatrième et cinquième contre-campagnes ? S'est-il seulement donné la peine de lire et d'étudier l'histoire de la révolution chinoise ? Croit-il que c'est le fruit de rêveries qui se trouve consigné dans les «Ecrits Militaires» du président Mao ? Si Régis Ubu Castro ignore ces faits, Régis Debray, dans l'article : «Le castrisme : la longue marche de l'Amérique latine», lui fait la leçon : «...l'attente castriste, fusion de la direction politique et militaire, analogue en cela à la tradition bolchevique et plus encore chinoise, paraît irremplaçable» (p. 95). Qu'on ne vienne surtout pas me dire que l'auteur a évolué depuis «ses discussions de l'année 1966 avec les dirigeants cubains», comme l'écrit son

éditeur. L'écrivain peut évoluer dans un sens ou dans l'autre mais les faits, eux, les faits historiques restent immuables ! On peut les interpréter chaque jour avec une optique nouvelle mais, de grâce, qu'on ne leur torde pas le cou !

En réalité, dans toute l'Amérique latine, il n'y a qu'un seul exemple de cette «distinction de l'instance politique et de l'instance militaire» : celui du Venezuela où il a été poussé jusqu'à ses extrêmes limites. Là non plus, ce n'est pas faire preuve d'honnêteté politique que de généraliser cet exemple. Évidemment, nous comprenons l'embarras des camarades cubains qui ont cautionné sans réserve les P.C. révisionnistes d'Amérique latine, y compris le parti vénézuélien, à partir de 1964, comme je te l'ai déjà rappelé. Et cela, juste au moment où ce dernier venait d'accomplir sa plus grande manœuvre politicienne, à l'occasion des élections de décembre 1963, compromettant ainsi gravement l'avenir du mouvement guérillero. La manœuvre consistait à utiliser la guérilla comme arme de chantage, à brandir la menace de la lutte armée comme un épouvantail pour obtenir une participation dans les élections. La manœuvre a été tacitement approuvée par La Havane. Un jour viendra où l'on saura tous les dessous de cette ténébreuse affaire ainsi que celle de la cargaison d'armes dont je t'ai déjà parlé.

Quant aux «partis ou organisations dont les directions politiques ont ainsi procédé, contrôlant de l'extérieur leur germe d'armée populaire, maintenant cette dualité d'organisation, ou retirant ses militants de la guérilla pour les envoyer se former ailleurs politiquement» (p. 95 de «Révolution dans la Révolution ?», car j'y reviens), je ne connais personnellement qu'un cas où cela A FAILLI se produire : la Colombie. C'est le parti révisionniste colombien qui a tout fait pour envoyer Marulanda étudier à

Prague, sous prétexte qu'il n'était pas un intellectuel alors qu'il était le principal support de la guérilla. Si les camarades chinois avaient commis tant de bévues, on se demande pourquoi on n'en trouve pas trace dans leurs écrits. On se demande comment ils ont pu remporter tant de victoires avant et après la libération.

Il ressort de tout cela que les dirigeants cubains font tout pour discréditer le marxisme-léninisme. Ils en viennent même, pour les besoins de leur cause à l'époque actuelle, jusqu'à faire subir des distorsions à l'histoire de leur propre geste révolutionnaire. Ainsi, lorsque Fidel déclare : «Ceux qui veulent faire la révolution ont le droit et le devoir de se constituer en avant-garde indépendamment des partis existants» (sous-entendant que les choses se sont passées ainsi à Cuba), je suis d'accord avec lui, car c'est ce que disent aussi les marxistes-léninistes. Lorsqu'il ajoute que la révolution se fera «avec ou sans parti» (comme soi-disant à Cuba), je ne suis pas d'accord, «Qu'il n'y ait pas de révolution sans avant-garde» (comme l'a prouvé Cuba), je le lui accorde. Que cette avant-garde ne soit «pas nécessairement le parti marxiste-léniniste» (parce qu'elle ne l'aurait pas été à Cuba), je le lui conteste ; à moins qu'il ne dise que cette avant-garde a cessé d'être marxiste-léniniste à Cuba depuis longtemps. Car, là, je n'ai aucun mal à lui donner raison.

Sur la question du rôle de l'avant-garde révolutionnaire, Régis Debray lui donnait, par anticipation, la réplique la plus éloquente qui soit. Pour cela, je suis obligé de retourner à l'article «Le castrisme... etc.» où, dans une note en bas de page (page 65 exactement du livre «Essais sur l'Amérique latine») — note déjà reproduite à ton intention — il signalait la nécessité d'«une avant-garde politique constituée» en Bolivie. A la page 78, il imputait la plupart des échecs de la lutte armée en Amérique latine à l'absence «d'un appareil politique de liaison avec les

masses urbaines, seul capable de faire le relais avec une action de masse dans la ville, légale si possible, d'amplifier par la propagande l'écho du foyer rural, de diffuser et faire pénétrer dans les villes un programme d'action, un manifeste politique, d'assurer le financement et le ravitaillement minimum en armes, munitions et vivres à partir du reste du pays, etc. : cas de la guérilla argentine, paraguayenne, péruvienne». A la page 87, il est encore plus explicite :

«L'organisation politico-militaire ne peut pas être différée.

«On ne peut pas laisser au développement même de la lutte le soin de la mettre sur pied (Cette fois, ce n'est pas moi qui souligne).

«Les conditions post-cubaines — moins d'effet de surprise en faveur des guérilleros, et plus de préparation politique et militaire du côté de l'ennemi — ne permettent pas sur ce point, semble-t-il, le même empirisme que Cuba».

Dans une optique révolutionnaire, avant-garde et parti, c'est la même chose. A cette différence près que l'avant-garde peut ne pas adopter les structures et formes traditionnelles d'un parti de type nouveau, tandis que ce dernier peut exister sans jouer un rôle d'avant-garde. C'est ce qui s'est passé à Cuba (et ailleurs, notamment en Algérie), avant la révolution, lorsque le Mouvement du 26 Juillet est venu supplanter le P.S.P. à l'avant-garde des masses. Le «26 Juillet» n'était pas un parti proprement dit, encore moins un parti de type nouveau ; mais dans ces circonstances particulières, il en a joué le rôle.

Le «26 Juillet» représentait-il une avant-garde marxiste-léniniste? Dans le sens classique, non. Mais, ses trois principaux dirigeants (Fidel et Raoul Castro, Che Guevara) ont agi comme des marxistes-léninistes. En 1960 déjà, dans «Verde Olivo», Che essayait de cerner ce problème en écrivant ceci : «... en déclenchant notre lutte, nous n'avons fait qu'obéir aux lois

prévues par Marx le scientifique et, par ce chemin de rébellion, en luttant contre la vieille structure du pouvoir, en nous appuyant sur le peuple pour détruire cette structure et, en prenant comme base de notre lutte le bonheur de ce peuple, nous nous conformons tout simplement aux prédictions du scientifique Marx. C'est-à-dire, et il est bon de le souligner une fois de plus, les lois du marxisme sont présentes dans les événements de la Révolution Cubaine, indépendamment du fait que ses leaders professent ou connaissent à plénitude, d'un point de vue théorique, ces lois».

Peu importe que Fidel renonce maintenant à être ce qu'il était alors : il ne peut pas effacer ce qu'il a été. Donc, il n'y a pas eu à Cuba constitution d'un parti seulement après le triomphe de la phase insurrectionnelle de la révolution. Il y a plutôt eu reconstitution du parti après fusion avec d'autres organisations.

En dépit de nombreuses particularités propres d'ailleurs à toutes les révolutions, la geste cubaine n'est pas un phénomène singulier qui bouleverse toutes les données du marxisme-léninisme. Seuls, les révisionnistes, choyés jusqu'à hier encore par les dirigeants de La Havane, ne cessent de mettre l'accent sur la spécificité de la révolution cubaine : moins d'ailleurs pour insister sur l'impossibilité de l'imiter, que pour éviter de faire la révolution eux-mêmes, n'est que de lire, pour s'en convaincre, «Problèmes de la Paix et du Socialisme».

Selon nous, il y a trois traits de la révolution cubaine qui ne peuvent ou ne doivent se répéter nulle part en Amérique latine. Le premier, c'est l'effet de surprise. Personne n'ignore qu'on ne prendra plus au dépourvu ni l'impérialisme ni la réaction intérieure. On n'a qu'à évoquer les cas de Juan Bosch, en République Dominicaine, et Joao Goulart, au Brésil. Le deuxième, c'est la brièveté de la lutte. La révolution ne triomphera en aucun autre pays latino-américain au bout de deux

ans de guerre de guérilla. En Colombie, on lutte depuis vingt ans déjà ; au Guatemala, depuis sept ans ou huit ans ; au Venezuela, depuis plus de six ans ; sans parler de pays comme le Nicaragua et le Pérou où la lutte armée ne s'est pas déroulée de façon continue. Le troisième, la non-intervention directe des Etats-Unis. En Amérique latine, comme en Chine et au Vietnam, la guerre civile révolutionnaire se transformera en guerre patriotique contre l'occupant impérialiste.

A Cuba, la lutte insurrectionnelle est restée avant tout une lutte contre la tyrannie, contre la dictature, pour les libertés fondamentales, pour la démocratie... véritable, comme dirait le P.C.F. Régis Ubu Castro a été induit en erreur, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, quand on l'amena à prendre la consigne «La Patrie ou la Mort» pour celle de la guerre civile cubaine. Elle ne devait pourtant faire son apparition qu'après la prise du pouvoir, en mars 1960.

Le slogan de la lutte pour la libération était plutôt : «Liberté ou la Mort !» Là bataille pour la défense et le salut de la patrie ne s'est engagée qu'après 1959, devant l'opposition américaine. Il n'en ira pas ainsi à l'avenir et celui qui penserait qu'un pays latino-américain peut détruire l'appareil d'Etat réactionnaire sans rencontrer désormais l'intervention directe des yankees, serait d'un aveuglement insensé. A-t-on oublié que les dominicains, pour être allés plus loin que d'autres dans la volonté de remettre au pouvoir un gouvernement libéral, timidement réformiste, se sont heurtés à 40 000 «marines» et parachutistes armés jusqu'aux dents? Régis Ubu lui-même signale les circonstances qui ont fait des partis asiatiques les porte-drapeaux de la lutte pour l'indépendance nationale. Il voulait prouver que ceux d'Amérique latine qui ont pris naissance dans des conditions tout autres ne pouvaient tirer parti des expériences d'Extrême-Orient. Mais il fait tout simplement abstraction des événements de ces

dernières années qui ont montré que c'est l'impérialisme lui-même qui se charge de transformer, à l'instant choisi par lui, la guerre civile révolutionnaire en guerre anti-américaine. Sauter à pieds joints par-dessus cette réalité, c'est arrêter la roue de l'histoire en 1958.

Tout indique donc, en raison de ces circonstances nouvelles, qu'une révolution prolétarienne ne peut arriver au pouvoir sans une avant-garde plus ou moins bien structurée et idéologiquement préparée. Étant donné la vigilance de l'ennemi intérieur et extérieur, il faut être mieux armé pour lui faire face, et le noyau des révolutionnaires conscients devra être plus étoffé qu'il ne l'était à Cuba. Cela ne veut pas dire qu'il faille obligatoirement construire un véritable parti à l'image de ceux que nous connaissons déjà en Amérique latine, et chercher à le légaliser avant de se lancer dans la lutte armée. Je crois qu'on doit édifier le parti, non pas dans le but de recueillir la manne fournie par les pays socialistes, non pas dans le but d'en faire un rouage supplémentaire dans le système établi et de réclamer sa part du gâteau, mais dans le but de préparer la prise du pouvoir par les armes, dans le but d'encadrer et de diriger les masses dans la lutte armée. La formation des cadres, commencée A FROID, sera complétée dans le feu de la bataille, A CHAUD. Ce ne sont pas là des recettes que nous concoctons en partant de tel ou tel modèle : c'est ce qu'il faut pour affronter un ennemi averti et pour poursuivre une guerre de longue haleine. — caractère inéluctable de toute lutte latino-américaine quoique passé sous silence par les dirigeants cubains. Dans ce cas, l'expérience chinoise sera moins utile qu'on ne le prétend.

Suis-je en train de dire quelque chose de nouveau quand je parle du caractère prolongé de la guerre populaire en Amérique latine ? Régis Debray avait tout fait, par ses écrits, pour me

convaincre que l'ennemi ne sera plus pris au dépourvu désormais sur notre continent. De même, ses longs développements sur l'offensive yankee dans tous les domaines, particulièrement sur le plan militaire avec la préparation reçue par les bérets verts, attiraient mon attention sur l'inéluctabilité de l'intervention américaine. En ce qui a trait au concept de «guerre prolongée», il gifle, là aussi, Régis Ubu : «Que les combattants des F.A.L.N. aient commencé une guerre longue, ils sont les premiers à le savoir, surtout ceux des montagnes. Une guerre dure, avec ses reculs, ses longues marches, ses compromis momentanés... Cette guerre révolutionnaire sera aussi longue que l'ennemi est fort et prévenu.» (Tiré de l'article : «Dans les maquis vénézuéliens», p. 44). Et encore: «Tous les guérilleros savent en ce moment que la guerre sera longue et doit l'être.» («Le castrisme... etc.», p. 108). Sur les changements survenus en Amérique latine depuis 1959, je laisse encore la parole à Régis Debray. Tout l'article intitulé : «Amérique latine : quelques problèmes de stratégie révolutionnaire» est à lire. Je saisis néanmoins de brefs extraits : «Cuba a haussé le niveau de préparation matérielle et idéologique de la réaction impérialiste en moins de temps que celui des avant-gardes révolutionnaires» (p. 152). Suit un long développement tellement réaliste qu'il pourrait paraître défaitiste. Il nous conduit à cette conclusion à la page 159 : « Les sacrifices de vies humaines, la durée même de la guerre révolutionnaire, sa complexité, ont donc augmenté depuis Cuba.» Ces citations t'ennuient-elles ?

Décembre 1967.

Tu sais que nous avons maintes fois souri de la manière dont les interlocuteurs de Fidel étaient charmés, médusés par sa personnalité. Régis Ubu n'a pas échappé à cette fascination, même lorsque le Premier cubain lui faisait faire l'éloge de

certains aspects de la révolution qui comportent des inconvénients certains. Pourquoi proposer comme seul valable le processus de formation ou de reconstruction du parti à Cuba ? Pourquoi vouloir reconstituer arbitrairement les circonstances qui font que le niveau idéologique est si bas dans ce pays ? Pourquoi s'élever contre la formation d'un véritable parti antérieurement ou parallèlement à la lutte armée, alors que le talon d'Achille de la révolution cubaine est précisément le manque de cadres politiques issus de la guérilla : ce qui a conduit les dirigeants cubains à intégrer dans l'Armée Rebelle, et à des postes de responsabilité des gens qui, comme Joaquin Ordoqui, n'avaient pas participé à la lutte et même la trahissaient systématiquement ?

Au contraire, durant la guerre nécessairement longue en Amérique latine, on aura tout le temps de former des cadres et des dirigeants passés par l'épreuve du feu. Sais-tu que l'armée chinoise a été et est une grande école de préparation de cadres politiques ? Oui, puisque je te l'ai écrit. Ce qui prouve, une fois de plus, qu'il n'y a aucun hiatus, à aucun échelon, entre l'instance politique et l'instance militaire.

Sur cette question de la formation théorique révolutionnaire, Régis Debray a déjà donné aussi la réplique à Régis Ubu Castro. Laissons la parole au premier : ...«Après la Révolution cubaine, il n'est pas possible de développer une pratique révolutionnaire sans un grand effort théorique de compréhension de l'impérialisme et de la situation nationale de chaque pays. Pour des raisons qu'il faudrait étudier, les mouvements de libération sous-estiment le travail théorique.» «Entretien avec les étudiants de La Havane», p. 195). Au cours du même entretien, il déclarait: «Il y a une sous-estimation évidente de la théorie révolutionnaire, c'est-à-dire de l'autocritique et de l'analyse de l'ennemi, du milieu réel, telles qu'ont pu les faire des hommes

comme Lénine et Mao Tsé-toung, pendant toute la guerre de libération chinoise ou pendant toute la révolution soviétique» (p. 202).

Comme tu le vois, par cette dernière citation, jusqu'en 1966 peu avant de se laisser dicter «Révolution dans la Révolution ?», Régis Ubu avait encore du respect et de l'admiration pour Mao Tsé-toung. Auparavant, dans «Le castrisme...», il avait écrit à la page 62 : «PEROU : A Puerto Maldonado, sur la frontière bolivienne, est liquidée l'avant-garde d'une colonne importante. Les guérilleros n'ont même pas le temps d'entrer en action. (Pablo Neruda compose alors une ode à la mémoire de Javier Heraud, jeune poète péruvien tué à Puerto Maldonado. Il se rétractera par la suite, à la veille des élections chiliennes du 4 septembre, lorsqu'il insultera tout ce que l'Amérique et le monde comptent aujourd'hui de léninistes.) Le dernier membre de phrase (tout ce que le monde... ; etc.) est une claire allusion à l'attaque lancée alors par Neruda contre Mao qu'il qualifiait de «Bouddha vivant».

Quant tout le sort d'une révolution repose sur les épaules d'un homme, ou d'un groupe très restreint de «personnages historiques», on joue à pile ou face. Pendant longtemps et, peut-être jusqu'à l'heure actuelle, l'orientation de la révolution cubaine a dépendu des conceptions de son chef suprême et de quelques-uns de ses intimes et fidèles compagnons, dont son propre frère. Aujourd'hui encore, on se demande à Cuba de quoi demain serait fait si Fidel venait prématurément et inopinément à disparaître. Il n'est pas que «le premier parmi ses égaux» : il peut décider souverainement en dépit de la reconstitution définitive du parti. Du moins, rien ne se décide, rien n'est correctement accompli tant qu'il n'a pas dit son mot ou mis personnellement la main à la pâte. Le départ du Che est venu aggraver cette situation. Quel

révolutionnaire pourrait nous présenter pareille situation comme exemplaire. En Chine, tout en étant la personnification de la révolution, Mao est entouré d'une équipe dirigeante composée d'un grand nombre de «personnages historiques» ayant fait leur preuve, connus, aimés et respectés des masses tant qu'ils se maintiennent dans la ligne révolutionnaire. De plus, il est relié directement au peuple par une nombreuse armée de cadres intermédiaires de grande valeur «rouges et experts», comme on dit à Pékin. Si la révolution culturelle a démontré une chose c'est que Mao Tsé-toung n'est ni un homme d'appareil ni un potentat.

Régis Ubu cite l'exemple des difficultés dans lesquelles «la division entre les combattants de l'intérieur et leur gouvernement politique extérieur a mis l'Algérie d'aujourd'hui» (p 118). A notre avis, le cas algérien peut être présenté comme le prototype d'une situation où il n'y a pas eu de direction marxiste-léniniste du tout. Il ne s'agissait pas de division entre combattants de l'intérieur et «gouvernement politique» (sic) extérieur. Le G.P.R.A. représentait bel et bien ceux qui se faisaient tuer à l'intérieur : c'est ce qui lui a permis de mener à bien les pourparlers avec la France et de conclure les accords d'Evian, acceptés par les combattants. J'avoue maintenant qu'à la suite d'une interview que Ben Khedda m'avait accordée à La Havane, en 1961, j'avais naïvement cru qu'il n'était qu'un figurant et que les véritables leaders (qui devaient être marxistes-léninistes) se trouvaient sur le terrain. Mais, la suite des événements est venue prouver que nous nous trouvions simplement en présence d'une révolution nationaliste, fortement marquée par l'Islam.

La conséquence a été l'élimination des leaders du G.P.R.A., non au bénéfice des dirigeants de la guérilla, mais à celui d'autres leaders non-combattants et farouchement nationalistes, Les marxistes-léninistes ne se montrèrent nulle part pour la bonne

raison qu'il n'y en avait pas. Le Parti Communiste Algérien suivant les instructions du P.C.F. révisionniste et, pour cette raison, n'a pas su remplir sa mission d'avant-garde : c'est là qu'il faut chercher la clef de l'évolution des événements et non dans une quelconque division entre «intérieur» et «extérieur». Ce qui montra que la guérilla n'est pas forcément «le parti en gestation», comme l'écrit Régis Ubu Castro.

Il est donc plus sûr de faire en sorte que le contraire soit vrai, c'est-à-dire que le parti soit la guérilla en gestation. Car, il n'est pas exact, que «dans la plupart des pays où sont données les conditions de la lutte armée, en commençant par le foyer militaire, il est possible d'aboutir au «foyer» politique ; en commençant par le «foyer» politique, il est presque impossible d'aboutir au foyer militaire» (p. 130).

Cette dernière proposition celle des révisionnistes selon qui le passage pacifique au socialisme est possible. En effet, il est possible théoriquement, mais il ne s'est encore jamais produit dans la pratique et, tout permet de prévoir qu'il ne se produira pas. À commencer par l'histoire qui a sanctionné la thèse de l'usage de la violence chaque fois qu'il s'est agi d'une révolution véritable. En somme, la thèse du foyer militaire se transformant en «foyer» politique ne s'est vérifiée nulle part, y compris à Cuba. Car, dans ce dernier pays, comme je te l'ai déjà dit, l'organisation politique a précédé le déclenchement des opérations. Le réseau des représentants du «26 Juillet» couvrait le pays avant même le débarquement du «Granma». Il y a eu une organisation politique à l'origine des trois foyers de guérilla qui se sont le plus solidement implantés jusqu'à présent en Amérique latine : le parti libéral en Colombie ; les groupes trotskystes et communistes, au Guatemala ; P.C., M.I.R. et U.R.D., au Venezuela. Remarque que, sauf chez toi, au Venezuela, peut-être, les deux autres fronts n'ont pas bénéficié

de l'aide directe de Cuba, au départ. Il est encore trop tôt pour parler de la Bolivie. Mais, l'expérience montre, sans aucun doute possible, que les foyers de guérilla qui ont bénéficié de l'appui d'une organisation politique, soit au début, soit immédiatement après, ont eu plus de chance de survie et de viabilité.

Je suis d'accord avec Régis Ubu pour reconnaître que dans les pays d'Amérique latine où existent des conditions propices à la lutte armée, l'avant-garde ne reçoit sa consécration définitive qu'en dirigeant les masses vers la guerre populaire. J'admets aussi, qu'en attendant, toutes les organisations de gauche peuvent prétendre à ce titre. Rien n'empêche cependant une organisation de s'appeler «marxiste-léniniste», même si elle n'a pas encore prouvé par des actes qu'elle est vraiment l'avant-garde révolutionnaire. C'est, du moins, une déclaration d'intention qui suppose tout un programme d'action. Est-ce occuper en droit une place qu'on n'occupe pas en fait ? C'est possible... jusqu'à nouvel ordre. Mais, l'appellation «communiste» soulève les mêmes problèmes ; et que l'âge moyen des P.C. révisionnistes d'Amérique oscille entre trente et quarante ans, qu'ils n'aient jamais autrement justifié leur titre que par la création d'une énorme bureaucratie, ne semble pas gêner outre mesure les camarades cubains.

En Amérique latine, aucun parti marxiste-léniniste n'a encore six ans d'âge : pourquoi leur nier le droit à cette appellation, alors que d'autres faisaient tranquillement une carrière de «communistes» en gérant des immeubles de rapport, en transformant leur organisation en entreprise capitaliste et en officine électorale ? C'est particulièrement le cas des P.C. d'Argentine, du Chili et de Colombie. Cette sévérité à l'égard des marxistes-léninistes s'expliquerait-elle par le respect qu'en secret les camarades cubains éprouvent malgré tout pour eux ? Si

secret il y a, il est bien jalousement gardé... Car, je te le répète, les camarades cubains ont choisi les années les plus cruciales et les plus décisives du mouvement révolutionnaire mondial (1964-66) pour décerner un certificat de bonne conduite à tous les révisionnistes de l'Amérique latine. Hier encore, en janvier 1966, cette préférence et ce soutien se manifestaient de façon éclatante par l'invitation de ces partis à la Tricontinentale à l'exclusion de presque tous les autres. Quant à la conférence de l'OLAS, de l'aveu même des dirigeants cubains, aucune organisation marxiste-léniniste n'y figurait.

C'est pourquoi nous nous inscrivons en faux contre les trois affirmations suivantes proférées par Fidel Castro et reprises par Régis Debray :

1) Si toutes les organisations de gauche ont également titre à revendiquer le poste d'avant-garde, «ce ne serait pas accélérer la formation de cette avant-garde réellement représentative que de maintenir des rapports avec une seule d'entre elles. Le sectarisme dans ces conditions, plus que ridicule, serait sans fondement» (p. 136).

2) «Nous avons une politique de rapports élargis avec toutes les organisations de gauche et de front élargi, conformément à notre Déclaration de La Havane» (p. 136).

3) Par contraste avec d'autres pays, l'unique exigence requise par la Révolution cubaine pour obtenir son appui est la suivante : on ne peut pas postuler à la fonction d'avant-garde à moins d'affronter l'impérialisme en actes et non en paroles, condition exigée par Lénine de toutes les organisations qui voulaient adhérer à la Troisième Internationale» (p. 136-137).

En ce qui concerne ce dernier point, nous pouvons affirmer que la seule organisation révolutionnaire haïtienne qui ait fait l'expérience de la lutte armée est systématiquement ignorée des

autorités cubaines. Par contre, elle racole tous les individus soumis à leurs thèses et leur décerne l'étiquette de «révolutionnaires».

Telle est la vérité !

Janvier 1968.

Je crois que j'ai maintenant entièrement répondu à tous les points de ta lettre. J'ai essayé de te donner mes impressions sur la Chine, vue de l'intérieur. Je t'ai expliqué pourquoi je ne pouvais plus suivre la politique cubaine vis-à-vis de l'Amérique latine. Je t'ai signalé ce qui m'empêche de partager ton admiration pour le livre de Régis Ubu Castro. Je me prépare à reprendre le dialogue avec toi quand tu m'auras fait part à nouveau de tes sentiments. Mais, je voudrais, avant de terminer cette série de lettres, te résumer mes remarques sur l'orientation actuelle du fidélisme, puisque, en tant que latino-américains, c'est la question qui nous concerne le plus.

Tu me signales la grande popularité dont jouit la révolution cubaine parmi les progressistes et les non-communistes de tous poils du monde entier comme preuve de la justesse de la ligne suivie à La Havane. Je te répondrai que la bourgeoisie sait, presque d'instinct, ce qu'elle peut assimiler ou annexer ; elle a une grande habileté pour distinguer ce qui peut l'avaler de ce qu'elle peut avaler.

Je sais, d'expérience, les souffrances que coûtent aux peuples les clins d'œil de leurs dirigeants à l'endroit de cette faune internationale qu'on appelle «les intellectuels de gauche». Depuis quelque temps, l'Union soviétique jouit aussi d'bonne presse auprès des «gens bien». Qui a changé : l'Union soviétique

ou les «gens biens» ? Non, franchement, la plus grande gloire du dirigeant révolutionnaire, du gouvernement révolutionnaire c'est d'être haï, trahi et calomnié par l'ennemi de classe déclaré ou camouflé.

Quelle que soit l'opinion personnelle subjective des dirigeants cubains, leur pays doit beaucoup à la Chine, au moins du point de vue politique. Car si, maintenant, Cuba peut prétendre tenir tête à l'Union soviétique, esquisser une politique extérieure indépendante et élaborer une stratégie pseudo-révolutionnaire qu'elle entend imposer au mouvement de libération nationale tout entier, particulièrement en Amérique latine, c'est grâce à la Chine. Cette dernière, en se révoltant contre un leadership qui n'a plus de justification parce qu'il s'exerce désormais au bénéfice exclusif d'une politique chauvine, nationaliste et égoïste faite de reculades par bonds et de capitulation systématique devant l'impérialisme américain, donne à tous les pays socialistes la possibilité de se libérer de cette tutelle gênante. Tous les révolutionnaires en ont bénéficié. Si la Chine avait accepté jusqu'ici en silence ou passivement la violation flagrante des principes révolutionnaires, on ne peut pas prévoir ce qui serait advenu de l'Albanie tandis que les vietnamiens seraient purement et simplement trahis et abandonnés plus qu'ils ne le sont déjà. Khrouchtchev qui était moins rusé que la troïka actuelle ne cachait pas qu'il voulait au moins se laver les mains quant au sort du Vietnam en annonçant, en l'été 1964, que l'Union soviétique allait renoncer à la coprésidence de la conférence de Genève.

Quand on parle d'axe La Havane-Hanoï-Pyongyang, je souris sachant bien que seuls les Chinois se retrouveront une fois de plus aux côtés des camarades coréens si d'aventure les «marines» s'avisent de franchir à nouveau le 38ème parallèle.

Naturellement, il ne saurait être question de manifester une quelconque reconnaissance à l'endroit de la République Populaire de Chine. Celle-ci n'a fait que son devoir et, comme le déclarent ses dirigeants en toute occasion, son action est aussi bénéfique aux autres qu'à elle-même dans la mesure où cela fait avancer la cause de la révolution.

Évidemment, chacun jouit à sa manière de cette indépendance toute neuve. Il y en a même qui refusent d'en jouir. Des dirigeants plus soucieux de ne pas avoir d'«histoires» que de la défense des intérêts de leur peuple acceptent encore les traités inégaux et les contrats léonins. On a vu tout récemment encore le gouvernement tchécoslovaque accepter de financer l'exploitation des champs pétrolifères de la Sibérie pour un coût de 500 millions de dollars, somme remboursable en brut extrait de cette lointaine région. Alors que le pétrole extrait dans la région de Moscou reviendrait bien meilleur marché à l'économie tchécoslovaque qui, en outre, paie à son fournisseur le double du prix que paie l'Italie à la tonne au même vendeur.

Je comprends sans difficulté le désir des dirigeants cubains — dont le patriotisme ne peut être mis en doute — de consolider leur indépendance nationale. Mais, ne pourraient-ils pas penser à la consolider sur le plan intérieur en ne vivant pas au-dessus de leurs moyens, en comptant sur leurs propres forces, comme disent les Chinois ? C'est certainement plus facile à dire qu'à réaliser. Les camarades cubains nous répliquent, non sans raison, qu'ils ne peuvent faire ce que font les camarades chinois avec un vaste territoire aux climats variés et avec d'immenses richesses encore inexploitées. En revanche, les Cubains ont désespérément cherché un combustible sur leur propre sol ou sous-sol. En vain. La quantité de naphte découverte au cours des prospections effectuées par les techniciens soviétiques est négligeable et ne

justifie pas une exploitation. Les chutes d'eau sont peu nombreuses à Cuba et d'un faible débit. Les nombreuses expériences réalisées à l'Institut Cubain d'Investigations Technologiques ont démontré que la tourbe de la Ciénaga de Zapata ne pouvait pas se substituer au charbon de terre. Il s'est avéré qu'il n'était pas rentable d'importer les principales matières premières qu'on ne trouve pas en quantité suffisante dans le pays pour mettre sur pied une industrie sidérurgique. L'industrie manquant de base, cela réduisait singulièrement l'aide qu'elle aurait pu apporter à l'agriculture. Pourtant... pourtant, le Che avait bel et bien un plan d'installation. (Mais, passons...)

La solution révolutionnaire eût-elle été alors de ne compter qu'avec ce que l'on avait pendant deux ou trois générations et appliquer à la lettre cette consigne, extraite d'un discours de Fidel, qu'on voyait sur les affiches en 1963 : «Nous n'aurons que ce que nous serons en mesure de produire» ? Cela signifierait sans doute travailler intensément pour augmenter la production agricole avec des moyens rudimentaires jusqu'à pouvoir exporter des surplus appréciables en échange des produits industriels importés. Long et pénible cheminement qui se traduirait par une baisse sensible du niveau de vie actuel.

Ce que l'on constate précisément en Chine c'est que, contrairement à ce qui s'est passé dans presque tous les autres pays socialistes, la révolution a été immédiatement payante sur le plan matériel. Les camarades chinois me racontent qu'au lendemain de la libération, pour pallier la pénurie de l'essence, ils avaient inventé un dispositif permettant de faire rouler les autobus au gaz. Cela donne une idée des difficultés du début et de la volonté dont il a fallu faire preuve pour les surmonter. Cependant, une meilleure distribution du produit national brut avait suffi, dès le début aussi, à améliorer le niveau de vie.

Mais, comme je te l'ai dit, la classe moyenne à Cuba est proportionnellement l'une des plus importantes, sinon la plus importante de l'Amérique latine. On croit que la paysannerie représentait à peine 40 pour cent de la population, l'un des pourcentages les plus faibles du continent. L'influence de cette petite-bourgeoisie est souvent décisive et déterminante sur le prolétariat — pas seulement sur l'aristocratie ouvrière — et même sur la paysannerie. Le «guajiro» cubain, en quelque endroit, même le plus reculé du pays, où il se trouvait, n'ignorait pas l'existence de l'électricité, de la radio, de la télévision, du téléphone et du réfrigérateur, bien que n'en ayant pas l'usage. Or, cette petite-bourgeoisie, tant urbaine que rurale, avait dans une large mesure assimilé inconsciemment le «way of life» américain, avec tous ses complexes, ses réflexes, ses motivations et aspirations.

Par ailleurs, je t'ai déjà signalé l'effet qu'a eu la courte durée de la guerre révolutionnaire au cours de laquelle il n'y a pas eu d'affrontement direct avec les yankees. Ainsi, si la «surprise» a joué à plein contre l'ennemi, elle a aussi entraîné pas mal d'équivoque auprès des masses mal éduquées politiquement — je ne dis pas «non éduquées» — qui n'ont pas eu le temps de commencer à «intérieuriser» le socialisme scientifique. Ils n'étaient pas nombreux ceux qui, le 1er janvier 1959, étaient prêts à admettre que le triomphe de la révolution n'entraînât pas ipso facto une élévation du standard de vie. Dans ce pays rempli à l'époque de grosses voitures américaines (dont 25 000 Cadillac, disait-on), consentir à ne posséder qu'une voiture européenne pouvait représenter, même pour un cadre intermédiaire ou un ouvrier qualifié, un énorme «sacrifice». Il n'est pas jusqu'au goût des appareils électro-ménagers qui ne soit plus répandu et «allant de soi» à Cuba qu'en France. Dans de telles circonstances, il n'y avait pas d'autre alternative : ou bien

faire accepter volontairement les «sacrifices» par un travail idéologique presque surhumain handicapé non seulement par ce contexte mais encore par la proximité de l'impérialisme et les entreprises multiformes de la C.I.A. qui ne chôme pas ; ou bien satisfaire le plus largement et le plus rapidement possible l'aspiration à une vie matérielle confortable.

Le Che n'avait-il pas entrevu la possibilité du choix de la première voie lorsqu'il préconisait le recours aux stimulants moraux ? Cela n'eût pas été tellement étonnant. Le phénomène suivant s'est déjà produit ailleurs : les masses qui, hier, se rebellaient contre l'ancien régime pour, entre autres choses, se soustraire à certaines privations, en acceptent davantage avec enthousiasme pour consolider le nouveau. Mais je suis en train de théoriser. Car, en fin de compte, c'est la deuxième voie qui a été choisie.

Je ne veux pas discuter avec toi du bien-fondé ou du mal-fondé de ce choix et de ses conséquences sur le plan intérieur. Bien qu'il y ait une foule de questions qu'il serait intéressant d'approfondir. Par exemple : comment parviendra-t-on, dans ce pays, à l'élimination progressive de l'aliénation de l'homme vis-à-vis des biens qu'il produit ? N'hypothèque-t-on pas à Cuba l'indépendance nationale ? Comment peut-on dans ces conditions parler de construire le socialisme simultanément avec le communisme ? Peut-on construire le communisme alors que les deux tiers de l'humanité restent à libérer, alors que tout le reste de l'Amérique, Etats-Unis en tête, est encore sous la férule des classes dominantes réactionnaires ?

Une fois choisie la voie de la facilité, le risque était grand que Cuba ne fût plus qu'un petit satellite gravitant pieds et poings liés autour de l'orbite soviétique. Il n'y aurait plus qu'à attendre le

moment où, au moindre désaccord avec Fidel, Moscou brandirait devant lui le spectre des représailles économiques. Soumis au blocus de l'impérialisme yankee, isolé du mouvement révolutionnaire latino-américain et mondial, les choses se seraient passées en vase clos et David, cette fois, ne pourrait que s'agenouiller devant Goliath. Bien sûr, la révolution cubaine pourra toujours compter sur la solidarité agissante de la République Populaire de Chine face à un coup dur. Car, en dépit des efforts qui se déploient particulièrement à Washington et à Moscou, pour sous-estimer sa puissance en vue de l'empêcher d'occuper la place à laquelle elle a droit, personne n'ignore que la Chine est en mesure, à l'heure actuelle, de faire face à n'importe quel ennemi sur n'importe quel point du globe.

D'autant plus que l'affrontement avec les Etats-Unis est singulièrement facile puisqu'on peut tout à loisir sélectionner le point sur lequel il convient de les frapper. Autrement dit, il n'est pas absolument nécessaire d'envoyer des troupes et du matériel dans les Caraïbes pour repousser une agression américaine dans cette zone ; il suffit de porter des coups sur des objectifs pré-sélectionnés à proximité permettant ainsi à n'importe quel pays du camp socialiste de combattre pratiquement à ses portes l'ennemi numéro 1 de l'humanité, le gendarme international. Signalons en passant que, grâce à la présence de la base de Guantanamo sur son sol, Cuba aussi possède ce même avantage de pouvoir choisir son champ de bataille pour manifester sa solidarité avec un pays ami victime d'une agression yankee : cela pouvait se faire aussi bien pour venir en aide à la République Dominicaine en 1965 que pour voler au secours du Vietnam actuellement. Si donc Cuba n'a pas de frontière commune avec le Vietnam, elle en a par contre avec les Etats-Unis : c'est tout comme.

Mais, même en ne s'adressant à Pékin que dans l'éventualité de représailles économiques soviétiques ou d'une agression américaine Fidel courait encore le danger d'être lâché «en douce» par Moscou. Tout au moins, se voyait-il de façon constante dans la position inconfortable de quémendeur. Pour ne pas remettre en question sa politique intérieure, gage de tranquillité, de stabilité et de pérennité pour son gouvernement ; pour garantir au contraire le développement ultérieur de cette politique tout en conservant une grande marge de manœuvre, Fidel s'est ingénié à se présenter comme le porte-parole d'une tendance au sein du mouvement communiste et ouvrier international. Cela lui est facile puisque s'il n'y a qu'un marxisme-léninisme, il y a, par contre, une diversité inouïe de révisionnismes.

La codification du fidélisme à l'intention du mouvement de libération nationale d'Amérique latine, pour être bien comprise, ne doit pas être considérée de façon isolée. Elle fait partie d'un tandem avec un autre élément : «La voie urbaine vers le socialisme» ou «la construction du socialisme simultanément avec le communisme dans un pays dépendant, sur le plan économique, et arriéré, sur le plan idéologique. En prenant la tête d'une pseudo «troisième voie» ou «troisième force» au sein du camp socialiste, le Premier ministre cubain se forge une arme de chantage contre l'U.R.S.S. principalement. Ce n'est pas pour rien que la résolution «anti-soviétique» volée à la conférence de l'O.L.A.S. en août 1967 est restée secrète. Le fidélisme, c'est l'instrument de marchandage sur le plan extérieur pour pousser en avant «la voie cubaine vers le socialisme» sur le plan intérieur. La prime d'assurance que les dirigeants cubains n'avaient pas réussi à faire payer en 1964 par les oligarchies latino-américaines et l'impérialisme yankee avec la Déclaration de Santiago de Cuba, ils veulent l'obtenir avec la «troisième

voie».

Le but apparent de l'ouvrage de Régis Ubu Castro est d'expliquer la «doctrine militaire» nécessaire au triomphe de la révolution en Amérique latine. L'auteur est convaincu du caractère inéluctable de cette révolution. Nous aussi, mais chacun sait que si la libération de Cuba a donné courage et espoir à tous, la partie est loin d'être gagnée. La lutte qui ne fait que commencer a connu quelques succès à côté de beaucoup de revers. Régis Ubu veut en trouver l'explication du côté d'une certaine servilité à l'égard des modèles de lutte de type asiatique (sous-entendu chinois et vietnamien). Ce qu'il faut, selon lui, c'est d'inventer un mode de lutte tout à fait original et approprié à l'Amérique latine, sans imiter personne, si ce n'est l'expérience cubaine.

Pourtant avant de devenir Régis Ubu Castro, Régis Debray démontrait, lui aussi, le danger d'une imitation servile du modèle cubain et combattait cette tendance. Ce qui lui avait valu des reproches à La Havane en 1966. Dans son article «Le castrisme...» il disait, faisant une sorte de bilan de la lutte armée en Amérique latine : «En fait, l'analyse rapide des raisons de ces échecs fait voir qu'ils sont dus à l'imitation trop hâtive «d'un modèle», celui de la révolution cubaine...» Je te renvoie encore une fois au livre déjà cité «Essais sur l'Amérique latine» où cette question est largement traitée.

Régis Ubu Castro — alias Fidel Ubu Debray — a fait flèche de tout bois pour essayer de faire pièce à la révolution chinoise dont les dirigeants n'ont pourtant jamais voulu faire passer leur expérience pour exemplaire.

L'un des problèmes capitaux posés par l'auteur est celui-ci : une organisation politique est-elle un préalable nécessaire à l'ouverture de la guérilla, ou bien l'organisation sortira-t-elle

ultérieurement des rangs de la guérilla ? Le point de vue de Régis Ubu Castro est qu'une organisation politique antérieure à la lutte ne peut que la paralyser. Il vaticine : «L'Armée populaire sera le noyau du parti et non l'inverse... C'est pourquoi le travail insurrectionnel est aujourd'hui le travail politique numéro 1» (page 125 de «Révolution....») démentant ainsi Régis Debray.

Si Régis Ubu Castro entend par «parti» les partis révisionnistes dépendant de Moscou, je ne peux que lui donner raison. Il est évident que ceux-ci — sous l'influence de l'U.R.S.S. qui ne veut pas porter à bout de bras un second Cuba en Amérique latine, qui ne veut surtout pas rompre pour rien au monde sa lune de miel avec Washington — n'ont cherché que des occasions et des prétextes pour se dérober à l'affrontement militaire. Note en passant que Régis Ubu n'ose pas attaquer directement les groupes révisionnistes, pas plus que Fidel n'attaque nommément Moscou, comme il l'a fait pour les Chinois — le soutien économique des Soviétiques appelant en contrepartie, beaucoup de ménagements pour leur ligne.

Mais, si Régis Ubu condamne le bien-fondé de TOUTE organisation politique dirigeant la guérilla, je reprendrai en reprenant ses termes que la conséquence sera «une série d'erreurs militaires mortelles». Par ce que je sais jusqu'à présent de l'aventure du Che en Bolivie, il est clair qu'il a commis au moins deux erreurs capitales : 1) il a cru qu'il pouvait entraîner le parti révisionniste bolivien dans la lutte armée et a compté sur son appui (obsédé par l'expérience cubaine et aussi convaincu que les divergences idéologiques sont l'affaire des grandes puissances uniquement) ; 2) il n'a fait aucun travail de mobilisation de masses, pensant que le «détonateur» allumé par une bande de petits-bourgeois, la plupart étrangers, suffirait à mettre ces masses en mouvement. L'échec du Che n'est pas dû au

hasard, à «un coup du sort», comme l'a dit Fidel. C'est l'aboutissement logique et inéluctable de la stratégie fidéliste foncièrement petite-bourgeoise. C'est l'aboutissement d'une ligne qui ne définit pas scientifiquement l'avant-garde révolutionnaire, n'identifie pas la force dirigeante et la force principale de la révolution, ne trace pas une ligne de démarcation bien nette entre amis et ennemis, entre vrais amis et faux amis, entre alliés naturels et alliés occasionnels.

Rien n'a été, n'est et ne sera plus grave pour la révolution en Amérique latine que l'improvisation, le spontanéisme, à quelque sauce à laquelle on les assaisonne. Autrement dit, il faut se garder de deux erreurs : s'installer dans la lutte légale, bien à l'abri derrière un parti ayant pignon sur rue ; ou aller à l'aventure, dans la montagne, sans arrière et sans direction politique structurée.

Depuis la publication de «Révolution dans la Révolution ?» Fidel Ubu Debray semble d'ailleurs avoir changé d'opinion sur la question essentielle du parti et de la guérilla, puisqu'il déclarait dans son discours de clôture de la conférence de l'O.L.A.S. : «Il n'est pas question de nier l'importance de l'organisation politique dans la préparation de l'insurrection armée.» Mais le dirigeant cubain n'est pas à une palinodie près. Il se moque éperdument de la justesse ou de la fausseté d'une ligne ou même de l'absence de toute ligne. Il peut donc se permettre de changer de position comme on change de chemise. L'essentiel, pour lui, n'est pas de faire avancer une lutte qui progressera de toute façon (car, il le sait) mais de savoir tourner casaque à temps afin d'en recueillir les dividendes. Dans cette perspective, l'aval donné à l'action révolutionnaire du Che en Amérique du Sud était un atout majeur. Ne fait-on pas, mon vieux, à La Havane, sur le plan international, ce que l'on reproche au parti «communiste»

vénézuélien de faire sur le plan national ?

En fait, «Révolution dans la Révolution ?» constitue l'effort théorique le plus complet, le plus achevé (en dépit de son indigence) dans la laborieuse élaboration du fidélisme à l'usage de l'Amérique latine. Pour cela, il fallait démolir les thèses chinoises ; c'est ce qu'on a tenté de faire. La suffisance du Premier ministre cubain, son moitrinarisme agressif, l'exacerbation de son rôle personnel à l'échelle latino-américaine (on tend à nous le présenter comme un nouveau Bolivar), tout cela concourt à un but précis : concocter un fidélisme qui se situerait soi-disant à égale distance du marxisme-léninisme et du révisionnisme et qui serait le seul «interlocuteur valable» pour tout le continent. Avec qui engagera-t-il le dialogue demain ? Nul ne le sait. Sur le chemin qui s'écarte des principes, il n'y a pas de garde-fous.

Est-ce à dire que cet effort tendant à capitaliser à des fins nationales égoïstes le mouvement révolutionnaire latino-américain n'aura aucun effet bénéfique pour la lutte anti-impérialiste ? A cela, je ne peux répondre qu'une chose : cette lutte progressera dans la mesure où les révolutionnaires, tout en acceptant une aide internationaliste matérielle et morale, non assortie de conditions, ne comptent que sur eux-mêmes, sur les ressources de leurs peuples, sur leur aptitude à fondre toutes les expériences étrangères dans le creuset national sans tomber dans l'éclectisme ; la victoire ne sera conquise que dans la mesure où les révolutionnaires repoussent tout modèle pré-établi et refusent toute satellisation que, sous le couvert de la lutte contre le satellitisme, se proposerait un mini-kominform ou Komintern. A moins que l'impérialisme yankee ne subisse à brève échéance, dans son antre ou sur un autre théâtre d'opérations, une défaite décisive, la lutte en Amérique latine sera dure, longue,

complexe. Proposer, comme arme idéologique, aux révolutionnaires du continent les schématisations simplistes contenues dans le livre de Régis Ubu Castro, c'est un crime. Pour notre part, nous comptons sur l'idéologie qui anime le peuple chinois pour casser les reins du gendarme international. Il n'y a pas de doute que les dirigeants cubains y ont intérêt ; il n'y a pas de doute qu'ils ont apporté à la réalisation de cet objectif une contribution extraordinaire. Mais nous ne devons pas perdre de vue non plus que MAINTENANT ils ont aussi et surtout intérêt à assurer à leur petite-bourgeoisie un niveau de vie au-dessus de ses moyens.

En critiquant l'essence du fidélisme et en exprimant ma foi absolue dans le marxisme-léninisme, je ne tombe pas dans le travers que je reproche justement aux dirigeants cubains. Autrement dit, je suis loin de prétendre que seuls les partis ou organisations se réclamant du marxisme-léninisme jouent ou sont en mesure de jouer, en Amérique latine, le rôle d'avant-garde. Le mouvement marxiste-léniniste en est encore à ses débuts. Il est donc dans une situation un peu analogue à celle dans laquelle se trouvaient les partis communistes immédiatement après le triomphe de la Révolution d'Octobre. Avec pourtant cette différence essentielle qu'ils ne sont plus au service du «socialisme dans un seul pays». Cette thèse (que je ne mets pas en question ici) a marqué toute une ère dans le mouvement communiste et ouvrier international ; ère qui n'est pas encore tout à fait terminée (bien que la situation qui l'avait engendrée ait radicalement changé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale). Cette thèse imprègne encore, dans une certaine mesure, les concepts de la plupart des dirigeants marxistes-léninistes, même les plus jeunes. Car, notre grand drame est que les marxistes-léninistes ne sont pas issus d'une génération spontanée. Ils sont sortis des rangs des partis

révisionnistes et ils ont amené; avec eux dans le mouvement les habitudes de pensée sclérosées et les méthodes bureaucratiques apprises chez les révisionnistes.

Dans certains pays d'Amérique latine on a même vu naître de prétendus partis marxistes-léninistes sur la base des querelles de personnes et d'ambitions caudillistes au sein des partis révisionnistes. Évidemment, de tels groupements n'ont pas la vie longue : ils ne tarderont pas à se subdiviser ou à disparaître. En République Dominicaine, par exemple, nous avons pu assister à l'éclatement du «Mouvement Populaire Dominicain» qui se réclamait du marxisme-léninisme en un certain nombre de groupuscules inopérants se livrant une lutte acharnée sans principes. Mais ce n'est là que le revers de la médaille. Ce n'est qu'un aspect négatif d'un phénomène positif pris globalement. Car, dans les différents groupuscules issus du M.P.D. se trouve une majorité de cadres et de militants de grande valeur. Dans ce même pays, il existe aussi une organisation révolutionnaire sérieuse qui se propose comme objectif la constitution d'un véritable parti marxiste-léniniste tout en se préparant activement à jouer son rôle d'avant-garde du prolétariat dans la lutte armée. L'acier se débarrasse lui-même de ses scories en se trempant...

Chose apparemment étrange, cette organisation dominicaine de gauche, la plus importante du pays, à laquelle je viens de faire allusion, n'a pas l'heur de plaire aux dirigeants de La Havane, encore moins à ceux de Moscou naturellement. Pourtant, elle a maintes fois fait la preuve de sa combativité révolutionnaire, particulièrement lors de l'insurrection d'avril 1965 à St-Domingue, ainsi que de son aptitude à assimiler et à appliquer correctement les principes fondamentaux du marxisme-léninisme. La Havane et Moscou n'en continuent pas moins à entretenir des relations privilégiées avec le groupement

révisionniste qui ne se maintient que grâce à cet appui extérieur. Régis Ubu signale le cas de la direction du parti marxiste-léniniste péruvien abandonnée par son organisation de jeunesse qui, sous le nom de F.A.L.N., est allé s'intégrer, en 1966, aux guérillas. Ce qu'il ne signale pas c'est que lors de la constitution de ce parti marxiste-léniniste, toute la base du parti révisionniste l'avait rejointe. Mais l'état-major révisionniste, quoique totalement amputé de ses troupes, a pu non seulement maintenir ses relations exclusives avec La Havane et Moscou, mais encore en avait reçu une aide accrue lui permettant de transformer son hebdomadaire en quotidien ! Tout cela afin que cet état-major puisse jouer consciemment le rôle d'indicateur de police (je n'ai pas l'habitude de lancer de telles accusations à la légère) contre les marxistes-léninistes ! Travaille-t-on pour la révolution ou pour se créer un fief dans le mouvement révolutionnaire, sa petite chasse-gardée ?

Si, sous le seul prétexte désabusé qu'aucun gouvernement ne mène une politique de principes, tu me répondais que les camarades chinois en font autant, je t'affirmerais que rien ne permet d'avancer pareille allégation. Je mets au défi quiconque de montrer que les camarades chinois ont codifié leur expérience et tentent de la généraliser ou de l'imposer à d'autres comme modèle unique, Personne ne peut prétendre que des directives partent de Pékin, sous une forme OU sous une autre, à destination de tel mouvement, parti ou région du monde. Il arrive souvent que dans un seul pays plusieurs groupements se réclament du marxisme-léninisme. Pékin n'investit jamais aucun d'entre eux du monopole de la vérité révolutionnaire; il n'investit jamais de sa confiance absolue et aveugle une organisation révolutionnaire au détriment et à l'exclusion de tout autre dans un même pays. Dans ces cas-là, Pékin ne décide pas ; il ne tranche pas sans appel, contrairement à ce qu'on fait tous les

Jours à Moscou et à La Havane où l'on invite sans ménagement les autres groupements ou personnalités à se joindre à l'heureux «élu».

Pékin appuie sans réserve et aide toutes les organisations qui mènent, n'importe où dans le monde, une lutte armée (de libération nationale ou anti-impérialiste, en s'abstenant de leur imposer ni une stratégie, ni une tactique, ni l'établissement de rapports exclusifs avec lui. Pékin n'intervient pas pour maintenir en selle dans un parti des dirigeants à sa dévotion mais répudiés à la base. Pékin ne transfère ses «pouvoirs» à aucun type de proconsul local qui ne lui aurait prêté serment d'allégeance inconditionnelle. Pékin n'est la mère nourricière d'aucun parti, d'aucun groupe, d'aucune personnalité, d'aucun globe-trotter, d'aucun touriste révolutionnaire. Pékin n'est pas un arbitre : on n'y vide aucun problème, aucune divergence surgie dans un parti étranger. Bien sûr, là aussi, on peut relever des erreurs, des insuffisances. Ce serait puéril de prétendre que tout y va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Mais il y a un point essentiel qui distingue le marxiste-léniniste chinois des dirigeants révisionnistes : c'est qu'il sait écouter les critiques, il les admet, il accepte la discussion de bonne foi, d'égal à égal ; il sait faire son autocritique, reconnaître les erreurs et les corriger. Ici, on n'a plus en face de soi cette espèce de «communiste» qui falsifie sciemment les faits, les principes et la théorie, recourt aux contre-vérités et aux mensonges, aux intrigues, aux calomnies, aux basses manœuvres et à la supercherie pour avoir raison d'honnêtes camarades et persister dans l'erreur.

L'avenir immédiat du mouvement marxiste-léniniste en Amérique latine dépend de la vitesse avec laquelle le bon grain remplacera l'ivraie qui nous vient des cénacles et des officines révisionnistes. Qu'on le veuille ou non, cette mutation

s'effectuera. Seulement, puisque ceux qui étaient tout désignés pour la stimuler y font obstacle, elle sera plus laborieuse, elle coûtera plus cher en vies humaines, en sacrifices et en revers de toutes sortes. Les exemples négatifs enseigneront aux militants d'Amérique latine que seules les méthodes marxistes-léninistes, éprouvées, intégrées aux conditions locales, permettront d'obtenir la victoire dans une guerre populaire prolongée contre les troupes yankees. Ce processus s'accélénera dans la mesure où les nouveaux militants sauront allier rapidement à leurs qualités révolutionnaires intrinsèques l'indéfectible fidélité et l'indestructible sincérité d'un Mao Tsé-toung à l'endroit de la cause prolétarienne.

Dans un discours prononcé le 15 janvier 1963 à La Havane, lors de la clôture du congrès des femmes de toute l'Amérique, Fidel s'écriait : «Et les conditions subjectives, il faut les créer. C'est d'ailleurs à l'aide de la vérité historique qu'on les crée et non pas en falsifiant l'Histoire.» A lire cette profession de foi, on se demande s'il ne faut pas considérer l'époque à laquelle fut prononcée comme des «temps héroïques» définitivement révolus. Car, face au Fidel des falsifications de l'Histoire et des simplismes de «Révolution dans la Révolution ?» on ne peut que se demander : veut-il vraiment contribuer à la création des conditions subjectives de la révolution, veut-il vraiment promouvoir la révolution en Amérique latine ou ne cherche-t-il qu'à se doter d'une monnaie d'échange ?

Cher ami,

Ta dernière lettre m'oblige à rouvrir ce que j'appellerais volontiers «le dossier cubain».

Les choses changent rapidement à Cuba. Dans le monde aussi. Dans la tête de Fidel surtout.

Si des camarades cubains avaient les lettres en 1967, ils auraient crié à la calomnie. Or, sur beaucoup de points — et non des moindres — le Premier ministre cubain est venu corroborer mes dires. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne le niveau des classes privilégiées maintenues artificiellement élevé. En effet, dans ses discours du 13 mars et du 9 avril, Fidel se propose d'assainir l'atmosphère. Il réclame de tous plus d'efforts, plus de travail, plus de sacrifices. Il faut faire comprendre au peuple qu'il ne doit compter que sur ce qu'il a. Il va même jusqu'à reprendre, mot pour mot, la consigne chinoise : «Compter sur ses propres forces.»

Tu ne dois pourtant pas trop te faire d'illusions. Je te signalais qu'en 1963 déjà, cette consigne avait été lancée : «Nous n'aurons que ce que nous serons en mesure de produire.» Elle n'a jamais été prise au sérieux et appliquée.

Par ailleurs, la question n'a pas été posée en termes de lutte de classes. On a fermé les débits de boissons alcoolisées et nationalisé tout ce qui restait de petit commerce privé. Cette mesure, nous dit-on, vise à couper les ailes du capitalisme renaissant. Les propriétaires des établissements nationalisés nous ont été présentés comme des parasites, des paresseux, des profiteurs, des déclassés et même des contre-révolutionnaires. C'est certain. N'empêche que ces gens étaient notoirement connus, dépistés, repérés/fichés. Par conséquent, moins dangereux.

On a trop l'impression qu'il s'agit du menu fretin, d'éléments sans pistons, sans protection, hors du circuit. A mon avis, le danger principal se trouve au sein même de la bureaucratie du parti et du gouvernement. Parmi les dirigeants et les hauts fonctionnaires ainsi que leurs protégés corrompus, sans

conscience de classe, dépourvus du moindre sens de l'égalité raciale.

Les vrais bourgeois sont là, organisés en clans, entourés de leurs cours, intellectuels et artistes nihilistes ayant les yeux fixés sur Paris, vils imitateurs de leurs alter-ego européens. Assainissement moral ? Mais qui a fait de la propagande pour la vie nocturne, les boîtes de nuit, la mini jupe sinon la revue «Cuba» elle-même ? Qui a introduit le yé-yé à La Havane ? Qui a fait voyager Jean Ferrat à Cuba et qui est tombé en pâmoison devant lui ? Qui enregistre les disques de prétendu «jazz moderne»? imitation servile de la musique commercialisée, au détriment des inimitables rythmes cubains ? Oui, qui en est le responsable : les parasites, les déclassés, les contre-révolutionnaires ? Allons donc !

Il faut reconnaître néanmoins qu'en prenant ces mesures d'«assainissement», Fidel lève un lièvre d'importance. Il pense ainsi tarir la source du marché noir. (C'est déjà beaucoup qu'il en reconnaisse encore la persistance.) Mais il ne frappe que les intermédiaires. Or, il n'y a rien de plus facile à repousser que la mauvaise herbe sur un terrain propice.

Vois-tu, le Premier ministre déclare ingénument qu'il croyait que le petit commerce privé allait disparaître de lui-même sans qu'on ait besoin de prendre des mesures administratives à cet effet. Tout comme il nourrissait et continue à nourrir la même illusion en ce qui concerne le marché noir. Or, s'il avait lu Mao, il aurait su que la poussière reste là où l'on ne balaie pas ou encore que l'ennemi ne se retire pas de lui-même de la scène de l'Histoire. A plusieurs reprises, les dirigeants cubains ont avoué que leurs connaissances théoriques n'étaient pas très étendues au moment du triomphe de l'insurrection et qu'ils apprenaient en même temps que ceux qu'ils étaient appelés à diriger. Mais que leur est-

il arrivé ? Ils ont commencé à apprendre de mauvais maîtres. Quand ils s'en sont rendu compte, ils ont décidé qu'ils n'avaient plus rien à apprendre de personne, qu'ils étaient leurs propres maîtres et — ô comble de l'infantilisme ! — les maîtres des autres.

En janvier dernier, des éléments TROP inféodés à Moscou ont été éliminés du parti, jugés et condamnés. Tu t'es empressé de te réjouir ; tu t'es empressé de proclamer que «Cuba prenait de plus en plus ses distances à l'égard de Moscou» et de parler de ce radicalisation». Et puis, à mon avis, le simple fait de ne pas envoyer une délégation à Budapest ne prouve pas du tout qu'on se «radicalise» : les Yougoslaves en font autant et en justifiant doctrinalement leur abstention. Depuis quelque temps, Moscou a appris à supporter sans broncher les coquetteries et bouderies de ses ouailles.

Dans la nouvelle affaire d'Anibal Escalante, deux aspects autrement importants ont retenu mon attention. D'abord, le rapport de Raoul Castro, publié dans «Granma», a révélé qu'il s'agissait d'un véritable complot ourdi en complicité avec des diplomates et des hauts fonctionnaires soviétiques détachés à Cuba. L'un des conspirateurs n'était autre que le conseiller du Chef (cubain) de la Sécurité d'Etat. Cela te donne une idée de l'importance et de la puissance tant de l'infiltration que de l'influence soviétique là-bas. Et dire que tu voulais qu'un «pro-chinois» déclaré comme moi y retourne : ce serait se jeter tête baissée dans les filets de la police secrète soviétique dont les ressources en intrigues contre-révolutionnaires sont inépuisables. (Mais ce que je veux te signaler c'est qu'en dépit de la gravité des faits, les dirigeants cubains ont fait preuve d'une rare retenue. Il n'y a eu aucune dénonciation fracassante de l'ingérence soviétique dans les affaires intérieures d'un pays frère !)

Qui plus est — et c'est là l'autre aspect que je voulais te signaler — le long rapport présenté par le premier secrétaire du Parti devant le Comité Central est resté secret. Il s'agit là encore de ménager la susceptibilité à fleur de peau du «grand frère» ou de garder en réserve contre lui une arme secrète. Mais ce que je veux te signaler c'est ceci : cette touchante marque de délicatesse (si tu me permets de l'appeler ainsi) prive le peuple cubain de la possibilité de placer son mot à bon escient. La manipulation de toute l'affaire frustre les masses cubaines de leur droit d'appréciation et de critique. Car, s'agissant de répudier une ligne erronée —et non d'abattre un rival — rien, absolument rien ne peut se substituer à la critique des masses.

Fidel a beau expliquer toutes les mesures importantes qu'il dicte et les faire entériner par les masses, il n'en reste pas moins que ce sont des mesures administratives, bureaucratiques. Des mesures approuvées, certes, avec enthousiasme par la base qui ne profitent nullement à son éducation parce qu'elle est étrangère à leur élaboration. C'est beau et émouvant d'entendre parler Fidel qui, d'ailleurs, ne s'en prive pas. Il a la langue bien pendue. Il s'identifie aux foules et exerce sur elles un magnétisme irrésistible.

Des qualités de tribun, il en a à revendre. Je trouve tout cela très charmant. Ce que je trouve moins réjouissant, c'est le manque d'encadrement des masses. Le didactisme intelligent ou le génie politique du leader suprême ne peut pas remplacer cent mille cadres-courroies de transmission. Cent mille cadres non formés à l'école révisionniste, exemples vivants du sacrifice révolutionnaire, qui apprennent auprès des masses tout en les orientant, qui assurent une liaison étroite et permanente entre la base et le sommet. Mais cela suppose beaucoup de choses. Entre autres et au premier chef : l'existence d'un véritable parti

marxiste-léniniste (tu diras que c'est chez moi une idée fixe), une pensée directrice correcte, une ligne générale.

A propos de «ligne», il en existe bien une à Cuba, mais c'est une ligne brisée. Une ligne faite à la mesure d'un homme aux fluctuations constantes. La « radicalisation » actuelle est un accès de fièvre, comme tant d'autres. Un accès de fièvre subséquent à l'échec de l'opération-Bolivie. Un accès rendu nécessaire par le reflux révolutionnaire momentané constaté ces jours-ci en Amérique latine.

Quand donc le mouvement révolutionnaire international finira-t-il de faire les frais de la politique intérieure de certains pays socialistes ? Et quand donc les masses de certains pays socialistes cesseront-elles de faire les frais de certaines erreurs commises par leurs dirigeants en politique extérieure ?